la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

20e année. — No 356. — Nouvelle série no 55. NOVEMBRE 1951. — Prix : 50 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	280 fr.
Un an	500 fr.

EXTERIEUR

Six mois	375 fr.
Un an	625 fr.

Le numéro : 50 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures le samedi, de 17 à 19 heures.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 55 - Novembre 1951

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1951 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

LÉNINE, TROTSKY, STALINE

et le problème du parti révolutionnaire

Réflexions à propos du cinquantenaire de la formule léniniste du parti

I. — Les idées de Lénine avant 1917

Il y a cinquante ans Lénine écrivait dans son ouvrage sur les questions d'organisation *Que faire ?* : « La liberté de critique est la liberté de l'opportunisme... de faire pénétrer dans le socialisme les idées bourgeoises et les éléments bourgeois. » (1).

Dans sa *Lettre à un camarade* de septembre 1902 Lénine revendiquait pour la rédaction de l'*Iskra*, qui tenait lieu de comité central du parti, le droit de nommer les comités locaux qui à leur tour devaient nommer les comités d'arrondissement et d'entreprise. On est inquiet de découvrir chez Lénine, révolutionnaire si authentique et si grand, les traits et les principes qui permirent à Staline d'étouffer la démocratie dans les organisations qu'il contrôle.

PARTI ET CLASSE

Lénine disait ce qu'il pensait et d'après ses dires mêmes on peut établir que sa pensée n'était pas démocratique. Pour lui, « ...livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste » (2).

Plus, la lutte spontanée des ouvriers, « le mouvement ouvrier, isolé de la social-démocratie se rapetisse et tombe inévitablement dans la mare bourgeoise » (3) et (abandonnée à son sort) « ...la classe ouvrière perd son indépendance politique... se traine à la remorque des autres partis, trahit la grande devise « l'affranchissement des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (3).

Pour Lénine, seul le mouvement socialiste, la social-démocratie, peut donner une conscience politique aux ouvriers. Et l'idée socialiste, le mouvement socialiste naissent et vivent en dehors du prolétariat : « Par leur situation sociale... Marx et Engels étaient des intellectuels bourgeois. De même en Russie la doctrine théorique de la social-démocratie surgit d'une façon tout à fait indépendante de la croissance spontanée du mouvement ouvrier ; elle y fut le résultat naturel inévitable du développement de la pensée chez les intellectuels révolutionnaires socialistes » (4).

Au deuxième congrès du parti (en 1903) Lénine combat avec acharnement un amendement au programme qui affirme que la conscience du prolétariat s'accroit dans la mesure où s'accroissent la lutte des opprimés et les contradictions du capitalisme : « Cet amendement rendrait la solution moins bonne » , dira Lénine. « Il pourrait donner l'idée que le développement de la conscience se fait spontanément... ; hors de l'influence de la social-démocratie il n'y a pas d'activité consciente des masses. » (5). Et dans *Que faire ?* (écrit en 1901, publié en 1902) Lénine dit : « Les ouvriers... *ne pouvaient pas avoir encore* la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. » (6).

On pourrait rappeler ici l'appréciation de Marx sur son propre enseignement : « Ce qu'il y a de nouveau dans mon enseignement est la démonstration que la lutte de classes mène inévitablement à la dictature du prolétariat. » Or, pour Lénine la vision du but du prolétariat nait en dehors et indépendamment du mouvement spontané, de la lutte de classes de celui-ci. Par ses propres forces, dans sa lutte même, le prolétariat ne peut pas trouver la compréhension de son opposition irrémédiable à la bourgeoisie.

En schématisant la pensée de Lénine, le prolétariat n'est plus qu'un élément essentiel aux mains de la social-démocratie en vue de construire la dictature ouvrière.

Ce sont les révolutionnaires professionnels qui, d'après Lénine, forment en premier lieu le parti et qui ont la mission de porter la conscience socialiste au sein du prolétariat : « Il nous faut former des hommes qui ne consacrent pas à la révolution leurs soirées libres mais toute leur vie » (7), et (à la différence de « l'organiastion des ouvriers » qui doit être professionnelle et large) « l'organisation des révolutionnaires doit englober avant tout et principalement des hommes dont la profession est l'action révolutionnaire » (8).

Ce corps de révolutionnaires professionnels doit être formé indifféremment d'intellectuels ou d'ouvriers. Dans *Que faire ?* Lénine conseille de faire sortir de l'usine l'ouvrier qui a des capacités d'organisateur ou d'agitateur : « Nous devons prendre soin qu'il vive aux frais du parti, qu'il puisse, quand il faudra, passer à l'action clandestine, changer de localité, sinon, il n'acquerra pas grande expérience. » Lénine ne considère pas cette mesure comme quelque chose d'exceptionnel. Il n'indique pas non plus qu'après une période d'activité comme révolutionnaire professionnel, l'ouvrier ainsi éduqué devra réintégrer son milieu, retourner à l'usine. Pour Lénine, la lutte des ouvriers et la conscience socialiste ne sont pas des catégories qui doivent se fondre au point de n'en faire plus qu'une, supérieure, comme chez Rosa Luxembourg. Chez Lénine, la conscience, incarnée dans le parti, doit rester à part, en avant de la lutte ouvrière, et montrer le chemin.

Les révolutionnaires professionnels ne se définissent pas par rapport à la classe à laquelle ils

---

(1) « Que faire ? », dans Œuvres choisies de Lénine, édition française de Moscou, 1946, p. 178.

(2) « Que faire ? », éd. citée, p 197.

(3) « Nos objectifs immédiats », numéro 1 de l'**Iskra**, janvier 1901.

(4) « Que faire ? », éd. citée, p. 198.

(5) Cité par Bertram Wolfe « Three who made a revolution », retraduit de l'anglais par nous.

(6) « Que faire ? », éd. citée, p. 197, souligné par Lénine.

(7) « Nos objectifs immédiats ».

(à la différence de « l'organisation des ouvriers »

(8) « Que faire ? », éd. citée, p. 265.

appartiennent. Non seulement ils ont un rôle séparé (et qui doit rester séparé) de celui de la classe ouvrière, mais ils constituent en quelque sorte une profession au-dessus des classes. Les ouvriers qui y entrent se déclassent de ce fait par rapport à leur ancien milieu.

Par quel moyen les social-démocrates acquièrent-ils la conscience politique qu'ils apportent aux ouvriers ? Lénine remarque avec justesse que, vu le caractère complexe de la société russe, cette conscience pourra s'acquérir seulement dans un contact avec *toutes* les classes de la société. Il demande donc aux social-démocrates d'organiser l'action de toutes les classes contre l'autocratie (9).

Ceci correspond à l'un des traits du léninisme sur lequel nous reviendrons. Retenons pour le moment que Lénine demande à des détachements de révolutionnaires professionnels de manœuvrer dans tous les milieux : petite-bourgeoisie, bourgeoisie et même petite noblesse mécontente du tsarisme.

Deux faits sont à noter en liaison avec cette tactique. En premier lieu Lénine n'envisage de faire faire à la classe ouvrière son expérience politique que par personnes interposées, les révolutionnaires professionnels, qui eux-mêmes ne peuvent vraiment pas être qualifiés d'ouvriers. Deuxièmement, pressé par des contradicteurs, Lénine affirmera que ces campagnes nationales contre l'autocratie, ces actions au cours desquelles les révolutionnaires professionnels évoluent au sein de toutes les classes, sont socialistes, portent le sceau ouvrier du simple fait que c'est le parti qui les organise et que le parti est ouvrier... (10).

C'est un fait, Lénine et à sa suite, de manière caricaturale, les staliniens ont toujours eu tendance à considérer le parti comme un facteur révolutionnaire en soi et non pas comme un instrument relatif.

Quels sont les rapports au sein du groupe de révolutionnaires professionnels qui, pour Lénine, constitue un élément indispensable ? Nous avons vu que Lénine n'était pas pour la liberté de critique et qu'il se prononçait contre l'électivité des organes du parti ; en ce qui concerne la liberté de critique, voici ce que Lénine répond dans *Que faire ?* à ceux qui la demandent : « Des gens véritablement convaincus d'avoir fait avancer la science ne réclameraient pas la liberté pour de nouvelles conceptions d'exister parallèlement aux anciennes mais le remplacement de celles-ci par celles-là. » (11).

La comparaison ne nous semble ni convaincante ni même juste, mais elle définit bien la position de Lénine dans cette question.

Compte tenu du rôle que Lénine assignait au parti, il ne pouvait pas en être autrement. Pour Lénine les révolutionnaires professionnels étaient des guerriers, plus, des héros. Ils étaient à l'avant-garde de la masse ouvrière, qui, elle-même, ne formait qu'une minorité de la nation. Ils devaient diriger les ouvriers et ils devaient aussi manœuvrer parmi les autres classes. La discipline la plus serrée et l'efficience étaient indispensables et Lénine le souligne souvent. De plus, comme nous le verrons, Lénine assignait au parti dans certains cas un rôle de frein par rapport aux ouvriers et aux paysans révolutionnaires. Il est clair que dans ces conditions des dissensions importantes, des discussions qui pouvaient être paralysantes pour l'action étaient inadmissibles. Au deuxième congrès, en 1903, Lénine dira au cours de la discussion qu'il faut au parti 90 % d'unanimité.

Mais personne, mieux que Lénine lui-même n'a défini ce qu'est le parti et pourquoi il ne peut pratiquer la liberté de critique : « Groupe compact, nous cheminons par une voie escarpée et difficile, nous tenant fortement par la main. Nous sommes entourés d'ennemis de toutes parts et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu. Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie afin de combattre nos ennemis et de ne pas tomber dans le marais voisin... Or, voilà que certains d'entre nous viennent nous dire : « Allons dans le marais ». Et si l'on essaye de leur faire honte, ils répliquent : « ...Comment pouvez-vous, sans rougir, nous dénier la liberté de vous inviter à suivre une voie meilleure ? » Oh ! Oui, messieurs, vous êtes libres non seulement de nous inviter, mais d'aller où bon vous semble, fût-ce dans le marais... » (12). Parmi ceux sur lesquels Lénine ironise ainsi, à qui il indique le marais comme ambiance normale il y avait certainement beaucoup d' « opportunistes » et de futurs transfuges. Il y avait aussi d'honnêtes militants inquiets de l'orientation de l'*Iskra*, comme les signataires de cette lettre (« un groupe de camarades ») que Pierre Pascal cite dans son édition de pages choisies de Lénine : « ...pénétrée d'intransigeance sectaire (l'*Iskra*) est toujours prête à flétrir tout désaccord avec elle non seulement comme un écart des principes social-démocrates, mais comme une désertion à l'ennemi... » (septembre 1901) (13).

A la liberté d'opinion, dans les cadres du marxisme, au sein de l'organisation, au principe d'électivité de ses organes, Lénine oppose la confiance réciproque, l'esprit de fraternité d'armes qui doit régner au sein du groupe de révolutionnaires professionnels : « Le seul principe sérieux en matière d'organisation pour les militants de notre mouvement doit être : secret rigoureux, choix rigoureux des membres, préparation de révolutionnaires professionnels. Ces qualités étant réunies, nous aurons quelque chose de plus que le « démocratisme » : une entière confiance fraternelle entre révolutionnaires. » (14).

A la tête de ce groupe de combattants, Lénine place un état-major adéquat : « ...sans une dizaine de chefs talentueux, de chefs éprouvés, instruits par une longue pratique, bien d'accord entre eux et connaissant parfaitement leur rôle respectif, aucune (15) classe de la société contemporaine ne peut mener fermement la lutte. Et Lénine d'exprimer son admiration pour le solide et stable état-major de la social-démocratie allemande.

Bien sûr, l'illégalité, la surveillance de l'Okhrana, étaient, pour beaucoup, dans le refus de Lénine des principes démocratiques à l'intérieur de l'organisation. Il est pourtant impossible de tout expliquer par là. Dans sa *Lettre à un camarade sur les questions d'organisation* (septembre 1902), bourrée de conseils pratiques, et qui montre une minutieuse connaissance des conditions où l'on militait en Russie, Lénine recommande la tenue non périodique d'assemblées de 30 à 100 militants, dans des forêts, par exemple. Rien ne se serait opposé, au cours de ces assemblées, à l'élection démocratique de comités locaux ou de ceux des groupes d'entreprise. Lénine lui-même reconnaîtra plus tard, en 1905, que l'on avait exagéré dans la non-application des principes démocratiques au sein de l'organisation.

Peut-on affirmer que la pratique de l'organisation léniniste correspondit point par point aux principes énoncés au début du siècle ? Certes, non. Souvent il y eut des divergences et parfois Lénine se laissera convaincre par ses contradicteurs. En

(9) « Que faire ? », éd. citée, p. 229 et suivantes.
(10) « Que faire ? », éd. citée, p. 247.
(11) O.C., p. 179.

(12) O.C., p. 179.
(13) Pages choisies de Lénine. Bureau d'Edition. Vol. I, p. 84.
(14) O.C., p 291.
(15) O.C., p. 273.

fait, Lénine qui possédait un grand sens de la réalité se montrera aux moments décisifs plus souple que n'importe lequel de ses compagnons de lutte. C'est un fait, malgré tout, que la tendance générale du bolchévisme, en matière d'organisation, restera celle définie avec tant de force dès fin 1901.

Pour Lénine cette machine de guerre sociale, ce parti si efficace pour l'action mais si peu adéquat pour l'élaboration politique et pour l'éducation des ouvriers était le seul possible, étant donné la situation en Russie. Il ne peut être ici question de placer la formule bolchévique du parti dans le cadre du léninisme : un volume y serait nécessaire car il faut placer à son tour le léninisme dans le cadre de l'histoire russe. Nous nous limiterons donc à donner quelques aspects de la question (16).

POUR UNE REVOLUTION BOURGEOISE

Il était clair au début du siècle que la Russie était à la veille d'une révolution. Pressés par des besoins stratégiques, par leur politique de grandeur, les tsars avaient fait de grands efforts pour moderniser le pays. L'industrie créée leur avait suffi pour subjuguer des peuples plus arriérés ou plus petits que la Russie ; elle avait en même temps introduit dans les fondements de la société une véritable charge de poudre. La classe ouvrière, en partie la bourgeoisie, étaient des éléments destructeurs pour la Russie féodale et pour son régime de despotisme asiatique. D'autre part, pour créer cette industrie les gouvernants avaient dû encore et encore pressurer le paysan et charger d'impôts la noblesse campagnarde. L'ensemble de la société, hors la haute bureaucratie gouvernementale, attendait un changement. Vers le début du siècle, les grèves ouvrières se multipliaient chaque année et sur les demeures des seigneurs, toujours plus souvent apparaissait le coq rouge de l'incendie, vengeance du paysan.

En mars 1902, Kautski écrivait : « Le centre révolutionnaire se déplace de l'occident vers l'orient... Les événements de ce siècle semblent indiquer que nous allons vers un nouveau centre révolutionnaire, c'est-à-dire vers la Russie... ». Et dans *Que faire ?* Lénine précisait : « L'histoire nous assigne maintenant une tâche immédiate, la plus révolutionnaire de toutes les tâches immédiates du prolétariat de n'importe quel pays. »

Il s'agissait en premier lieu pour Lénine d'agir vite. Si, comme nous le verrons, à la conception trotskiste de la révolution correspondait un parti qui pouvait s'organiser au cours même de l'action, Lénine avait besoin d'un instrument bien mis au point.

Pour Lénine, la révolution à venir sera en premier lieu paysanne, la clef du problème social étant en Russie la question agraire. Mais toute révolution agraire est une révolution bourgeoise et nationale, démontrait Lénine, en ce sens qu'elle n'est pas dirigée contre la propriété privée et que toute la nation participe plus ou moins au renversement de l'ancien régime.

La bourgeoisie, expliquait Lénine, est contre le tsar. Mais trop faible, trop peureuse devant les revendications propres des ouvriers, trop liée à la bureaucratie impériale, elle trahira sa propre révolution en cours de route. La paysannerie, et aussi la couche moyenne des villes, n'est pas homogène ; à un pôle, elle tend vers la bourgeoisie ; à l'autre, vers le prolétariat. Mais dans son ensemble elle « marchera » contre le régime et son assaut, à côté de celui des ouvriers, devra être décisif. La classe ouvrière sera la plus décidée car elle est seule à vouloir dans son ensemble dépasser la révolution bourgeoise et aller au cours d'une étape suivante vers la révolution socialiste.

Quel pourra être le sort de cette révolution bourgeoise faite contre la bourgeoisie, sans une social-démocratie fortement organisée ? se demandait Lénine. Et il soulignait le fait qu'il n'y avait en Russie qu'un million et demi d'ouvriers d'usine et de mine (sur 10 millions de salariés) face à des dizaines de millions de petits-bourgeois et de paysans particularistes et empreints de préjugés. Il était certain pour Lénine que sans une cohorte disciplinée et consciente cette révolution faite par des couches diverses et liées à leur milieu étroit risquait de se perdre dans des centaines de voies secondaires.

La révolution devra instaurer un gouvernement provisoire qui expropriera les féodaux, mais non les capitalistes. En faveur des ouvriers il proclamera la journée de huit heures. Il sera impossible d'aller plus loin, démontrait Lénine, car les conditions matérielles ne sont pas données en Russie pour instaurer le socialisme et aussi parce qu'il faudra tenir compte de l'allié paysan, qui, lui, se considérera satisfait une fois sa soif de terre apaisée.

Dans ses polémiques des années 1905-10 avec Lénine, Trotski soulignait qu'ayant eu un rôle capital dans le renversement du féodalisme, la classe ouvrière passera d'elle-même à l'expropriation des capitalistes, ses ennemis directs et alliés des féodaux. Et Trotski qualifiait la révolution formulée par Lénine de « révolution de carême », de « révolution d'abstinence pour la classe ouvrière ». Lénine ne répondait pas directement à ces arguments ; il mettait seulement encore en valeur le poids du facteur paysan, mais il était clair pour lui que, dans le cas cité par Trotski, le parti aurait à retenir les ouvriers.

Fort intéressante est sous le même angle l'attitude que prit à ce moment Lénine envers les luttes paysannes.

Dans le numéro 3 de l'*Iskra*, en avril 1901, Lénine précise, après avoir analysé les rapports sociaux au village : « Nous avons vu qu'il existe dans la campagne russe actuelle deux sortes d'antagonismes : premièrement entre ouvriers agricoles et patrons ; deuxièmement entre la classe paysanne dans son ensemble et les grands propriétaires. Le premier se développe, le second s'affaiblit. Le premier est dans l'avenir, le second ressort déjà en grande partie du passé. Néanmoins, c'est ce second antagonisme qui a pour les social-démocrates la signification la plus profonde et pratiquement la plus importante. » Et plus loin, après s'être

---

(16) Par contre, nous reprochons aux quelques livres récents ayant trait à l'histoire du bolchévisme de ne pas avoir souligné que la théorie léniniste du parti découle normalement de la conception léniniste de la révolution russe :

M. Bertram Wolfe (« Three who made a revolution », New York, 1948), s'attache par trop au côté pittoresque des choses pour qu'il puisse présenter une étude vraiment sérieuse. Malgré l'intérêt des détails qu'il donne, malgré sa recherche honnête, son œuvre garde un caractère assez fâcheux de « best seller ».

M. Deutscher (« Staline ». Londres, 1950), a le mérite de nous présenter un Staline objectif, vivant et, pour ainsi dire vivant (jusqu'à un certain point) la théorie léniniste du parti. Mais M. Deutscher passe rapidement sur la période de formation du bolchévisme et sur les problèmes théoriques des années 1900 pour insister davantage — et très sérieusement — sur les périodes ultérieures.

Trotski était de loin le mieux placé pour nous donner une étude du léninisme et aussi une histoire du parti bolchévique. Ses écrits d'avant 1917 sont précieux à cet égard. Mais son « Staline » (Paris, 1948, chez Grasset), remarquable sous plus d'un angle, devient contradictoire lorsqu'il analyse l'histoire du bolchévisme : c'est la contradiction de Trotski lui-même, devenu bolchévik tout en restant trotskiste.

prononcé en faveur d'un développement capitaliste des campagnes russes, Lénine dit : « Nous commettrions une erreur si nous défendions des mesures interdisant l'évolution sociale ou protégeant artificiellement les petits exploitants contre les progrès du capitalisme, contre le développement de la production en grand... ». C'est clair : ayant conclu à l'impossibilité d'un développement socialiste de la Russie, Lénine tirait toutes les conclusions et ne voulait pas plus dans les campagnes que dans les villes qu'une révolution sociale trop radicale compromette les chances d'un développement capitaliste. Or, cette révolution radicale était voulue par les éléments les plus déshérités de la société russe. En somme Lénine, la grande figure révolutionnaire de notre siècle, compte tenu de la situation en Russie, présentait, il y a cinquante ans, presque le même programme que les jacobins de la révolution française. Et il est sûr que, dans une certaine mesure, le jacobinisme en matière sociale l'amenait au jacobinisme dans les questions d'organisation. Lénine était pour la dictature contre les partisans de l'autocratie et pour cela il fallait un pouvoir fort. Cette dictature sera populaire (« Dictature démocratique des ouvriers et des paysans ») et pour maintenir l'équilibre entre les couches antagonistes de la population, pour pousser les uns et pour retenir les autres il fallait un parti fort et discipliné.

En somme, Lénine se trouvait pris dans une terrible contradiction : il préconisait un régime social bourgeois instauré par le parti socialiste, un capitalisme mis en place par la classe ouvrière. Lénine espérait y échapper en limitant le capitalisme, en lui faisant suivre une voie « abrégée », plus « rationnelle », moins « malfaisante ». En ce qui concerne les campagnes par exemple, Lénine parlait d'un capitalisme à l'américaine ou à la prussienne, et, à choisir, exprimait sa préférence pour le premier. Surtout Lénine espérait sortir de la contradiction grâce à la classe ouvrière occidentale. De cette éventualité, Lénine avait toujours tenu compte : on mettra alors en Russie également la révolution socialiste à l'ordre du jour. Mais pour traverser ces étapes complexes, changeantes, pleines de surprises possibles, il fallait encore que le parti soit fort, uni et ait de fortes positions dans le pouvoir. Lorsque Lénine parlait de la participation social-démocrate au gouvernement provisoire, au gouvernement de « dictature démocratique ouvrière-paysanne », il comptait bien que le parti aurait en main les clefs du pouvoir.

Nous avons d'une part rattaché la conception du parti chez Lénine à sa conception générale des rapports entre classe ouvrière et parti, de l'autre à la conception léniniste de la révolution russe. On pourrait certes conjecturer sur l'importance relative de l'un ou l'autre de ces éléments. De même, sur la question de savoir dans quelle mesure sa conception de la révolution russe, l'état relativement arriéré de la classe ouvrière russe avaient influencé l'idée que Lénine se faisait en général des rapports entre classe ouvrière et parti. Mais il ne peut être pour nous question de le faire ici.

En ce qui concerne la question des délais, celle de la nécessité pour Lénine de créer vite, avant l'éclatement de la révolution, un parti discipliné il y aurait à préciser que personne, de très loin, n'aurait pu accomplir cette tâche aussi bien que Lénine même. Parlant du leader du bolchévisme, le chef menchévique Axelrod disait qu'il réunit de grandes capacités d'organisateur à celles, incontestables, de théoricien. On peut ajouter à ceci que Lénine était le seul parmi les leaders du socialisme russe à posséder à ce niveau ces qualités. En comparant Lénine à Marx, Trotski écrira en 1924 que, même si Marx n'avait pas été le créateur de la première Internationale, il serait resté ce qu'il est par ses livres, mais Lénine même s'il n'avait écrit aucun ouvrage, serait aussi grand parce qu'il a été le leader de la révolution russe. Et c'est certainement vrai. Malgré ses qualités de théoricien, Lénine restera dans l'histoire comme homme d'action, et comme homme d'action représentant merveilleusement la classe ouvrière russe en ce qu'elle avait de meilleur. C'est dans ce sens que Trotski parle de Lénine comme type national. Tout, chez Lénine, son style, sa manière de parler, son action, était empreint de la tension vers le but. Ses écrits sont sobres, dépouillés, utilitaires, mais même lorsqu'ils sont aussi techniques que la *Lettre à un camarade sur les questions d'organisation,* ils respirent l'enthousiasme par leur densité, par l'extraordinaire volonté d'avancer que l'on sent dans chaque ligne. Lénine, dit Trotski, représentait non seulement l'ouvrier russe, mais l'ouvrier russe avec son passé paysan. Il représentait magnifiquement aussi la volonté des meilleurs éléments de cette jeune classe ouvrière d'avancer, d'apprendre, de réaliser, de rattraper leur retard historique. Dans ce sens, dans sa capacité de communier avec les ouvriers russes, de saisir le cours de leur pensée, de la traduire en mots d'ordre d'action et en tactique politique, Lénine restera un génie non encore égalé.

Mais aussi grand fut-il, Lénine était produit de son temps et de son milieu et sujet à l'erreur. Ce ne sera pas *sa* conception de la révolution russe qui s'affirmera juste mais celle de Trotski. Son immense volonté d'aider la classe ouvrière de son pays grâce au parti bolchévique échouera dans la mesure où, les ouvriers russes restant isolés, sa tentative deviendra une expérience grandiose mais faite dans un temps et un milieu non encore mûrs. Son œuvre, le parti et l'Etat soviétique, se transformera en ennemie des travailleurs russes et, tragique retour des choses, cette dégénérescence sera facilitée justement par ce que Lénine avait mis d'étroitement discipliné, de serré et d'héroïque dans le bolchévisme.

Sous un autre angle encore, Lénine peut être considéré comme un « type national ». Pendant toute la seconde moitié du XIX[e] siècle, il y eut en Russie des groupes populistes dont les militants abandonnaient tout pour « aller au peuple », pour se consacrer à l'activité révolutionnaire, en somme pour devenir des révolutionnaires professionnels. Ce n'est pas un hasard si Lénine termine son article de fond du premier numéro de l'*Iskra* avec le cri adressé à ses juges par l'héroïque militant populiste des années 70, Pierre Alexéiev : « Le bras puissant de millions de travailleurs se lèvera et le joug du despotisme tombera en poussière. » Il y a là le souci de rattacher l'activité socialiste-marxiste au passé révolutionnaire de la Russie. A de nombreuses reprises, parlant des questions d'organisation, Lénine donnera en exemple les groupes populistes du siècle dernier.

Pendant les années 1900, années de formation du bolchévisme, les conditions des années précédentes persistaient en Russie ; situation révolutionnaire, terreur primitive mêlée de paternalisme de la part des autorités, pauvreté, immense désir de la jeunesse intellectuelle de se créer un horizon plus large, de « changer quelque chose », de ne plus vivre comme les pères avaient vécu. Les groupes social-démocrates, mal liés les uns aux autres, menaient une existence illégale ou semi-légale. Formés en majorité d'intellectuels, ils allaient aussi « au peuple », mais cette fois-ci aux ouvriers et non plus aux paysans. La formule du révolutionnaire professionnel correspondait à la situation et en grande partie à un état de fait. Le mérite — ou le démérite — de Lénine c'est d'avoir généralisé, théorisé, glorifié cet état de fait.

L'« AMORALISME MORAL »

Ses adversaires ont souvent accusé Lénine de manque de scrupules, d'amoralisme. C'est un fait, dans les luttes de fraction à l'intérieur de la social-démocratie russe, dans les disputes idéologiques Lénine fut souvent peu scrupuleux. Mais il n'y avait là aucun véritable amoralisme. Ses convictions, son attachement à la cause du prolétariat russe, partaient tellement de source et tout le reste en était si naturellement subordonné que son « amoralisme » correspondait en réalité à un niveau supérieur de morale. Simplement, lorsqu'il fut convaincu qu'il fallait rompre avec les menchéviques, il n'eut de cesse qu'il n'eût scissionné et tous les prétextes lui furent bons. Lorsqu'il pensa qu'il n'était plus profitable de discuter avec eux, il ne répondit plus à leurs arguments, ou bien répondit à côté.

Cet « amoralisme moral » correspondait à la fameuse tension vers le but que tous ceux qui approchaient Lénine remarquaient. Il peut se rattacher encore à la jeunesse de la classe ouvrière russe, au fait que l'histoire avait abrégé les délais pour elle, qu'elle avait mis sur ses épaules, dès son enfance, une tâche d'adulte. Il fallait faire vite ; il n'y avait pas de place pour de longues argumentations ; il n'y avait que quelques années pour construire un parti et non pas un demi-siècle comme en Occident.

Dès la période de l'Iskra, tout chez Lénine concourait au même but : construire un parti capable de jouer un rôle dirigeant dans la révolution qui s'annonçait.

Au sein de l'Iskra, Lénine s' « arrangea » pour que le secrétariat soit tenu par sa compagne. Celle-ci note dans ses Mémoires que « l'opération fut délicate ». Grâce au secrétariat, Lénine contrôlait les liaisons avec la Russie : correspondance, arrivants. L'Iskra avait des agents appointés qui circulaient en Russie : Lénine les contrôlait également. Grâce à ce début d'appareil, Lénine « travailla » les délégations au deuxième congrès qui devait être celui de la scission. Trotski le note dans ses souvenirs sur Lénine. Dès avant la scission, l'Iskra était divisée en « durs » et en « mous » et Lénine avait comme une prescience de ce qui devait arriver.

Après le congrès, Lénine contrôlait et l'Iskra et le comité central qui se tenait en Russie. Il était d'abord pour la primauté de l'Iskra, lorsqu'il en perdit le contrôle à la suite du changement de front de Plékhanov, Lénine trouva des arguments en faveur de la primauté du comité central. Lorsqu'il en perdit également le contrôle, il convoqua une conférence bolchévique qui se baptisera congrès du parti.

En 1906, après avoir écrit que les menchéviques « vendaient des voix ouvrières à la bourgeoisie », ceux-ci le convoquèrent devant un tribunal du parti. Lénine déclara que « ...son but n'était pas de corriger les fautes de ses adversaires mais de les détruire. Ses paroles étaient destinées à provoquer la haine, l'aversion et la suspicion... Il n'y a pas de limite à cette lutte à l'intérieur d'une organisation scissionnée : la seule limite est le code pénal » (17). Lénine savait que les menchéviques étaient de sincères révolutionnaires, mais on était en pleine révolution et il considérait leur tactique comme néfaste.

Vers 1908-09 il y eut entre les fractions social-démocrates de graves disputes d'argent à la suite des « expropriations » révolutionnaires de Russie : il semble prouvé que non seulement les bolchéviques ne partagèrent pas honnêtement, mais qu'ils procédèrent à des « expropriations » au sein même du parti.

Nous pourrions multiplier les exemples, mais en ce moment nous nous proposons simplement d'illustrer la pratique organisationnelle du léninisme par rapport à un autre courant ouvrier, et, concurremment, de rechercher dans quelle mesure s'y trouvent les racines des pratiques staliniennes d'aujourd'hui.

Malgré ce qu'il peut paraître, dans l'application du principe « le but justifie les moyens » Lénine se traçait une limite qu'il ne dépassait pas ; il essayait de détruire ses adversaires politiquement, jamais il ne les salissait, jamais il ne s'adonnait aux attaques personnelles. Sous cet angle, le stalinisme n'est qu'une caricature méconnaissable du léninisme. Bien sûr, on peut trouver en commun des principes plus fondamentaux tel que « Le parti au-dessus de tout », par rapport auxquels le reste peut apparaître comme affaires de nuances. Mais justement toute la question est là : Lénine, cet homme si intransigeant quant aux principes, avait aussi les moyens de dominer son œuvre, c'est-à-dire *l'application* de ses principes.

Il n'en était plus de même, dès avant 1917, de ses partisans, de ce corps de révolutionnaires professionnels qu'il avait créé et dont Staline était un élément parmi les plus typiques.

(à suivre)

Benno SAREL.

(17) Cité par Bertram Wolfe, « Three who made a revolution » retraduit de l'anglais par nous.

EUGÈNE DAVOUST

Notre vieil ami Eugène Davoust est mort le 20 octobre, à l'âge de 76 ans.

Il appartenait à cette belle génération de militants syndicalistes du début du siècle, pour qui l'action ouvrière était selon le mot d'un personnage de Jean-Richard Bloch « une explosion de force vitale ». Il fut le fondateur d'un des premiers syndicats de Cheminots de l'Etat. Révoqué, devenu employé d'assurances, il organise syndicalement ses nouveaux collègues. Et je crois me souvenir qu'il a collaboré, à ce titre, à la R.P. d'avant-guerre.

Je pense qu'il avait, après réintégration, obtenu sa pension de cheminot, mais sans doute assez réduite. Il occupait un petit emploi à l'Entr'aide, où l'on rencontrait, dans les bureaux et les couloirs, en 1942, sa belle tête romantique à longue chevelure et barbe blanches et où l'on entendait aussi ses propos rabelaisiens alternant avec ses imprudentes et magnifiques boutades contre les nazis et les collabos. Il le paya cher. Emprisonné par les autorités allemandes, en même temps que son fils — militant de la Résistance active — il nous revint à la Libération, toujours aussi goguenard, aussi heureux de vivre, ayant simplement prouvé qu'un vieux syndicaliste, qu'un vieux « brave homme » pouvait sans efforts, se payer le luxe d'être un héros !

R. H.

LETTRE D'ANGLETERRE

LE RÈGNE DE LA REINE VICTORIA EST BIEN FINI

Le tableau que présente l'Angleterre d'aujourd'hui comporte deux parties principales. D'une part, il y a la spectaculaire élection générale, pour laquelle tous les partis s'agitent. Au moment où j'écris, ils radiodiffusent à qui mieux mieux leurs programmes. Et puis, moins spectaculaire, mais probablement d'une importance plus grande pour l'avenir, il y a les défaites de l'impérialisme britannique, et la dislocation de l'empire britannique, ce géant qui étreignait toute la planète au temps de « l'âge d'or » de la reine Victoria.

Commençons d'abord par examiner la campagne électorale. Mais auparavant, qu'on me permette un mot personnel.

JE NE REPRESENTE QUE MOI-MEME

Dans la *R.P.* de septembre dernier, l'un de ses collaborateurs, Raymond Postgate, a la bonté de parler de l'auteur du présent article, comme d'un homme « honnête et intelligent », mais qui est de l'*Independant Labour Party* (I.L.P.), et qui, à ce titre, est tout à fait à l'écart du principal courant politique qui entraîne présentement l'Angleterre.

Je n'ai pas le plaisir de connaître personnellement Postgate, car je ne fréquente pas les hautes sphères de la bourgeoisie intellectuelle, mais, simplement par amour de la vérité, je dois dire que je n'appartiens plus à l'I.L.P. depuis quelque deux ans.

Nous avons un proverbe anglais qui dit : « C'est le spectateur qui voit la plus grande partie du jeu. », mais la théorie n'a jamais été le point fort du Labour Party britannique ; Marx disait que « l'incapacité d'établir des généralisations » était ce qui caractérisait essentiellement le mouvement ouvrier britannique de son époque ; cela s'applique pareillement au mouvement ouvrier britannique de nos jours, et en y comprenant peut-être les professeurs fabiens, dont Postgate fait partie. En tout cas, le point de vue qui sera exprimé dans les lignes suivantes n'est nullement celui d'un groupe travailliste particulier ; nous faisons nôtre la réplique de ce spirituel parlementaire qui commença un jour son discours par cette remarque : « Je ne représente personne d'autre que moi-même, et j'ai la pleine confiance de celui que je représente. » La vérité est souvent le privilège d'une minorité. Et même trop souvent ! Qu'importe qui l'a découverte, le premier. Qu'importe que ce soit Ridley, ou Louzon, ou même Postgate !

LE LABOUR PARTY, PARTI REFORMISTE

Venons-en maintenant à l'événement politique du jour.

Pendant six ans, un gouvernement travailliste disposant de la majorité absolue a régi la Grande-Bretagne — disons, pour être plus précis, six ans et trois mois : du 26 juillet 45 au 25 octobre 51.

A quel point de vue doit-on se placer pour apprécier son action ?

D'une manière générale, on peut définir le Labour Party comme un parti évolutionniste de réformes sociales, mais nullement comme un parti révolutionnaire de transformation sociale. Ses chefs intellectuels ont été exclusivement les réformistes fabiens. Sa maxime a été et est toujours celle du patriarche fabien, feu Sydney Webb : « On ne peut avancer que graduellement. » C'est un socialisme fondé sur le mode des paiements par acomptes, comme j'ai eu l'occasion déjà de le définir. Evolution, oui ! Révolution, non !

Ce qu'a fait le gouvernement travailliste durant ces six années passées a concordé très exactement avec le caractère fondamental du Labour Party tel que nous venons de le définir. En tant que parti réformiste, il a été énergique et il a réussi. Beaucoup de ses réalisations ont été un progrès et ont une véritable valeur. Le « plein emploi » de la main-d'œuvre, l'abolition de l'inique loi des pauvres de 1834, l'organisation du service de santé publique, en ce qui concerne la politique intérieure, la libération pacifique de la Birmanie, de Ceylan, de l'Inde et, en partie, de la Côte de l'Or, en ce qui concerne la politique impériale, sont toutes des mesures dont un gouvernement peut s'enorgueillir. *A l'intérieur* du cadre du capitalisme, le Labour Party a donc fait du bon travail ; il serait probablement vrai de dire qu'il a fait plus, en six ans, pour améliorer la condition des « gens du peuple » — les réformistes ne sauraient penser en termes de classe — que n'en ont fait ses adversaires tories en soixante. Cependant, il nous faut insister encore sur la distinction entre l'action « réformiste » et l'action « révolutionnaire » : les brillantes réalisations du réformisme travailliste ont à peine touché la *structure* du système capitaliste de l'Angleterre. 80 % de la terre et des moyens de production sont encore aux mains de la classe capitaliste, et, même dans les industries nationalisées, les « compensations » accordées aux anciens propriétaires sont la principale charge qui grève ces industries, si bien que l'industrie nationalisée ressort encore, en partie, à la propriété privée. Parler d'une Grande-Bretagne socialiste, sous de telles conditions, n'est donc que grossière exagération.

ATTLEE ET BEVAN

Mais les lecteurs de la *R.P.* attendent sans doute de nous quelques explications sur la scission maintenant reconnue, entre Aneurin Bevan, d'une part, et « Transport House » (siège des organisations centrales ouvrières), d'autre part.

En fait, ni d'un côté ni de l'autre, les personnalités qui sont en jeu dans l'affaire, n'ont, par elles-mêmes, une grosse importance. Aucune d'elles n'est un homme politique de premier rang. Attlee est un adroit manœuvrier, cependant que Bevan est un éloquent orateur, mais ni l'un ni l'autre, n'a, à notre avis, une stature qui lui permette de passer dans l'histoire. D'autre part, leur controverse ne s'institue pas sur des principes bien définis. Elle semble refléter surtout l'opposition qui a toujours existé, plus ou moins ouvertement, entre les sections locales politiques du parti travailliste, où les socialistes prédominent, et les trade-unions, qui sont beaucoup plus intéressées dans les décisions empiriques prises au jour le jour par le gouvernement car ce sont elles qui affectent la vie quotidienne des travailleurs, que dans la réalisation du socialisme.

Lors du récent congrès de Scarborough, ce furent les trade-unions qui fournirent au gouvernement sa majorité, tandis que les groupes politiques locaux du Labour envoyaient Bevan et ses amis au Comité exécutif, à la place de chefs plus orthodoxes de l'aile droite. Lorsque Bevan présente sa position en public, il ne pose aucune question de principe, et s'il devient, comme cela est possible, et ainsi que ses partisans le réclament, le chef du parti, cela ne signifiera tout au plus qu'une légère inclinaison vers la gauche de la présente politique travailliste. M. Bevan n'est ni un Lénine ni un Jaurès, et ses travaux théoriques — si on peut leur donner ce nom ! — peuvent difficilement le faire passer pour un Marx ou un Trotsky.

En tout cas, ce n'est pas la première fois dans l'histoire du socialisme britannique que les éléments politiques et les éléments trade-unionistes qui composent le mouvement travailliste se heurtent sous la forme générale d'une lutte de la droite contre la gauche. Bevan, comme, tout pareillement, il va sans dire, Attlee et Morrison, n'est ni un révolutionnaire ni un stalinien. La substitution éventuelle des chefs de gauche aux actuels chefs de droite ne saurait faire époque dans l'histoire de l'Angleterre, ni même apporter aucun changement important dans la politique travailliste. Aussi est-il invraisemblable que cette éventualité puisse affecter le résultat des élections, en dépit des gros titres et du tam-tam de la presse bourgeoise.

A L'ACTIF ET AU PASSIF DU LABOUR

Le Labour Party entre dans la lutte électorale avec un certain nombre de facteurs qui jouent en sa faveur.

D'abord, et c'est de beaucoup le plus important, il y a la loyauté indéfectible des ouvriers, en tant que classe. Car le Labour Party, au moins en ce qui concerne ses membres du rang, basé, comme il l'est, sur les syndicats, est essentiellement un *parti de classe*, à la différence de pas mal de partis socialistes du continent. Dans toute la mesure où la classe ouvrière britannique est politiquement consciente, elle *est*, à quelques exceptions négligeables près, le Labour Party, et celui-ci en reproduit très exactement à la fois les qualités et les défauts, politiquement parlant. C'est un fait remarquable, d'ailleurs, que ce fossé entre la théorie et la pratique du Labour Party qui, en théorie, nie l'existence des classes, tandis qu'en pratique, il est peut-être le parti qui a le plus de conscience de classe au monde.

Sans doute, dans cette fidélité véritablement canine, avec laquelle les travailleurs britanniques votent, élection après élection, pour *leur* parti, même lorsque, comme en 1931, celui-ci n'avait absolument rien fait durant son précédent passage au gouvernement (1929-1931), pour mériter leur appui, il y a un fort élément de conservatisme, conservatisme peu étonnant dans ce pays que Trotsky appela autrefois « le pays le plus conservateur du monde ». Si bien que l'on pourrait même aller jusqu'à dire que la classe ouvrière britannique est réellement trop conservatrice pour voter pour les conservateurs !

Un autre facteur qui joue en faveur du Labour Party, c'est que, de tous les grands partis qui prennent part à la compétition électorale, il est le seul qui croie vraiment dans son programme.

Les tories, en effet, serviteurs des « grosses affaires », et les staliniens, simple cinquième colonne de Moscou, pratiquent, en réalité, une sorte de double jeu : leur vraie politique n'est point celle dont ils se targuent sur les tribunes.

Par contre, au passif du Labour, il faut noter qu'il a été aux affaires pendant plus de six ans, qu'en conséquence, l'inévitable oscillation du pendule jouera contre lui ; en outre, les rationnements, le coût toujours montant de la vie, et tous les fardeaux du réarmement lui seront attribués.

Les élections du 25 octobre sont, très certainement, une bataille de classes. Ses protagonistes, Labour et Tories sont réellement les représentants de la classe ouvrière et de la bourgeoisie. Mais, des deux côtés, c'est une bataille de classes *déguisée*. Aussi bien les chefs tories que les chefs travaillistes s'accordent pour proclamer que leurs partis respectifs n'ont en vue seulement que de servir, non des intérêts de classe, mais ceux de la « nation ». Ce qui doit passablement dégoûter l'ombre du vieux monsieur qui dort dans le cimetière de Highgate et qui, pourtant, a écrit « le Capital » dans les salles du British Museum ! (1).

QUID DES TORIES ?

La bataille électorale est donc parfaitement claire : Tory contre Labour. Aucune troisième force n'existe, autrement qu'en quantité négligeable, dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui.

Or, qu'est-ce que les tories ?

Le parti tory, qui existe depuis le XVII[e] siècle, a souvent changé depuis lors, et il a appris comment l'on change, pour suivre son temps. Le torysme a successivement servi les intérêts politiques de la monarchie absolue, ceux d'une oligarchie de propriétaires fonciers à l'époque du mercantilisme, enfin ceux de la ploutocratie financière de la Cité de Londres. Aujourd'hui, le caméléon tory envisage un nouveau changement : il devient le champion de la « liberté » contre les tendances totalitaires de la bureaucratie « socialiste » ; il se présente comme le protecteur de la « libre entreprise » contre la main de fer de l'Etat. En face du dragon fabien du monopole d'Etat, le tory est le saint Georges qui darde sa lance libératrice !

Le torysme ne manque pas de bases dans un pays aussi rempli de traditionnalisme que la Grande-Bretagne. Cependant, il est très douteux que le vieux Churchill puisse être considéré comme l'un de ses actifs. Si le héros de 1940 pouvait s'arranger pour mourir le matin même de l'élection, il rendrait probablement au torysme son ultime et son plus grand service. Car Churchill mort serait un héros, tandis que, vivant, il n'est qu'un poids lourd. Winston Churchill est, en effet, le dernier survivant de l'époque de la reine Victoria, le dernier rejeton authentique de Lord Palmerston ; or, nous ne sommes plus à l'époque de Victoria et de Palmerston !

LES AUTRES PARTIS

Ainsi que nous venons de le dire, la présente lutte électorale n'est une lutte pour le pouvoir qu'entre les tories et le Labour, car, en Angleterre le régime des « deux partis » est toujours en pleine vigueur ; aussi, les autres groupes politiques ne présentent que peu d'intérêt ; tout indique qu'ils n'obtiendront que de très maigres résultats. Le parti libéral, qui n'est déjà plus que de la dimension d'un atome, sera probablement réduit au Parlement à celle d'un électron, tandis que le stalinisme demeurera à zéro. L'âge du libre-échange est passé, et il n'y a pas encore, en Grande-Bretagne, de camps de concentration où l'on

(1) *L'équivalent londonien de notre Bibliothèque Nationale.* (Note du traducteur.)

ait les loisirs nécessaires pour lire les œuvres de Staline. En allant aux urnes, les travailleurs britanniques ne s'arrêteront pas pour manifester devant King Street, où est le siège central des staliniens, afin de célébrer la « ligne du parti » à l'occasion de l'anniversaire du 25 Octobre. Et les fascistes, également, ne trouveront ce jour-là que des « ides de mars » politiques, bien que ce soit en octobre que feu Mussolini ait effectué sa marche sur Rome.

L'AVENIR

Lorsque ces lignes paraîtront, les résultats des élections seront connus. Aussi ne nous proposons nous pas de monter sur le trépied de la Pythie pour prophétiser. Pour l'instant, les chances semblent être légèrement en faveur des conservateurs. Les dernières indications semblent faire présumer une légère majorité tory de quelque 35 à 40 sièges. Mais, si telle est la situation aujourd'hui, bien des choses peuvent se produire entre le moment où j'écris et le 25 octobre, jour du vote.

Si les conservateurs l'emportent, il est difficile de conjecturer comment se comportera M. Churchill en une époque si différente de celle de Mylord Palmerston, et quelles seront les réactions des ouvriers devant une victoire tory ? Cette dernière question est d'un intérêt tout particulier pour les syndicalistes révolutionnaires, ainsi que nous l'avons déjà dit dans un article précédent de la *R.P.* Mais de tels problèmes se rapportent à l'avenir...

Cependant, pendant que se poursuit la campagne électorale et allant bien au delà des luttes des partis, la destinée de la Grande-Bretagne est en train de se décider sur les terres lointaines d'Orient et d'Afrique, près des puits de pétrole de la région d'Abadan, aux rives du Nil, dans les profondeurs de la « plus noire Afrique ».

Car l'immense construction mondiale de l'impérialisme britannique tombe visiblement en morceaux. Wall Street a remplacé la Cité et l'âge de l'impérialisme colonial touche à sa fin. Quel effet cela aura-t-il sur l'Angleterre, métropole d'un empire qui disparaît ? Comment se comportera-t-elle devant la désintégration de sa domination mondiale, sur l'existence de laquelle toutes ses institutions intérieures ont été et demeurent basées ?

F. A. RIDLEY.

Londres, le 15 octobre 1951.

PARMI NOS LETTRES

TOUJOURS LE PROBLÈME COLONIAL

Le camarade Georges Renaut, de Tunis, trouve que dans son discours aux ouvriers américains, dont nous avons reproduit des extraits dans les « Faits et Documents » de notre dernier numéro, Bourguiba va un peu fort lorsqu'il parle du « **rideau de fer** » qui est tiré sur l'Afrique du Nord

Que, d'autre part, c'est « **la France qui aide le peuple tunisien quand il y a forte sécheresse et que la famine menace** », et que c'est aussi la France qui construit sur les oueds des barrages pour permettre au fellah d'irriguer ses terres. Notre camarade s'élève également contre le « **chantage ridicule** » auquel s'est livré Bourguiba en soulevant « **la question de savoir quelle sera la position des 25 millions de Nord-Africain en cas de guerre** », car, dit-il : « **Est-ce qu'on a demandé de choisir aux millions de Français et d'Européens occidentaux, aux millions d'Américains et aux millions de Russes, de Polonais, de Chinois, etc. On dira aux Nord-Africains, comme aux autres, de marcher, et ils marcheront aussi bien (ou mal) que les autres** ».

Puis la lettre se termine par les intéressantes précisions que voici :

Hier 9 octobre, le gouvernement s'est décidé à augmenter les salaires de 17 %, ce qui porte le minimum à 60 fr. de l'heure — on était auparavant à 51 fr. de l'heure.

Les syndicats demandaient : F.O. : 63 fr., 25 ; C.F.T.C. : 90 fr. ; U.S.T.T. : 76 fr. Le coût de la vie depuis la dernière hausse des salaires (déc. 50) est monté de plus de 20 % et ce n'est pas fini.

Après cette dernière hausse des salaires, le pouvoir d'achat du prolétariat a encore baissé de 6 % par rapport à celui de 1948, et il est maintenant de près de 30 % inférieur à celui de 1938.

A noter que le patronat voulait accorder seulement 6 à 8 % et qu'il est contre l'échelle mobile il est pour les conventions collectives — ce qui n'est pas trop étonnant étant donné le peu de maturité syndicale des organismes du pays.

A remarquer, pour finir, la collaboration étroite et presque permanente de l'U.S.T.T. (F.S.M.) et de l'U.S.T.T. (C.I.S.L.), surtout depuis que cette dernière a quitté l'organisation cominformienne et est entrée à la Confédération des syndicats libres.

Cette lettre nous semble appeler quelques observations.

Il est exact que l'on distribue du grain aux fellahs affamés, mais avec quel argent ? Avec l'argent du budget tunisien.

Il est exact que l'on distribue du grain aux fellahs ques barrages, mais avec quel argent ? Avec, soit l'argent du budget tunisien, soit l'argent du plan Marshall pour la Tunisie. Où la France donne-t-elle quelque chose là-dedans.

N'y a-t-il pas, au contraire, plutôt lieu de s'étonner, ou de s'indigner, qu'après 70 ans pendant lesquels la France a régi souverainement la Tunisie, y faisant absolument ce qu'elle voulait, la famine y règne encore d'une manière presque endémique ?

D'autre part, s'il est bien vrai qu'en règle générale, le mobilisé est obligé d'obéir à l'ordre de mobilisation, quel que soit son sentiment personnel, il n'en est pas moins vrai qu'au moment critique, c'est son sentiment, son « moral », qui joue le rôle décisif. Les Français de 39 se sont rendus à l'ordre de mobilisation, mais peut-on dire qu'en mai 40, la plupart d'entre eux se soient vraiment battus ? Et comment oublier que, le 9 novembre 1918, ce sont les soldats allemands qui ont imposé l'armistice en se révoltant contre leurs chefs, et que, l'année d'avant, en 17, les soldats russes ont refusé de sortir de leurs tranchées lors de l' « offensive Kerensky » ?

C'est pourquoi est très grave, si cela se confirme, ce que signale notre correspondant sur la collaboration qui s'établirait entre l'Union Générale des Travailleurs tunisiens (U.G.T.), qui groupe les travailleurs tunisiens d'inspiration nationaliste, et l'Union syndicale des Travailleurs tunisiens (U.S.T.T.), qui n'est autre que notre C.G.T. communiste. Nous avons, en effet, toujours prétendu, pour notre part, que l'effroyable politique d'hypocrisie menée par la France dans ses colonies, consistant à toujours promettre sans jamais tenir, jetterait nécessairement les peuples coloniaux, même contre leur gré et contre leur propre idée, dans les bras de la Russie. Cependant, on ne peut dire que tel est déjà le cas, si l'on n'a pas d'autre exemple de collaboration que le fait, pour les deux organisations syndicales, d'avoir réclamé la même augmentation de salaires.

R. L.

SCHÉMA RACCOURCI POUR L'ÉTUDE DU

PROBLEME NATIONAL EN YOUGOSLAVIE

Dans l'abondante littérature consacrée au problème yougoslave, Ciliga effleure à peine le problème de la Révolution yougoslave ainsi que celui du schisme yougoslave qui, pourtant, attirent le regard du monde entier tant par son importance idéologique que par la résistance qu'il oppose à l'impérialisme stalinien.

Par contre, Ciliga estime que le problème national est « le problème capital pour la Yougoslavie ». Sur ce terrain, Ciliga jongle avec les noms géographiques de provinces de l'ancienne monarchie austro-hongroise et en y mêlant par surcroît les religions, il fait de la Yougoslavie un monstre à douze têtes, et comme tel « inviable » ; exactement comme fit Hitler à l'égard de la Tchécoslovaquie et Mussolini pour la Yougoslavie, à la veille de leurs attaques contre ces deux pays.

Nous essaierons de poser le problème national en Yougoslavie sur une base historiquement plus large que n'est la courte période des luttes partisanes de Tito-Mikhaïlovitch-Pavelitch. L'histoire yougoslave ne commence pas avec ces péripéties subalternes qu'on a pu trouver dans tous les pays durant cette dernière guerre.

I. — L'EGLISE ET LA CONSCIENCE NATIONALE CHEZ LES YOUGOSLAVES

On sait que la constitution de l'Eglise orthodoxe diffère radicalement de la constitution de l'Eglise catholique romaine. L'Eglise catholique repose sur une organisation rigoureusement centralisée et monarchique (Simone Weil dirait « totalitaire »). C'est le pape qui personnifie l'unité de l'Eglise et en est le chef. De ce fait, l'Eglise catholique est « supra-nationale ». Elle a sa politique propre et sa représentation diplomatique. *Comment une telle Eglise soutiendrait-elle les aspirations à l'indépendance nationale d'un peuple catholique si l'oppresseur est lui-même catholique !* Or l'oppresseur des Slaves catholiques de l'ancienne monarchie austro-hongroise était bien catholique et même apostolique.

Par contre, l'Eglise orthodoxe repose sur une organisation fédérale. Elle est « nationale », liée à la vie de son peuple, représentée par la représentation diplomatique nationale *et n'a d'autre politique que celle de la Nation.* Elle n'a pas de pape et ne peut en avoir en vertu de la règle qui l'oppose à l'Eglise catholique et selon laquelle *l'Eglise orthodoxe n'admet pas qu'une personne humaine incarne le Chef de l'Eglise* qui est par définition le Christ lui-même. Aussi le dogme quelque peu scabreux de l'infaillibilité du pape ne se pose pas pour l'Eglise orthodoxe. Donc, toutes les aspirations nationales sont soutenues par l'Eglise chez les peuples orthodoxes, dont l'attitude est diamétralement opposée à celle de l'Eglise catholique chez les peuples catholiques.

Faisons quelques remarques sur les conséquences de cette opposition entre l'Eglise catholique et les aspirations nationales chez les Slaves catholiques de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Le réveil de la conscience nationale chez les Tchèques, par exemple, ainsi que, depuis la fin du XIX[e] siècle, chez les Croates fut accompagné d'un réveil de l'anticléricalisme et de la libre pensée. Ce n'est pas par hasard que l'évêque croate Youraï Strossmayer, promoteur du « mouvement yougoslave », fut le seul évêque qui, au Concile romain, vota contre le dogme de l'infaillibilité du pape, acte qui lui valut le surnom de « Gladstone de l'Eglise catholique ». Sa conscience yougoslave ne cadrait plus avec le dogme de l'Eglise catholique. On pourrait invoquer aussi le fait que les Slaves orthodoxes — même le petit Monténégro — avaient conquis ou conservé leur autonomie nationale tandis que les Slaves catholiques sont restés subjugués par l'Autriche-Hongrie. Même, leur libération ne fut pas le fait de leur propre effort.

On aperçoit donc aisément quel obstacle les Croates catholiques devaient constituer à la formation d'un Etat yougoslave commun aux frères Serbes et Croates bien que leur langue maternelle soit rigoureusement commune. Le plus grand penseur et philosophe national croate, Anté Startchevitch disait de son peuple (fin XIX[e] siècle) : « Si le peuple est encore tant avachi, il le doit au curé d'abord. » La masse paysanne de Croatie, fanatiquement catholique, considère le catholicisme comme sa nationalité ! Aussi ne faut-il pas s'étonner de ce que « le premier acte national » de la Croatie libre de Pavelitch fut le massacre de 600.000 de ses citoyens orthodoxes ! Le « deuxième acte national » fut l'offrande de la Dalmatie à l'Italie en échange d'un roi..., confirmant ainsi cette apostrophe cinglante d'un militant croate que j'ai entendue en 1907 : « Si le peuple croate recevait du ciel sa liberté, il dirait : O dieu ! maintenant que nous sommes libres, dis-nous qui est notre maître pour que nous sachions à qui nous sommes ! »

Ciliga tente d'expliquer, c'est-à-dire de « justifier historiquement » le massacre de 600.000 citoyens orthodoxes de Croatie par l'assassinat de deux ou trois députés croates à l'Assemblée yougoslave de Belgrade. Que ne nous explique-t-il « historiquement » les sanglants pogroms antiserbes de 1902 et les pogroms plus sanglants encore auxquels j'ai assisté à Zagreb le jour de l'attentat contre l'archiduc autrichien à Sarajevo. Une foule déchaînée, drapeau croate ceint d'une écharpe noire — avec Stipa Raditch et un député-prêtre en tête — massacrant, saccageant, brûlant tout ce qui était serbe ou serbophile. Ces manifestations sanglantes ont largement facilité « l'expédition punitive » que l'Autriche mena par la suite contre la Serbie. Ciliga confectionne sur mesure une sociologie selon laquelle les paysans de la plaine (panonique) sont « civilisés » tandis que les montagnards (dinariques) sont « barbares ». Cette sociologie ferait, des Suisses et Scandinaves, des anthropophages, au moins.

II. — LE MOUVEMENT YOUGOSLAVE, SES ORIGINES, SON EVOLUTION

Le mouvement yougoslave est né sous l'impulsion des événements de 1848, comme d'ailleurs les autres mouvements nationaux de Pologne, de Hongrie, d'Italie, etc., alors que la Serbie n'était qu'un duché. On peut dire que le mouvement yougo-

slave est né un peu partout, sauf en Serbie. D'abord le mouvement « Illyrien » dans les régions occidentales (catholiques) de l'actuelle Yougoslavie avec Gustav Gay (Gaï) comme fondateur et les écrivains comme Andrija Katchitch-Miochitch, Goundoulitch, etc. Ce mouvement fut suivi de près par le mouvement yougoslave plus large dont fut promoteur l'évêque croate (catholique) Youraï Strossmayer (deuxième moitié du XIXe siècle). *Ce qui est à retenir, c'est le caractère largement yougoslave de ce mouvement et non étroitement « croate » ou « serbe » et qu'il est parti de l'occident (catholique) et non de la Serbie (orthodoxe).* Ce mouvement était forcément « idéologique » du fait qu'il fut l'œuvre de la haute classe d'intellectuels yougoslaves et ne devint « politique » (populaire) que vers 1900.

Mais le fait capital qui donne au mouvement yougoslave l'impulsion c'est *l'unité linguistique croate-serbe qui fut réalisée par l'adoption dans la littérature et la presse de la langue parlée par le peuple.* Cette langue nationale se substitua au latin chez les écrivains croates et au paléoslave chez les Serbes. Dossitaï Obradovitch et Vouk Karadjitch, promoteurs de cette grande réforme nationale, avaient adopté la règle suivante : « Ecrivez comme vous parlez et lisez comme vous écrivez » et ont ainsi réalisé l'orthographe parfaitement phonétique. Cette « renaissance littéraire » fut une véritable « renaissance nationale ».

Depuis plus d'un siècle, toute la presse, toute la littérature de toute la Yougoslavie actuelle, excepté l'extrême Nord-Ouest (Slovénie) et l'extrême Sud-Est (Macédoine) écrit en cette langue parlée déjà par le peuple de la Croatie, Slavonie, Voïvodine jusqu'à la frontière roumaine (à l'Est) ; Dalmatie, Bosnie, Herzégovine, Monténégro et toute la Serbie (au Sud-Est) jusqu'à la Macédoine où on parle une langue de transition serbo-bulgare, mais plus bulgare que serbe. *Cette langue s'appelle officiellement « croato-serbe » ou « serbo-croate ». Les caractères cyrilliques sont en usage chez les Serbes et les latins chez les Croates, mais dans les écoles publiques les deux caractères sont enseignés dès l'âge de sept ans.*

Le mouvement yougoslave d'abord, l'Etat yougoslave ensuite, comme aboutissement politique, sont basés précisément sur l'unité parfaite de la langue yougoslave (serbo-croate). Il n'y a pas de langue « bosniaque », « dalmate », « monténégrine » ; il ne peut y avoir de nationalité bosniaque, dalmate, monténégrine, à plus forte raison il ne peut y avoir de nationalité « musulmane » ou « catholique », pas plus qu'il n'y a de nationalité bourguignonne, dauphinoise, savoyarde, etc. La langue est le fondement ethnologique d'un « Peuple » (Nation) et de son « Unité », tandis qu'un peuple peut confesser plusieurs religions.

Voilà pourquoi la laborieuse étude de Ciliga se trouve complètement faussée et empreinte d'un criant parti pris.

Que les Croates catholiques soient disposés à massacrer leurs frères Serbes orthodoxes, je l'ai constaté, hélas, bien avant l'extermination des orthodoxes à Yassenovats, mais ces Croates-là (de Pavelitch) ne témoignent pas de leur civilisation nationale bien élevée. Cela prouve, ce que Starchevitch déplorait — la prédominante influence séculaire de l'Eglise catholique antinationale, dont je ne donne ici qu'une définition préliminaire. Se servir de ce lamentable état d'esprit moyenageux pour asseoir une éthique nationale croate est un paradoxe inexplicable de la part d'un Ciliga, mais cela devient très explicable quand on voit le même Ciliga traiter de « véritables Quisling » les Croates qui — au lieu de massacrer leurs frères orthodoxes — acceptent de collaborer avec les autres Yougoslaves sans aucune discrimination pour bâtir une grande Fédération Socialiste Yougoslave. Alors que Pavelitch agent direct de Hitler-Mussolini n'est pas Quisling pour Ciliga !

Le mouvement yougoslave — idéologique et culturel d'abord — devient « politique » dès le début du XXe siècle. En Croatie, après les pogroms antiserbes de 1902 (diversion autrichienne contre la Coalition serbo-croate en gestation), le tyran magyar Ban de Croatie Kouen-Héderwary (depuis 22 ans) est finalement chassé de Zagreb. La jeunesse universitaire fut surtout active. *La Coalition parlementaire Croato-Serbe est réalisée* (1903). Elle devient fortement majoritaire (80 %) dans le parlement de Zagreb. Enfin, le gouvernement croate est « national » (Ban Péyatchevitch). Le droit de réunion et de presse est octroyé. Les mouvements ouvriers s'organisent et prospèrent. Les syndicats « à base multiple » surgissent partout et sont très actifs. Il n'y a pas encore une C.G.T. en Croatie, les syndicats sont « localistes » mais autrement actifs qu'avec la C.G.T. bureaucratisée après 1907.

A Belgrade, la même année (1903) le roi Alexandre Obrénovitch et la reine Draga, inféodés à l'Autriche et corrompus par celle-ci, sont assassinés. Quelque chose de grave obsède les esprits dans le Sud (slave) autrichien. Un sociologue hongrois prédit « la prochaine libération des Yougoslaves » et recommande à la Hongrie de « ne pas faire violence à cette libération inévitable ». Les coups de pistolet crépitent à Zagreb à chaque tentative de rétablir la dictature magyare. Ban Zuvaï est assassiné par un étudiant croate. L'historien anglais William Steed vient se rendre compte sur place en Croatie. L'Autriche affolée lance un procès monstre contre la Coalition parlementaire croato-serbe. Ce scandaleux procès permit au président de l'Assemblée nationale de Zagreb Erazmo Bartchitch cette cinglante boutade : « J'aurais honte de ne pas être un traître dans un pays comme l'Autriche ! »

Presque simultanément et pour viser personnellement le président et promoteur de la Coalition Croato-serbe Frano Supilo (mort en 1918 en Angleterre chez son ami W. Steed), l'Autriche lance un second procès pour haute trahison appelé « procès Friedjung » du nom d'un professeur viennois, agent provocateur auprès de l'ambassade autrichienne à Belgrade. L'un et l'autre procès se terminent par un fiasco. Alors l'Autriche précipite l'annexion de la Bosnie et Herzégovine (1908). *A partir de ce moment, tout ce qui est advenu était historiquement fatal.* Ce moment pour le peuple serbe ressemble beaucoup au moment vécu par Lénine lorsqu'il lança de Finlande à son parti : « *C'est maintenant ou jamais.* » Ceux qui vivent sans aspirations ne peuvent connaître de tels moments, les peuples encore moins que les hommes. « Fatal historiquement », ce moment l'est parce qu'il constitue l'épreuve suprême pour un peuple à qui l'histoire pose le dilemme d'être ou de ne pas être, et ne le lui pose qu'une seule fois : *L'existence de la Serbie est liée dorénavant à l'existence de la Yougoslavie.* La Serbie ne peut échapper au joug autrichien qu'en libérant les Yougoslaves eux-mêmes. *Jouer le Piémont yougoslave ou disparaître !* Quiconque a vécu et pris part à une tension si rare dans l'histoire d'un peuple ne badinera jamais avec le mot «héroïsme ». Ciliga peut parler de « la disparition peu glorieuse » de la Yougoslavie en 1941. Eût-elle été « plus glorieuse » si la Yougoslavie avait laissé les hordes hitlériennes passer sur son territoire pour — peut-être — ne pas disparaître ?

Il est aujourd'hui plus évident qu'il ne l'était en 1918 que la masse des Yougoslaves occidentaux des régions catholiques n'était pas mûre pour la tâche que l'histoire dictait au peuple yougoslave ; mais la Serbie l'était sûrement. L'histoire n'appelle pas les « derniers » mais les « premiers ». C'est en vertu de cette règle de l'histoire que les précurseurs, les élites, sont obligés de « forcer l'histoire », comme disait Sorel, pour ne pas être en retard.

Aussi la Serbie précipite-t-elle la liquidation de l'armée turque qui pèserait sur ses arrières le jour du règlement des comptes avec l'Autriche. C'est la guerre de 1912. Les victoires serbes galvanisent le mouvement yougoslave de l'Autriche et on passe aux problèmes pratiques de demain. Vienne perd la tête et va commettre un geste irréparable. Les grandes manœuvres de l'armée autrichienne auront lieu en Bosnie et auront pour thème « la marche contre la frontière de la Serbie ». L'archiduc dirigera lui-même ces manœuvres et entrera à Sarajevo *juste le 15 juin orthodoxe* (28 *juin catholique*), jour national serbe (perte de l'indépendance nationale serbe le 15 juin 1389, à Kossovo). Après l'annexion de la Bosnie, le choix du 15 juin pour simuler une attaque contre la Serbie soulève comme un seul homme la jeunesse yougoslave de la Bosnie. A Sarajevo une embuscade manque la cible, mais la seconde marque le coup ; il en restait encore six qui guettaient. Cette fois, c'est la guerre mondiale.

III. — NAISSANCE DE LA YOUGOSLAVIE M. PACHITCH

Dès le début des hostilités en 1914 et après la première victoire serbe sur l'armée autrichienne (18 août 1914) M. Pachitch proclame le but de guerre de la Serbie : « larges concessions territoriales dans les régions autrichiennes peuplées de Serbes ». A cette formule, les organisations et divers comités yougoslaves du monde entier opposent une formule plus large : « Libération nationale de tous les Slaves du Sud autrichien et leur libre détermination ». La formule de « concessions territoriales » est considérée comme dangereuse, donnant à l'Italie le même droit et mettant en danger la libération des provinces occidentales yougoslaves, Istrie et Dalmatie notamment.

Mais les conséquences néfastes de la formule Pachitch se firent sentir surtout le jour de la capitulation autrichienne. Ce jour-là, les régions yougoslaves libérées par cette capitulation avaient formé un gouvernement provisoire de libération à Zagreb pour sauvegarder juridiquement les frontières occidentales de la future Yougoslavie. Mais à cela il fallait une reconnaissance « de jure » de ce gouvernement provisoire par les Alliés et d'abord par la Serbie, sinon la reconnaissance par les Alliés sans la reconnaissance par la Serbie aurait créé deux Yougoslavies. Aussi, *le Temps* de l'époque pressait M. Pachitch pour qu'il reconnût le gouvernement provisoire de Zagreb en formant avec les hommes de Belgrade et de Zagreb un gouvernement « yougoslave », pour que Paris puisse le reconnaître et ainsi stopper la pénétration des troupes italiennes dans les régions yougoslaves. M. Pachitch tardait pendant que les troupes italiennes marchaient « *dans les provinces de l'Autriche vaincue* » (*selon Rome*).

Cette attitude ambiguë de M. Pachitch prend, avec le recul du temps, une signification non dépourvue de sens historique : comme président du parti radical serbe, parti fortement majoritaire et comme tel gage de stabilité gouvernementale, M. Pachitch se disait probablement *qu'avec l'extension territoriale de la Serbie vers les régions yougoslaves où le parti radical n'existait même pas, son parti deviendrait minoritaire et perdrait la direction si homogène des affaires de l'Etat Serbe si bien menées jusqu'ici*. Calcul égoïste dont je l'accusai dans un meeting yougoslave à Paris en 1918 ; ou peut-être fut-il inspiré par la crainte de l'immaturité politique des masses yougoslaves de Croatie, crainte que les pogroms antiserbes de 1914 justifiaient amplement autant que la suite des événements la confirmèrent. On peut regretter que la Croatie ne fût pas invitée par la Serbie libératrice à former un gouvernement de son choix et au goût de son peuple. On aurait pu plus tard faire — en deux temps — ce qu'il ne fut pas prudent de faire sans transition. Mais aurait-on jamais pu prévoir que cette même Croatie à peine libérée allait massacrer 600.000 de ses citoyens orthodoxes ? « Ah ! si le peuple est encore tant avachi il le doit au curé d'abord ! » *Voilà, Ciliga, l'obstacle qui rend la Yougoslavie « inviable » et non l'expansionnisme panserbe.*

« La Croatie libre » de Pavelitch fut encore moins « viable » que la Yougoslavie et pour la même raison : l'immaturité politique de la Croatie catholique. Ciliga écrit dans un précédent article de la *R.P.* « que Tito donne l'autonomie à la Croatie ». Fragmenter les Balkans, alors que l'Europe cherche son salut dans la Fédération Européenne ? Trop tard, Ciliga !

Comment Ciliga arrive-t-il à imputer à Tito l'échec de la Fédération balkanique à laquelle Staline fit opposition et pour laquelle Tito fut exclu du Kominform ? Après avoir fait disparaître Dimitroff pour les mêmes tendances fédéralistes, Staline cerne la Yougoslavie par un rideau militaire et économique. C'est le moment que Ciliga choisit pour tourner en dérision cet « Etat plurinational condamné à disparaître ».

Pour nous, la Révolution yougoslave, ayant débarrassé la Yougoslavie de toutes dynasties ainsi que l'a fait la Bulgarie, de son côté, elle a résolu « le problème capital » pour une Fédération Balkanique que seule une révolution socialiste pouvait réaliser. De plus, la Yougoslavie en s'opposant à l'impérialisme stalinien rejoint les aspirations de la classe ouvrière du monde entier vers le redressement de la Révolution défigurée par Staline. *Les Croates qui ont pris part à cette œuvre avec leurs frères yougoslaves sont les plus grands Croates de toute l'histoire croate ! et non « de véritables Quisling » !*

Joseph DJOUKITCH.

Les bottes du Tzar

A la suite de l'entrée du Dalaï-Lama tibétain dans le monde des Quisling russes, La Pravda a publié, le 30 mai 1951, sous la signature de B. Youssev, une étude de la question tibétaine, étude se voulant à la fois géographique, historique, politique et justificative. On y lit :

« ...En 1904 un détachement britannique de 3.000 hommes fit irruption au Tibet. Le peuple tibétain tenta de résister à la progression de ce détachement vers Lhassa. Il y eut plusieurs combats sanglants. Les troupes britanniques pénétrèrent dans la capitale du Tibet en vue de s'emparer du Dalaï-Lama et de lui imposer des traités léonins. Le Dalaï-Lama eut cependant le temps de partir pour la Mongolie, vers les frontières de la Russie, AMICALEMENT DISPOSEE A SON EGARD. »

On ne saurait mieux marquer que l'Etat russe de 1950 est dans les bottes de l'Etat russe de 1904.

J. P.

LE COUP D'ETAT DE M. GOTTWALD

Révolution de palais ou prélude à des réformes importantes?

Sans trop de bruit inutile, un coup d'Etat vient de se produire à Prague :

Le 6 septembre, le comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie se réunit en session extraordinaire. Le lendemain, un communiqué laconique paraît dans les journaux, annonçant l'élimination du secrétaire général et la liquidation de sa fonction, ainsi qu'une réorganisation systématique de toute la direction du Parti.

Le 7 septembre, le gouvernement se réunit pour discuter des mesures proposées par la réunion de la veille au sujet de l'organisation économique. Il s'ensuit, comme on peut lire dans les journaux du lendemain, un remaniement important de la structure du gouvernement.

Le 8 septembre, les nouveaux ministres sont nommés.

A partir du 9 septembre, les comités départementaux et ceux de district du P.C. se réunissent en conférences extraordinaires appelées à prendre acte des décisions prises par le Comité Central et à en tirer les conséquences nécessaires.

Le 11 septembre, une nouvelle réunion du gouvernement prend la décision de congédier les vice-ministres des départements réorganisés. Le communiqué publié le lendemain et qui annonce que de nouveaux vice-ministres ont été nommés en même temps pour 13 portefeuilles, ne cite cependant aucun nom. Le même jour, le ministre de l'Agriculture se démet pour être nommé président du conseil des commissaires slovaques et le nouveau ministre de l'Agriculture est nommé.

Le 20 septembre, l'ancien secrétaire général du Parti est chargé de diriger un organe auxiliaire du premier ministre et le Conseil des commissaires slovaques subit un remaniement important. Par ce dernier acte, le coup d'Etat paraît, en principe, achevé.

La question se pose maintenant de savoir quel est le sens de ces événements. Le nombre d'interprétations possibles est pratiquement illimité. On en a vu toute une gamme dans la presse, allant de la thèse selon laquelle il s'agirait d'une révolte des éléments nationalistes du P.C. jusqu'à celle qui voit, dans les mesures prises, un raidissement du centralisme économique, visant à mieux satisfaire les exigences du Kremlin. En réalité, toutes ces conjectures sont plus ou moins fantaisistes et pour la plupart basées plutôt sur des idées préconçues que sur l'analyse des faits. Examinons donc plutôt les faits pour dégager ce qu'il ressort d'eux-mêmes et d'eux seuls.

Dans le Parti : les « hommes d'Etat » enlèvent la direction aux dirigeants de l'appareil

Pour pouvoir juger la transformation du sommet du Parti communiste à sa juste valeur, il faut d'abord signaler que jusqu'ici le haut commandement du stalinisme tchécoslovaque différait de l'habituelle structure de la direction d'un Parti communiste par deux points importants :

1° La fonction de chef politique du Parti et celle de maître de son appareil, qui ne font qu'un normalement, étaient réparties entre deux dirigeants, depuis la dernière guerre : M. Klement Gottwald étant président du Parti, M. Rudolf Slansky assumait le poste de secrétaire général ; tous les deux étaient élus par le Congrès du Parti.

(*) *Note de la rédaction : le texte de cette étude nous a été communiqué par le bulletin MASSES-INFORMATION (Tchécoslovaquie).*

2° La gestion politique du Parti et celle de son organisation, scindées normalement entre un « politburo » et un « orgburo », incombaient à un seul organisme, le « secrétariat », élu par le comité central. Ce « secrétariat » comprenait le président du Parti, le secrétaire général et ses cinq adjoints; donc, abstraction faite du président, l'organisme suprême du Parti comprenait uniquement les dirigeants de son appareil.

Ces deux « déviations » assuraient à l'appareil du Parti une autonomie et une prédominance sans précédent par rapport aux dirigeants actifs dans le gouvernement, l'économie nationale, l'armée, etc. C'est à juste titre que le commentaire officiel du remaniement opéré dans la direction du Parti accuse le « secrétariat » d'avoir créé « une relation incorrecte entre les communistes travaillant respectivement dans l'appareil du Parti et dans celui de l'Etat (éditorial signé par le ministre des Informations Vaclav Kopecky, dans le *Rude Pravo*, 8 septembre 1951).

En effet : privés de toute emprise sur l'appareil du Parti, les militants non chargés de l'organisation et groupés sous la direction du président Gottwald avaient parfois l'air de marionnettes aux ficelles maniées par les secrétaires. Et cela, d'autant plus que toute nomination à une fonction publique présuppose l'approbation de la commission des cadres, cheville ouvrière de l'appareil du Parti.

***

Cette position privilégiée de l'appareil du Parti a été anéantie par les mesures adoptées le 6 septembre :

1° Par la destitution de son maître et par l'abolition du poste de secrétaire général, l'appareil est soumis au chef du Parti, le président Gottwald.

2° Par l'abolition du « secrétariat », tout court et son remplacement par un « secrétariat politique » (politburo) et un « secrétariat d'organisation » (orgburo), les décisions concernant la politique du Parti sont soustraites à l'appareil. Cela d'autant plus que les lieutenants de M. Slansky sont en même temps rétrogradés : de secrétaires généraux adjoints du Parti, ils deviennent secrétaires du Comité Central, chargés chacun d'un secteur bien déterminé de l'appareil. Et aucun des secrétaires n'est admis au « secrétariat politique », tous se trouvent refoulés dans le « secrétariat d'organisation » présidé d'ailleurs, lui aussi, par M. Gottwald.

3° Le poids politique des dirigeants occupant des postes gouvernementaux est considérablement renforcé du fait que c'est exclusivement entre eux que les membres du politburo ont été choisis ; le nouvel organisme suprême compte en effet : 1. le président de la République ; 2. le président du Conseil ; 3. le vice-président du Conseil chargé de la gestion du ministère des Affaires étrangères ; 4. le vice-président du Conseil sans portefeuille ; 5. le président de l'Office national de planification ; 6. le ministre du Contrôle d'Etat ; et 7. le ministre de la Défense nationale.

***

L'abolition des pouvoirs excessifs, dont l'appareil du Parti était muni jusqu'ici, ressort très nettement de tous ces changements. Il y a même plus. L'opération est allée sensiblement plus loin. Elle a assuré aux dirigeants chargés des postes gouvernementaux une telle influence sur la direction du Parti que l'on en chercherait en vain l'équivalent dans n'importe quel autre Parti communiste.

Ce fait est capital, car c'est un premier indice : le coup d'Etat auquel nous venons d'assister pourrait à la longue façonner la dictature de M. Gott-

wald d'une manière s'écartant du modèle soviétique.

Quoi qu'il en soit, c'est à coup sûr une forte dose d'hypocrisie qui permet à l'organe du Parti de déclarer : « C'est le modèle du P.C. de l'U.R.S.S. (b) qui a guidé le Comité Central dans ses décisions relatives aux mesures concernant les organismes dirigeants du Parti et son appareil » (éditorial du *Rude Pravo*, 16 septembre 1951).

Ou encore : « S'assimiler davantage les méthodes bolchevistes de travail du Parti, aller davantage à l'école du P.C. de l'U.R.S.S. (b) signifie mieux faire valoir le rôle dirigeant du Parti. Le Parti ne fait pas valoir son rôle dirigeant en se substituant aux organismes d'Etat ou économiques ou aux organisations de masses. Le Parti fait valoir son rôle dirigeant dans les organismes d'Etat et dans les organismes économiques par l'intermédiaire des communistes chargés de fonctions dirigeantes dans ces organismes. C'est eux qui y sont les maîtres et ils soumettent à la décision de la direction du Parti toutes questions importantes qui concernent leur activité et leurs institutions respectives » (ibidem).

Cette dernière affirmation est notamment savoureuse ; surtout si l'on se rend compte que la direction du Parti, à laquelle « les communistes chargés de fonctions dirigeantes dans ces organismes » doivent soumettre les questions importantes, est dorénavant assurée par ces mêmes hommes.

Dans le gouvernement : L'armée et la direction de l'Economie nationale l'emportent sur l'arbitraire policier

Par les décisions adoptées le 7 septembre au conseil des ministres, le gouvernement a subi un remaniement à fond qui porte non seulement sur les personnes, mais même sur la structure. Le sens de cette réorganisation avait été déterminé déjà par celle des organismes directeurs du Parti communiste. Les sections dirigées par les membres du politburo auront dorénavant plus de poids que les autres. Et cela d'autant plus que les membres du nouvel organisme suprême du Parti ont été visiblement choisis en fonction des portefeuilles qui leur sont confiés dans le gouvernement.

Examiné de ce point de vue, le politburo frappe par une particularité étonnante : parmi ses membres, le policier en chef, ministre de la Sûreté nationale, M. Ladislas Kopriva, brille par son absence.

Ce fait est d'autant plus remarquable que l'on trouve dans cet organisme suprême du Parti le ministre de la Défense nationale, M. Alexej Cepicka. La rivalité aiguë qui oppose la police et l'armée dans tout régime totalitaire est notoire. La Tchécoslovaquie ne fait point exception à cette règle. La réorganisation du Parti a donc considérablement renforcé le prestige de l'Armée au détriment de celui dont jouissait la police.

L'absence du ministre de la Sûreté nationale du politburo n'est d'ailleurs pas seule à signaler : l'importance de son ministère diminue également. Si l'on examine de plus près la réorganisation du gouvernement, il en ressort entre autres qu'elle vise à restreindre sensiblement le domaine réservé à l'arbitraire de la police : par la création d'un ministère du Contrôle d'Etat, celle-ci se voit, en effet, soustraire pratiquement toute ingérence directe dans les activités économiques. Tous les délits concernant l'exécution du plan quinquennal, la comptabilité des entreprises nationalisées, les délais de livraison des produits commandés, etc., seront dorénavant traités tout d'abord non pas par la police, mais bien par les services du nouveau ministère. Voici, en effet, comment le chef de celui-ci, M. Karol Bacilek, définit ses tâches : « L'activité de l'Office suprême du contrôle comptable et de la Cour suprême de contrôle à Bratislava (autorités que le ministère de M. Bacilek remplace) se bornait, dans la République d'avant Munich, à contrôler les fonctionnaires de l'appareil d'Etat, pour que leur corruption ne prît pas des dimensions trop criantes.... Nous avons besoin d'un contrôle efficient, systématique, qui protégera avec vigilance la propriété sociale, socialiste et coopérative... contre les saboteurs, les négligents, les bureaucrates, etc. » (*Rude Pravo*, 19 sept. 1951). Le langage brutal de cette déclaration dissimule à s'y méprendre ce qu'elle annonce en réalité : qu'il ne dépendra plus de l'arbitraire d'une police incontrôlable, mais bien d'un contrôle régulier, d'établir les actes de sabotage, de négligence ou de bureaucratisme. Signalons du reste que M. Bacilek insiste expressément sur la façon correcte dont les employés de son ministère devront procéder dans l'exercice de leur fonction : « Il est du devoir des contrôleurs, déclare-t-il, d'établir uniquement les faits, de ne pas se mêler des querelles locales ou des choses non essentielles » (ibidem).

Le mouchard doit donc céder ses compétences en cette matière au comptable. Et s'il voulait s'immiscer après comme avant, le comptable en référerait à son ministre qui siège au politburo ; le mouchard, lui, n'est protégé que par un ministre pur et simple... Etant donné l'importance qui dans toute « démocratie populaire » échoit aux crimes tels que sabotage, négligence ou bureaucratisme, il n'est pas difficile de mesurer l'atteinte que la création du ministère du Contrôle d'Etat a portée aux prérogatives de la police.

*
**

Le troisième ministère qui a vu son prestige renforcé par l'ascension de son chef jusqu'aux hauteurs du politburo, c'est l'Office national de planification. Le président de cet office, M. Jaromir Dolansky, figure même en premier lieu dans le rang des trois ministres, tout de suite après les deux vice-présidents du Conseil. Par la réorganisation du gouvernement, son influence s'est accrue encore davantage. Cette réorganisation a atomisé les ministères concernant la production en agences extrêmement spécialisées. Voici en effet les ministères économiques tels qu'ils sortent de ce remaniement :

Office national de planification ; ministères : du Contrôle d'Etat ; des combustibles et de l'énergie ; des forges et des mines de minerais ; de l'industrie chimique ; de l'industrie mécanique lourde ; de l'industrie mécanique générale ; de l'industrie légère ; de l'industrie alimentaire ; du bâtiment ; des forêts et de l'industrie du bois ; de l'agriculture ; des transports ; des postes ; de la main-d'œuvre ; du commerce intérieur ; du commerce extérieur ; des finances.

Cette inflation des ministères économiques, qui rétrécit au minimum le champ d'action réservé à chacun d'eux, met automatiquement en valeur l'activité du ministère chargé de résumer leurs activités dispersées et de s'attaquer à l'ensemble de la vie économique. L'activité du ministère du Contrôle d'Etat étant plutôt négative, l'Office national de planification reste seul à assurer le traitement global des problèmes surgissant dans tous les domaines de l'économie nationale. Son chef, M. Dolansky, est ainsi devenu, sans trop de bruit, le dictateur de la vie économique du pays. Voilà pourquoi il s'est vu attribuer un rang si élevé au sein du politburo.

Remarquons qu'au premier abord, la création du ministère du Contrôle d'Etat a l'air d'atténuer les pouvoirs de l'Office de planification. Mais il n'en est rien si l'on examine la situation de plus près. Comme nous l'avons déjà constaté, le ministère de M. Bacilek visera avant tout à s'interposer entre l'économie nationale et la police afin d'empêcher celle-ci de traiter celle-là par ses méthodes, si mal indiquées pour résoudre des problèmes économiques. Or toute émancipation des entreprises industrielles par rapport à l'arbitraire policier augmente l'influence des services de planification. Et ces services eux-mêmes seront dans une certaine mesure protégés contre l'ingérence de la police par le fonctionnement d'un ministère spécialisé pour le contrôle économique. En effet, l'Office national de planification pourra se féliciter, lui aussi, d'être contrôlé par les comptables de M. Bacilek au lieu de subir les sévices des sbires de M. Kopriva ; il suffit de rappeler qu'au début de cet été encore,

la police a arrêté à l'improviste nombre des subalternes de M. Dolansky.

⁂

Par l'élévation de certains ministres au politburo d'un côté et l'inflation des portefeuilles économiques de l'autre, les ministères se groupent dorénavant en une stricte hiérarchie à trois degrés :

Premier rang : Office national de planification ; ministère du Contrôle d'Etat ; ministère de la Défense nationale.

Deuxième rang : Ministères de la Sûreté nationale, de la Justice, de l'Intérieur, des Informations, de l'Education.

Satellites : Ministères économiques spécialisés, plus celui de la Santé publique.

Les premiers sont dirigés par les membres du politburo, les seconds par ceux du præsidium du comité central, les troisièmes soit par des communistes peu éminents soit par des dirigeants des partis fantoches (Transports et Santé publique par des cléricaux, Postes et Bâtiment par des socialistes nationaux).

Cette hiérarchie des pouvoirs gouvernementaux représente, par rapport aux idées directrices du totalitarisme stalinien « classique », une certaine renaissance de l'esprit conservateur. Voilà, en effet, l'économie nationale et l'armée rétablies dans leurs positions traditionnelles de piliers principaux de l'Etat, tandis que la police, les tribunaux, l'administration publique, la propagande et l'école redeviennent des instruments auxiliaires !

⁂

Dans l'industrie nationalisée : Pouvoirs accrus des directeurs d'entreprises

L'Office national de planification cependant n'est pas seul à être renforcé par cette réorganisation qui a en même temps considérablement amélioré la situation des directions d'entreprises nationalisées ; si l'établissement du ministère du Contrôle d'Etat vise à en finir avec l'ingérence des policiers dans les usines, les directeurs ne peuvent que s'en féliciter ; si le prestige des ministères concernant la production est atténué par leur inflation, celui des directions relevant de leurs compétences en est automatiquement renforcé. Le remaniement ministériel ne s'est pas contenté des deux mesures que nous venons de citer : une importante décentralisation des compétences a été entamée en même temps, en vue, précisément, de donner davantage de poids aux directeurs d'entreprise. Voici les mesures prises à cet effet :

1° Le personnel des ministères atomisés sera radicalement diminué.

2° Les directions générales des usines nationalisées seront supprimées. Ces organismes étaient placés à la tête de chaque branche d'industrie et chacun d'eux s'occupait de certaines affaires communes à toutes les entreprises de la branche en question. L'effet principal de leur fonctionnement consistait à limiter l'autonomie de chaque entreprise et, partant, des « managers » chargés de la direction de celle-ci. Il va de soi que les querelles de compétences interminables opposaient les directions générales à celles des entreprises. Désormais, les tâches des directions générales seront confiées aux ministères eux-mêmes. Et ceux-ci devront déployer une activité ainsi augmentée avec un personnel sensiblement diminué. Autant dire qu'ils seront obligés de renoncer à une grande partie de l'activité dont ils se sont occupés jusqu'ici. Les ministères des différentes branches d'industrie sacrifieront forcément leur caractère d'offices gouvernementaux pour se transformer en vastes directions industrielles. En s'adressant aux ministères compétents, les directeurs d'entreprise n'auront plus affaire aux fonctionnaires typiques, mais plutôt à leurs proches.

3° Dans cet ordre d'idées, il y a lieu de noter que la plupart des hommes chargés des nouveaux portefeuilles concernant l'industrie ont été recrutés parmi les directeurs. C'est ainsi que le poste de ministre des combustibles et de l'énergie est assigné à M. Vaclav Pokorny, directeur général des minerais et des puits de pétrole ; M. Jan Bilek, directeur des Forges V. M. Molotov à Trinec, devient ministre des forges et des mines de minerais ; M. Alois Malek, directeur général des entreprises du textile, est nommé ministre de l'industrie légère ; le ministère des forêts et de l'industrie du bois enfin est confié à M. Marek Smida, directeur général des exploitations forestières d'Etat.

4° Les nouveaux ministères devront couvrir respectivement des secteurs sensiblement plus vastes que les directions générales supprimées. Pour ne pas s'enliser complètement dans la boue des détails, ils seront bien obligés de se décharger d'une partie importante des tâches accaparées par les directions générales. Ces tâches incomberont de nouveau aux directeurs d'entreprise, si bien que la libre disposition de ceux-ci sur les moyens de production qui leur ont été confiés sera dans une grande mesure rétablie. M. Ludvik Frejka, conseiller économique du président de la République, précise : « Une application systématique du principe de responsabilité d'une seule personne est gênée par la centralisation à outrance, qui porte parfois même sur les questions les plus infimes. Les organismes dirigeants ne doivent pas se mêler de toutes les affaires concernant le directeur d'entreprise ou d'usine, car de cette façon toute initiative est étouffée, la meilleure utilisation des possibilités concrètes de chaque entreprise ou usine est rendue plus difficile. Les organismes dirigeants doivent se borner à approuver les plans, à aider à l'exécution de ceux-ci, à nommer les cadres directeurs et à prescrire les principaux indices relatifs à l'utilisation de la capacité, à la consommation des matières premières et de l'énergie, etc. Mais que devons-nous en penser si la direction générale, au lieu d'approuver le plan financier d'une entreprise, prétend approuver chaque crédit négocié ? On doit accorder aux directeurs d'entreprise et d'usines des pouvoirs beaucoup plus vastes et, partant, des responsabiiltés. » (*Rude Pravo*, 16-9-51).

⁂

Examiné de ce point de vue, le coup d'Etat que M. Gottwald vient d'opérer s'annonce comme une véritable révolution directoriale : d'abord, les représentants des pouvoirs gouvernementaux éliminent l'appareil du Parti de la direction de celui-ci, pour s'en emparer eux-mêmes. En deuxième lieu, ils exploitent leur prestige renforcé pour se débarrasser des ingérences policières dans les affaires économiques. Finalement, les pouvoirs économiques se servent de cette victoire sur la police, pour se dessaisir d'une grande partie de leurs prérogatives en faveur des « managers ».

Il est significatif également, dans cet ordre d'idées, que la révolution directoriale à laquelle nous venons d'assister a anéanti les dernières survivances de l'influence jadis énorme des dirigeants syndicalistes :

— au moment du deuxième Congrès national des syndicats, en décembre 1949, la direction syndicale comptait encore trois membres éminents du conseil des ministres M. Zapotocky, président du Conseil central des Syndicats, assumait la fonction de premier ministre, le secrétaire général, M. Evzen Erban, était ministre du Travail et de la prévoyance sociale et le président des métallos, M. Augustin Kliment, se trouvait chargé du ministère de l'Industrie ;

— au début de l'été 1950, un premier coup sévère fut porté à ce prestige du syndicalisme d'Etat : sous prétexte d'incompatibilité des fonctions syndicales et gouvernementales, les trois hommes se virent obligés de se démettre des premières pour pouvoir garder les secondes, et cela malgré leurs objections, car ils préféraient garder les postes syndicalistes ; des militants de seconde zone prirent leur succession ;

— lors du dernier remaniement, M. Erban fut destitué de son poste ministériel sans être chargé d'une autre tâche et M. Kliment fut réduit au rang de ministre de l'industrie mécanique lourde ; bien qu'à cette occasion de nouveaux membres fussent nommés au præsidium du comité central du Parti, on n'a même pas pensé à M. Frantisek Zupka, successeur de M. Zapotocky, dans sa fonction de président de l'organisation syndicale, sans parler d'un siège au politburo qui pourtant devrait normalement lui être réservé d'office.

Ainsi, les « managers » triomphent sur quatre fronts à la fois : contre l'appareil du Parti, con-

tre la police, contre la bureaucratie gouvernementale, contre les syndicats d'Etat. On ne saurait vraiment imaginer une victoire plus complète.

Dans l'économie nationale : Les exigences du Kremlin se heurtent à la logique intrinsèque de la structure économique du pays

Quant aux fondements de la crise actuelle, personne n'en est dupe : elle résulte du malaise sans cesse croissant que le régime éprouve en matière économique. Ce fait est admis même par les commentaires officiels : « Combien sont insuffisantes les formes d'organisation et les méthodes dont on se sert dans notre économie, cela s'est montré ces temps derniers, notamment du fait que nous n'étions parfois pas en mesure d'assurer l'accroissement prévu par le plan, et cela même dans des secteurs-clefs, telles l'extraction de la houille, la fabrication des constructions mécaniques lourdes et tout dernièrement la production des forges. Dans certains secteurs, notre production a été même inférieure à celle de l'an dernier. » (M. Ludvik Frejka, dans le *Rude Pravo* du 16-9-51). La question du volume de la production ne constitue d'ailleurs qu'un des nombreux aspects de la situation économique inquiétante. La pénurie de matières premières et de biens de consommation, ainsi qu'une forte poussée inflationniste, ont aussi une grande importance.

Les méfaits de désorganisation, que les porte-parole officiels se sont mis à dénoncer récemment, sont incontestables : depuis des années, la bureaucratie stalinienne s'applique avec acharnement à organiser la désorganisation. Il n'en reste pas moins que la cause principale des difficultés actuelles réside dans les exigences sans cesse croissantes de Moscou. Pour les satisfaire, le gouvernement de Prague a dû, à deux reprises déjà, remanier son plan quinquennal de fond en comble. De ce point de vue, d'ailleurs, la Tchécoslovaquie n'est pas traitée d'une manière plus brutale que les autres satellites. Or il se trouve, qu'étant donné le degré élevé de son développement économique, elle se prête beaucoup moins aux expériences analogues faites dans des pays agricoles qui forment la majeure partie de l'empire stalinien.

Il suffit de rappeler à ce propos quelques chiffres, publiés récemment par le Conseil Economique pour l'Europe de l'O.N.U. Au cours du premier trimestre de cette année, la production industrielle de l'ensemble des pays européens dépassait de 13-14 % son volume au cours du premier trimestre 1950. Dans le glacis, le taux d'accroissement était de 19 % pour la même période. Cette différence est due moins à celle des régimes politiques qu'à l'état arriéré de l'Est européen. Dans un pays dont l'industrie est infime, tout accroissement se traduit évidemment par un pourcentage très élevé. C'est ainsi que le volume de la production industrielle s'est accru, dans la période en question, respectivement de 33 et 31 % en Hongrie et en Roumanie mais aussi de 27 % en Grèce qui pourtant n'est pas un satellite du Kremlin. Par contre, les seuls pays industriels du glacis, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est, n'ont obtenu qu'une augmentation de 13 %, donc exactement la même que l'Europe en moyenne. Or le Kremlin a prescrit à tous les pays sous son contrôle un taux d'accroissement à peu près identique : 20 % pour la Tchécoslovaquie, 18 % pour l'Allemagne orientale.

Il en est de même en ce qui concerne l'augmentation du rendement ouvrier. Celle-ci s'élève — toujours pour le premier trimestre de l'année en cours par rapport à celui de 1950 — à 17 % en Hongrie, 13 % en Pologne et en Bulgarie, à 10 % dans l'ensemble du glacis. En Tchécoslovaquie, par contre, le rendement moyen par tête d'ouvrier ne s'est accru que de 4 %, malgré les consignes moscovites qui voulaient l'élever de 20 %. Or un accroissement de 4 % peut être considéré comme normal pour un pays industrialisé comme la Tchécoslovaquie.

En étudiant tant soit peu attentivement les difficultés qui s'annoncent dans l'économie tchécoslovaque, des exemples analogues surgissent à chaque pas. Ceux que nous venons de citer démontrent déjà assez clairement que ce n'est pas tant l'incapacité des staliniens tchécoslovaques que la voracité de leurs maîtres, qui rend la situation de plus en plus grave. Quant aux disciples, personne ne pourrait leur contester leur bonne volonté à suivre toutes les consignes. Mais ils ne peuvent pas tout.

Dans les masses : La résistance ouvrière impose des concessions

Les lois intrinsèques de la structure économique du pays empêchent les staliniens tchécoslovaques de mener à bien les tâches que les autorités soviétiques leur imposent. Voilà pourquoi tous les moyens utilisés jusqu'ici en vue de remédier au malaise — ou plutôt de le pallier — ont lamentablement échoué.

Il est cependant évident que les lois économiques ne peuvent agir par elles-mêmes, qu'elles ne s'imposent qu'à travers des actions humaines. Quels sont alors ces agents dont l'activité traduit les obstacles objectifs qui font échouer les visées des staliniens ?

L'examen de chacune des nombreuses difficultés avec lesquelles se débattent les lieutenants de M. Gottwald, aboutit invariablement à la conclusion que le régime ne peut s'en débarrasser s'il n'arrive pas à briser la résistance ouvrière :

Défaillances dans l'exécution des plans ? Il n'y en aurait pas si les mineurs, les cheminots, les ouvriers du bâtiment et autres ne s'opposaient pas à l'intensification escomptée de leur travail. Seulement, ils s'y opposent de plus en plus et, ce qui est plus grave, d'une façon de plus en plus systématique. « La révision des normes de rendement cette année nous a de nouveau convaincus que nous ne sommes pas encore à même d'assurer suffisamment les actions importantes et de contrôler la façon dont elles se développent. L'issue de la révision des normes accuse dans son stade final toute une série de défauts qui diminuent l'importance des résultats obtenus... Dans certaines usines on a raffermi les normes des travaux exceptionnels dans la production de l'année, au lieu de celles de la production courante bien que la décision gouvernementale ait visé ces dernières. Plusieurs de ces normes fondamentales, non seulement n'ont pas subi de raffermissement, mais ont été même adoucies. » (*Prace*, 31-8-51).

Inflation ? Il n'y en aurait pas si les ouvriers consentaient au massacre de leurs salaires au fur et à mesure que l'expansion forcenée de l'industrie lourde étouffe la production des biens de consommation. Seulement : « Les syndicats se heurtent à l'esprit conservateur de la partie la moins consciente des travailleurs qui, par la force de l'inertie, considèrent toujours la présentation des revendications comme une voie vers l'amélioration de leur situation. » (*Prace*, 13-9-51).

Et ainsi de suite. Si l'on se rappelle qu'il y a trois ans et demi encore, ces mêmes ouvriers applaudirent à la prise du pouvoir illimité par les staliniens, la rapidité avec laquelle le prolétariat s'assimile les leçons est surprenante. D'ailleurs, ils viennent d'arracher une première concession essentielle : dans une lettre adressée aux syndiqués, le præsidium du Conseil central des syndicats a annoncé, le 26 août dernier, que les élections des responsables syndicaux qui se dérouleront à partir du 1er octobre, aux deux degrés inférieurs, seront faites par vote secret ; et non seulement vote secret, mais encore chaque syndiqué aura le droit d'inscrire sur la fiche de vote ses propres candidats en remplacement des candidats officiels. Les ouvriers sont-ils déjà prêts à se mettre à la reconquête de l'organisation syndicale ? Il serait évidemment trop tôt de répondre à cette question cruciale. Mais déjà le fait qu'elle se pose marque un progrès énorme.

Si l'on rapproche d'un côté cette tendance entêtée des salariés à rétablir l'autonomie de leurs propres intérêts et, de l'autre, la victoire que les directeurs de l'industrie nationalisée viennent de remporter par le coup d'Etat de M. Gottwald, il en ressort que les forces fondamentales de la société tendent visiblement à se dégager de la confusion dans laquelle les a plongées le totalitarisme.

Paul BARTON.

UNE ÉLECTION CANTONALE

Le 7 octobre, les ruraux ont usé d'un scrutin conservateur qui les favorise. Le canton, en effet, qu'il soit peu peuplé ou qu'il abrite une fourmilière humaine, élit un seul conseiller général. Les campagnards sont ainsi beaucoup plus avantagés que les citadins. Au conseil général, les élus des ruraux dominent les élus des ouvriers.

Etant donné leur caractère local et particulariste, les élections cantonales permettent à l'esprit hiérarchique des ruraux de se faire pleinement valoir. On a beau dire, en effet, qu'un homme en vaut un autre, il suffit de vivre dans une communauté paysanne pour se rendre compte qu'aux grandes couches sociales bien connues (prolétariat, bourgeoisie, noblesse, clergé) se superposent des classements locaux qui inspirent la pensée et le vote des citoyens. « Les phénomènes humains sont tellement compliqués qu'on ne parvient à les exprimer qu'en les faisant plus simples qu'ils ne sont réellement. » (1).

Augustin Cournot, véritable penseur et excellent observateur social, a noté qu'une *cascade de mépris* caractérisait l'ancien régime ; elle allait, cette cascade, du roi et des princes du sang au plus modeste roturier et la classe bourgeoise ne *s'épluchait* pas avec moins de sottise et de minutie que la noblesse.

Eh bien ! cet *épluchage,* que ne régit évidemment aucun code, fonctionne toujours dans tous les groupes campagnards et — de la base au sommet — il s'assortit d'une *montée de respects* qui ne va pas toujours sans envie. A l'ouvroir catholique, on se fait des politesses nuancées ; l'amabilité de la dame riche ou bien née est pleine de condescendance et l'humble bigote se montre obséquieuse à souhait quand elle s'adresse à Madame la comtesse ; nos « communistes » ne sont pas peu fiers de compter dans leurs rangs quelques propriétaires aisés ; et l'on envoie au conseil municipal des « notables » ayant du foin dans leurs bottes.

Ces considérations préliminaires ont leur importance. Je prie mon lecteur de ne pas les perdre de vue.

***

Dans mon canton, il faut considérer, en premier lieu, la ville industrielle de Villefranche-sur-Saône et sa *conurbation,* comme disent les géographes. Celle-ci est constituée par les communes d'Arnas, Gleizé et Limas. Là, à la population paysanne autochtone s'est superposée une population mi-bourgeoise, mi-prolétarienne. De la sorte, Villefranche, Arnas, Gleizé et Limas totalisent 25.000 habitants, la majorité toujours croissante de la population cantonale. Elle s'élève à moins de 10.000 habitants pour les 12 autres communes.

Villefranche devrait être une forteresse ouvrière inexpugnable, comme elle le fut dans le passé. Il y a un quart de siècle, les militants de la base étaient indivisément socialistes, coopérateurs, syndicalistes, antimilitaristes et libres penseurs. La section de la Ligue des Droits de l'Homme était axée très à gauche. Les socialistes (au sens large du mot), purent s'emparer de la mairie et en faire leur maison. Malheureusement, les staliniens ont changé tout cela avec leurs tournants, virages tête-à-queue, injures, menaces, sourires, promesses contradictoires, flagorneries aux commerçants, main gauche amicalement tendue au réfractaire et main droite tenant le revolver visant sa nuque. Ils ont ainsi écœuré la partie la plus consciente et la plus agissante du prolétariat.

Dans le camp S.F.I.O., l'esprit hiérarchique a provoqué l'embourgeoisement, la lutte entre cliques rivales (clan du directeur d'école Rousset et clan de l'avocat Chouffet) et finalement la trahison de l'idéal socialiste. L'avocat Chouffet s'est inscrit dans la liste peu glorieuse des transfuges. Démoralisé à fond par les tragiques événements de 1938, 1939, 1940, M. Chouffet est l'un des 18 parlementaires qui, en juillet 1940, rédigèrent la déclaration violente et démagogique favorable au coup d'Etat Pétain-Laval.

A Villefranche, les réactionnaires purs sont toujours nombreux, forts, tenaces et prudents. Bons élèves des jésuites de Mongré ! Avant la guerre, ils étaient même les seuls à pouvoir faire vivre un hebdomadaire assez répandu : *Le Réveil du Beaujolais.* Cet organe terne, niais, rédigé en style pompier, collabora si ouvertement et si activement avec l'envahisseur qu'on n'a pas encore osé le faire reparaître. Mais il est très possible que les partisans de Grande Andouille créent, sous peu, un hebdomadaire aussi inepte que le défunt *Réveil.*

A Villefranche, un certain tripartisme s'est institué. Les socialistes n'existant plus, pour l'instant, qu'à l'état de vestiges, les deux principales forces en présence sont constituées par le parti stalinien et le parti Grande Andouille, résolument conservateur, militariste, clérical et antiouvrier. Il a recueilli les débris du pétainisme. Quant au tiers-parti, il est constitué par la même coalition (radicaux, M.R.P., ex-socialistes du clan Chouffet), que celle qui siège à la mairie.

La rupture d'équilibre ne peut provenir que des campagnes. D'où la nécessité de flagorner *Le Paysan* afin de l'avoir pour soi.

***

Venons-en aux candidats et commençons par Eugène Montagnier. L'homme des staliniens s'intitule à dessein : cultivateur, père de famille nombreuse et ancien député — parce qu'ancien député ça fait plus riche, plus convenable. Il ne se présente pas comme stalinien de stricte observance. Ce docile toutou de l'appareil bureaucratique russe joue à l'innocente pucelle : il est « candidat d'union républicaine, résistante et antifasciste » (? ?). Sa profession de foi comprend deux parties de même longueur : l'une politique et l'autre d'intérêt cantonal.

La première est nulle. On y reconnait immédiatement le style maison des staliniens : affirmations aussi tranchantes que dénuées de preuves, critiques virulentes des adversaires, éloges bien sentis de soi-même à soi-même. Parfois le langage du candidat est littéralement incompréhensible : « Nous voulons une politique française (?) fondée sur l'adhésion à un pacte de paix entre les cinq grandes puissances, ouverte à tous les Etats, qui garantirait l'existence d'une armée nationale et démocratique » (? ?). Il a plu à la bureaucratie stalinienne de parler d'un pacte à cinq et de présenter ce vague projet comme un « geste pacifi-

(1) **Eugène Dupréel.** Sociologie générale.

que ». On ne voit pas du tout pourquoi et, compte tenu du machiavélisme stalinien, on pourrait aussi bien l'appeler une « manœuvre impérialiste ». Ce que l'on voit, ce qui compte, c'est l'armée russe forte de deux cents divisions prêtes à entrer en campagne au premier signe. Si les staliniens démobilisaient les neuf dixièmes de cette gigantesque force militaire, cette mesure serait accueillie avec des transports de joie par le prolétariat international et le capitalisme se tiendrait coi. Mais comme la bureaucratie stalinienne arme à outrance et multiplie ses « caresses rapaces », à la manière romaine, son « pacifisme » n'est qu'un mensonge de plus après tant d'autres.

Et pourquoi diable le pacte garantirait-il l'existence d'une armée « nationale et démocratique » dont je n'ai d'ailleurs nul besoin ? Une armée est toujours une armée, c'est-à-dire une école de la paresse, de l'incurie, du gaspillage, le tombeau des ressources de la nation. Je n'ai que faire des places rouges et des défilés spectaculaires : tout cela est grotesque, coûte cher et se montre fatal au bonheur humain.

Le factum stalinien déclare que « la première attaque contre la légalité républicaine a été dirigée contre l'école laïque ». Les staliniens, ici, nous prennent pour des gourdes. Il fut un temps, en effet, où les staliniens trouvaient l'école laïque plus dangereuse pour le peuple que l'école privée congréganiste, préféraient les hitlériens aux « social-fascistes » et criaient : « A bas les voleurs ! » aux côtés des factieux du 6 février (3).

En parfaits tartufes, les staliniens ne disent pas un mot de la Russie, dont ils sont les agents. Bassement, salement, ils cherchent à plaire à tous en déclarant : « Le parti communiste français est prêt à lutter aux côtés de tous ceux qui sont prêts à assurer l'indépendance française et la paix ». L'indépendance française et la paix ! C'est justement elles que le R.P.F. réclame à cor et à cri. Alors, n'est-ce pas, sus à de Gaulle, ce rival, et ses petites andouilles avec nous !

La deuxième partie du prospectus stalinien concerne son programme cantonal. C'est une interminable et fastidieuse énumération destinée à montrer que les staliniens, tout comme d'autres, sont capables de se perdre dans des détails sans importance.

En résumé, sur toute la ligne, un baratin prétentieux et presque toujours mensonger.

Candidat de Grande Andouille, M. Charles Germain ne se met pas en frais d'éloquence. Sa profession de foi est brève à souhait, mais elle sue l'hypocrisie et la restriction mentale.

Donnons-la in extenso, comme un témoignage du style Andouille :

Electrices, électeurs,

Le 17 juin des partis politiques ont dénombré leurs électeurs. Aujourd'hui l'élection au Conseil Général étant une élection d'administrateur du budget départemental, je viens solliciter vos suffrages à la demande de nombreux amis qui voudraient voir gérer les affaires publiques comme une affaire personnelle (sic).

Le budget départemental s'élevant à 5 milliards, j'estime que tout esprit démagogique doit être écarté (?) *; toutes promesses seraient inutiles, toutes ayant une répercussion immédiate sur votre feuille d'impôt.*

Il est certain qu'un budget d'une telle importance doit pouvoir supporter des économies sans porter atteinte aux multiples initiatives départementales et au développement des activités industrielles, agricoles et sociales (?).

Electrices, électeurs,

Si vous croyez encore à des économies, à une saine gestion de vos intérêts, en un mot à la survie de notre beau pays (sic) *votez pour le candidat indépendant et d'union nationale.*

Charles Germain,
Electricien,
Président des P.M.E.
Vice-Président de la Chambre syndicale du Bâtiment.
Président de l'Aéro-Club de Villefranche.

Soutenu par :
les Indépendants paysans.
M. Lacombe, député du Rhône
M. Laborbe, député du Rhône
M. Delorme, sénateur du Rhône.
le Rassemblement du peuple français.
M. Soustelle, député du Rhône
M. Charret, député du Rhône
M. Lassagne, sénateur du Rhône.
Et la Confédération de la Défense des Intérêts des Contribuables.

Ce petit prospectus, vague et sentencieux, est rigoureusement nul. Ses malices sont cousues de corde à puits. Ainsi le mot de république n'est même pas prononcé : il faut, en effet, à tout prix avoir pour soi les pétainistes, restés nombreux dans le canton. On a l'air de ne pas s'occuper de politique alors qu'on ne fait que cela.

La pesante stupidité du prospectus agrarogaulliste ne doit pas surprendre. Elle est pour ainsi dire de règle. J'ai vu et entendu une seule fois le député Laborbe et j'ai été édifié. Laborbe symbolisait à merveille le crétinisme guindé et plein d'infatuation.

Un suffrage ne se partage pas. Il est indivisément politique et social. Faire des économies, pour les réactionnaires, cela signifie invariablement s'attaquer au niveau de vie des travailleurs.

M. Germain parle des 5 milliards du budget du Rhône comme si c'étaient de vrais milliards. Mais le louis d'or valant environ 4.600 francs, cela fait tout juste un peu plus de 20 millions de francs-or pour une population qui dépasse un million d'habitants. Une politique conséquente de l'habitation exigerait, à elle seule, des annuités plus considérables.

Les *supporters* de M. Germain, et M. Germain lui-même, se disent avares des deniers publics, mais le coulage ne leur fait pas peur quand il s'agit de notre armée métropolitaine et de notre étonnante armée d'Indochine qui, soyons modestes, nous coûtent 5 fois plus que l'armée de 1913.

Nous en avons fini avec le représentant de Grande Andouille. Occupons-nous maintenant de la troisième force représentée par MM. Schiff et Dubuyat.

M. Schiff, professeur licencié d'histoire, est le conseiller sortant. Adjoint au maire, il appartient au parti radical-socialiste. C'est un manœuvrier, un « nageur » et, en général, on le considère comme un carriériste politique. Il a été élu, il y a six ans, grâce aux staliniens. Ceux-ci ne lui opposèrent aucun concurrent et votèrent pour lui dès le premier tour. Ils firent ainsi échouer le candidat qui méritait d'être élu : l'honnête citoyen Ponot, un brave ouvrier menuisier, un militant complet, socialiste libre penseur et syndicaliste.

M. Schiff se prêta à la manœuvre des staliniens dans le temps même où, à Lyon, l'éléphant Herriot — moi, moi, moi, et toujours moi ! — recevait sans broncher les massifs éloges des sta-

(3) Sous l'ancien régime, les Dauphinois disaient : « Dieu nous préserve de l'équité du Parlement de Savoie ! » En de nombreux endroits, le front laïque n'arrive pas à se former parce qu'on se méfie du zèle laïque des staliniens. Ce zèle est à la fois suspect et compromettant.

liniens reprochant aux socialistes de courir leur chance.

Mais, à Villefranche, la comédie fut plus complète encore qu'à Lyon. Un crypto-stalinien qui se faisait appeler Platane et prétendait appartenir à la S.F.I.O. suivait les réunions de M. Schiff et, en bon Basile, sapait la candidature de Ponot. Platane a, comme de juste, disparu de notre circulation départementale pour être ailleurs un Bouleau ou un Frêne stalinien.

L'amitié stalino-herriotiste ne pouvait se maintenir. Le gros dindon radical et ses amis virent fort bien que les staliniens voulaient se servir d'eux pour créer une « République populaire » dont Doudou aurait été le Benès. Ils redevinrent ce qu'ils étaient en 1939 : de vieux birbes et de vieilles barbes chaussant les souliers éculés des opportunistes de 1890.

A Villefranche, M. Schiff nagea. Débarrassé des staliniens, il devint conseiller municipal et adjoint au maire Chouffet.

Se croyant très habile, M. Schiff, en 1951, se présente comme un représentant des cadres municipaux des communes rurales. Il se flatte de l'appui (tout ce qu'il y a de plus *spontané*) de 12 maires et d'un adjoint.

M. Schiff n'est ni un imbécile ni un ignorant. Il sait que le régime vit sous la menace d'un coup d'Etat césarien ; que l'enseignement secondaire est dangereusement concurrencé par l'enseignement congréganiste, dit « libre » ; que la guerre d'Indochine nous épuise ; que le réarmement nous ruine en pure perte puisque les soulèvements et sabotages staliniens rendront la mobilisation impossible. Fermant les yeux à ces sombres réalités, M. Schiff se borne à un compte rendu de mandat très détaillé. Il écrit timidement à la fin de son prospectus pharmaceutique : « Fidèle à l'idéal qui est celui du parti auquel j'appartiens, c'est avec le même zèle, mais avec une expérience accrue, que je continuerai demain à défendre les intérêts de ce canton, si vous voulez bien me renouveler votre confiance, comme vous y invitent les maires du canton ainsi que le président Herriot. »

Notons ici que l'esprit hiérarchique des ruraux favorise incontestablement la propagande de M.M. Germain et Schiff : l'un et l'autre appuyés par des « notables ». Il faut qu'un homme du peuple possède une bien grande valeur personnelle pour que l'on fasse attention à ses propos. La modestie de son état le handicape. Dans nos campagnes, les staliniens se font très humbles parce que se sachant des objets de mépris.

M. Dubuyat, lui, se présente au nom du M.R.P. Employé de banque, adjoint au maire de Villefranche, il a, dans les milieux réactionnaires, la réputation d'un « chrétien rouge ». Il est à la fois suspect aux hommes de gauche et aux conservateurs. Les premiers, mettant les pieds dans le plat, le considèrent comme un menteur qui se ralliera à la dictature de Grande Andouille. « Avec Germain, disent-ils, on sait au moins de quoi il retourne. Et ce n'est pas un *cafard* (4). Dubuyat au contraire, c'est *la rate volage* (la chauve-souris), moitié oiseau et moitié rat. »

A la campagne, Dubuyat a pour lui une partie de la jeunesse catholique. Il est combattu à outrance par les cléricaux et les conservateurs traditionnels. Sa phrase de gauche ce n'est évidemment que de la phrase, mais elle est dangereuse parce qu'elle mine le droit bourgeois et la sacro-sainte propriété.

Les gens qui se disent renseignés assurent que M.M. Dubuyat et Schiff se sont, en cas de ballottage, promis un désistement mutuel. La chose n'est pas certaine mais elle est possible, les deux hommes appartenant à la même équipe et se ménageant mutuellement. M. Schiff se garde bien d'affirmer un laïcisme intransigeant et Dubuyat, *la rate volage*, déclare à propos de la loi Barangé, que les 4 milliards accordés à l'Eglise ont pu l'être sans que les maîtres de l'enseignement public « soient atteints dans leur dignité » (*sic*).

Un seul candidat se révèle vraiment honnête : c'est le technicien Louis Hornung, membre de la S.F.I.O.

Dans le Rhône, le socialisme est, depuis plusieurs années, en voie de totale désagrégation. Les efforts de redressement tentés par la gauche n'ont pas abouti. Alors, les défaites succédant aux défaites, on ne présente plus que des candidats sacrifiés d'avance.

Ainsi en a-t-il été de Louis Hornung. Je ne le connais pas. On m'a dit qu'il n'était pas du canton. Alors ce « horsin », que l'on n'a ni vu ni entendu, ne pouvait qu'être écrasé. Du moins a-t-il sauvé l'honneur par la netteté et la franchise de son programme.

Dès le début il prend le taureau par les cornes. Il voit et il dit que le régime est en péril ; il défend l'école laïque menacée. Il traite de l'échelle mobile. Il ose s'en prendre au stalinisme ménagé par tous les autres candidats. Il déclare ne vouloir « ni la paix soviétique ni la paix américaine, mais la paix tout court ». Finalement : « il fait appel à tous les républicains pour écraser

— le Cléricalisme,

— le Capitalisme,

— et les Impérialismes bellicistes ».

Pas de politique ! disent les fourbes et les pleutres. Hornung pense, au contraire, que le conseiller général est un parlementaire local. Idée pas très neuve, quoique juste, et qui, creusée, pourrait aboutir à un fédéralisme régional.

***

Une seule remarque à propos de la campagne électorale. Le parti stalinien s'y distingue par une orgie d'affiches, d'images d'Epinal, de caricatures et de papillons variés. Décidément, l'argent ne manque pas aux moscoutaires. D'où vient-il ?

Dans tout le département, en ville comme à la campagne, on s'abstient massivement. Le soir, à la mairie de Blacé, on ne trouve que 161 bulletins contre une moyenne habituelle de 350. En dehors des scrutateurs, personne autre que moi, l'éternel curieux, n'assiste au dépouillement. Apparition furtive de l'ancien maire et de deux réactionnaires plus que renforcés.

Et voici les résultats :

Suffrages exprimés : 161.

Schiff, 83 voix ; Germain, 39 ; Montagnier, 21 (les membres de la cellule et leur parenté) ; Dubuyat, 14 ; Hornung, 4.

Au Perréon, commune un peu plus peuplée que Blacé, mais de même structure sociale, les résultats sont presque identiques.

Votants : 161.

Schiff, 82 voix ; Germain, 40 ; Montagnier, 21 (en dépit d'une cellule très remuante qui prend son baratin pour de l'action) ; Dubuyat, 6 ; Hornung, 12 (action du bon camarade Ratinier).

Très instructifs en tant que « votes de classe » sont les résultats d'Arnas, Limas et Gleizé.

Arnas compte de grosses exploitations tenues par des capitalistes fonciers. Sa partie sud, plus ouvrière, confine à Villefranche. D'où les résultats suivants :

Schiff, 66 voix ; Germain, 43 ; Montagnier, 42 ; Dubuyat, 17 ; Hornung, 5.

A Limas, où abondent les résidences bourgeoises, Germain tient la corde.

(4) Exact. Elève de l'école laïque, M. Germain a fait ses études techniques, avec deux de mes fils, à l'école nationale professionnelle de Voiron, de 1923 à 1927.

Suffrages exprimés : 286.
Schiff, 42 voix ; Germain, 83 ; Montagnier, 82 ; Dubuyat, 37 ; Hornung, 34 (action personnelle de l'ami Ponot).
A Gleizé, en dépit de l'estime dont jouit M. Branciard (maire radical-socialiste, instituteur retraité et ancien conseiller général) le candidat de Grande Andouille l'emporte nettement sur M. Schiff qui croyait obtenir la majorité.
Suffrages exprimés : 407.
Schiff, 113 voix ; Germain, 132 ; Montagnier, 112 ; Dubuyat, 37 ; Hornung, 13.
Enfin, à Villefranche, ville essentiellement ouvrière, c'est le R.P.F. qui arrive bon premier !
Suffrages exprimés : 5.001.
Schiff, 1.209 ; Germain, 1.522 ; Montagnier, 1.330 ; Dubuyat, 720 ; Hornung, 202.
Finalement, il y a ballottage avec, dans l'ordre :
Germain, 2.190 voix ; Schiff, 2.004 ; Montagnier, 1.770 ; Dubuyat, 907 ; Hornung, 274.
Au moment où je trace ces lignes, la cuisine des désistements s'opère dans la coulisse. L'avocat Chouffet lance un pathétique appel en faveur de Schiff ; on annonce la candidature d'un radical « indépendant » jouant les Platane et travaillant pour Germain, etc. Notre vieil ami Tortillet (M. T. Laurin), qui aimait à raconter les tours d'un sénateur radical de l'Ain nommé Pochon, avait bien raison quand il disait qu'en fait de malices électorales de « haute gresse », les provinciaux étaient infiniment supérieurs aux Parisiens. Ces malices ne peuvent toutefois infirmer les commentaires qui suivent.

***

Le candidat sortant avait, parce que sortant, de gros avantages sur ses concurrents. Actif et souple, il était l'homme des services rendus ; il représentait les cadres administratifs. On pensait communément qu'il passerait au premier tour. Il n'en a rien été.
Le candidat de Grande Andouille n'était pas très connu ; sa profession de foi était d'une stupidité rare et pourtant il est arrivé en tête. C'est là le signe d'un net glissement à droite.
Ce qui frappe, c'est l'effondrement du bloc prolétarien. Le candidat stalinien et le candidat socialiste ne totalisent que 2.044 voix, alors qu'à Villefranche ils devraient en avoir plus de 6.000.
A Villefranche, les abstentions ont dépassé 50 pour cent et c'est dans le monde du travail qu'elles ont été les plus nombreuses. Inutile d'ergoter : on en a assez des roueries d'un lointain état-major qui ne consulte jamais la base et la méprise souverainement. Quiconque a vu des dirigeants à la Cogniot et autres aristocrates puants me comprendra.
A Blacé, socialistes et staliniens ont totalisé jusqu'à 148 voix. Ils n'en ont plus que 25. C'est que, sans rien dire, — à quoi bon ? — les socialistes sont restés chez eux et que, chez les staliniens, le halo des sympathisants s'est volatilisé. A qui la faute ?

***

Il y a quelque 15 ans, dans ses admirables études sur l'histoire, Benedetto Croce s'en prenait à la nullité de Taine en tant qu'homme politique et historien. Il rappelait que ce Père Système était à la fois émerveillé et scandalisé de voir ses concitoyens voter avec ardeur car, disait-il, « dix millions d'ignorances ne font pas un savoir ». Taine, en effet, prétendait ne pas les imiter et ne pas voter selon ses préférences. « En quoi il avait tort et non pas ceux qui votaient chacun selon ses préférences parce que ces préférences, c'étaient en acte les désirs, les impulsions, les besoins et aussi les imaginations et les illusions, tout ce dont est fait l'histoire de l'humanité, tandis que de ses abstractions à lui il ne sortirait rien. »
Taine avait donc tort et, en sens contraire, ils se trompent aussi grossièrement ceux qui s'indignent de voir tant de citoyens s'abstenir. Le citoyen tient à se mettre tout entier dans son bulletin de vote. S'il ne peut lui faire exprimer d'une façon explicite ses passions, ses haines, ses affections, ses craintes ou ses espérances, il regarde à bon droit l'élection comme une fantaisie. Lui parler du chemin vicinal numéro 14 dans le temps même où il se demande s'il ne sera pas mobilisé demain ou s'il ne sera pas écrasé par d'impitoyables dictatures est une criminelle plaisanterie.
Le mensonge étant roi, on nous raconte que les élections cantonales ayant un caractère technique rebutant, il n'est pas étonnant que les abstentions soient nombreuses. Ce n'est pas exact ; ce sont les candidats qui, par la niaiserie et le vide de leurs professions de foi, dégoûtent l'électeur.
Le 7 octobre, en Norvège, des élections municipales ont eu lieu. Leur cadre était plus restreint que celui du canton français. Elles avaient, elles aussi, un caractère technique rebutant. Pourtant la participation électorale a dépassé 80 %. Le parti travailliste a déployé le drapeau du socialisme. Il a été lui-même et, gagnant des sièges et des voix, il a écrasé le parti stalinien qui, en Norvège plus qu'ailleurs (souvenons-nous de son rôle odieux lors des infâmes procès de Moscou) use du mensonge à jet continu.
Il est temps de conclure.
La réaction française, capitaliste, cléricale, colonialiste et césarienne, avec des généraux partout, a confirmé et élargi, le 7 octobre, sa victoire de juin dernier. Mais, en histoire, le dernier mot n'est jamais dit.
Croce, qui donna l'exemple de la lutte contre le fascisme, écrivait naguère que l'esprit critique, dont le véritable historien doit être pénétré, s'oppose irréductiblement au fatalisme historique si cher aux dictatures de tout acabit car leur régime en a pour 1.000 ans si les victimes croient à la fatalité. Croce écrivait donc :
« Cet esprit ne convertit pas pour autant en réalité de fait ce qui ne s'est pas encore produit, ce que la volonté droite s'applique à éviter, opposant forces à forces ; et il sait bien que, même si le pire se produisait, il faudrait encore l'affronter et le supporter virilement, en se fiant à l'inépuisable vertu de l'humanité qui est capable perpétuellement de rajeunir. »
Oui bien, les lourdes échéances se rapprochent et, avec elles, le coup d'Etat. Pourtant il n'est pas fatal et, même si Grande Andouille prenait le pouvoir, nous aurions le devoir, — même à la campagne — de chercher à abattre son régime.

A.-V. JACQUET.

Blacé, 10 octobre.

P.-S. — Dans le canton de Villefranche, et dans tout le département du Rhône, les élections se sont terminées par un désastre des gauches et un succès marqué des candidats de Grande Andouille.
C'est le canton de Villefranche qui, je crois, tient la tête pour les « manœuvres de la dernière heure ». M. Dubuyat s'est désisté purement et simplement et la plus grande partie de ses voix est allée au R.P.F. Un candidat radical indépendant a surgi qui a enlevé 90 voix seulement à M. Schiff. Ce dernier a succombé sans honneur. Il a accepté de négocier avec les staliniens ; de part et d'autre on a cherché à se rouler.
Les *supporters* de M. Germain ont commencé à nous donner un avant-goût des douceurs du régime de Grande Andouille. A Villefranche même et dans les communes du canton, des équipes volantes ont lacéré les affiches des adversaires de leur candidat. A quand le plastic ?

Une escroquerie R.P.F.

L'ASSOCIATION CAPITAL-TRAVAIL

Depuis sa fondation, le Rassemblement du Peuple Français a organisé un savant battage autour de ce qu'il appelait l' « Association Capital-Travail ». Pas un seul meeting R.P.F. où les orateurs ne chantent les louanges et les bienfaits de l'association. « Grâce à elle, disent-ils à peu près, grâce au général qui l'a conçue, il n'y aura plus demain de prolétariat. Le capital et le travail, désormais réconciliés, marcheront ensemble vers la renaissance du pays, dans le cadre d'un Etat juste et fort... ».

Jusqu'en juillet dernier, cependant, la plus grande incertitude régnait quant à l'étendue de la réforme (?) proposée. En effet, les dirigeants R.P.F. s'étaient gardés de toute déclaration trop précise. L'association, selon eux, avait pour pères Saint-Simon et Proudhon. Elle était conçue selon l'esprit du « socialisme français » (?). Une ou deux brochures avaient été publiées, mais là encore, il était difficile de concevoir le cadre et les principes de l'Association.

En mai dernier, la « Revue politique et parlementaire » publiait un avant-propos de proposition de loi, avant-projet signé Gaston Palewski, dans lequel des propositions précises étaient annoncées. Enfin, le 20 juillet dernier, « le Rassemblement » publiait le texte complet du projet de loi déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale par le groupe parlementaire R.P.F

Dans le texte servant à la fois de présentation et de commentaire, Louis Vallon estime que la loi présentée par le R.P.F. est : « impartiale, équitable, prudente aussi ; elle est fondée sur une vue du bien public et de la justice... Les avantages des contrats d'association sont évidents ; le rôle des féodalités syndicales et autres... y est limité. L'association est le remède et la solution. Solution dont nous voulons la mise en œuvre *par un crédit juste et fort.* »

Cette association, que le R.P.F. présente comme une révolution incontestable dans le système économique actuel, ne vise en fait qu'au renforcement du régime capitaliste. Dans les principes de base de l'association, nous trouvons, imprimé en caractères italiques, sans doute pour en souligner toute l'importance : « *l'autorité du chef d'entreprise, tant en ce qui concerne la direction, qu'en ce qui concerne la gestion, ne saurait être mise en cause* ».

D'autre part, un principe directeur de l'association est ainsi rédigé : « Les fruits de l'exploitation doivent être la propriété des éléments qui ont contribué à les produire en commun ».

Ainsi, d'une part, le R.P.F. érige en article de loi l'inviolabilité de l'autorité du chef d'entreprise, et, d'autre part, s'il consent à accorder le partage des fruits d'exploitation, c'est-à-dire des bénéfices, il ne désire aucunement mettre en cause la propriété des *moyens* de production. En définitive, la « révolutionnaire » association capital-travail n'est qu'une pure et simple participation aux bénéfices. Voilà toute la nouveauté, tout le « neuf et le raisonnable » qui nous sont proposés pour résoudre le problème du salariat !

De plus, l'association apparaît comme une régression sur la législation en vigueur.

En effet, l'ordonnance du 22 février 1945, relative aux comités d'entreprise, dans son exposé des motifs, parlait de la nécessité d'associer les travailleurs à la gestion de l'économie. Et le but théorique des comités était de préparer cette gestion. Or, ici, dans le texte qui nous est soumis, aucune mention relative à cette gestion n'est faite car l'autorité du chef d'entreprise, propriétaire de ces moyens, ne saurait être mise en doute...

ORGANISATION DE L'ASSOCIATION

L'article 2 divise le personnel de chaque entreprise en quatre catégories hiérarchiques :

a) ingénieurs et cadres supérieurs ; b) agents de maîtrise, techniciens et assimilés ; c) employés ; d) ouvriers.

Cet article précise que « le contrat doit être approuvé par chacune des catégories intéressées statuant à la majorité de ses membres ». Et l'article 7 précise que :

« Le bénéfice d'exploitation mis en distribution est réparti entre les contractants dans la proportion fixée par le contrat. La part revenant au personnel est répartie entre chacun au prorata de l'ensemble de ses rémunérations dans l'entreprise. »

Au passage, nous devons noter :

a) qu'à aucun moment, il n'est question des organisations syndicales, reléguées ainsi au rang de figurants ;

b) que la division du personnel en plusieurs catégories est légalisée et renforcée ;

c) que la hiérarchie se trouve renforcée, du fait de la répartition des bénéfices au prorata du salaire.

Le dernier paragraphe de l'article 2 indique : « Lorsque l'entreprise revêt la forme d'une société, le contrat doit être approuvé par les associés dans les conditions fixées pour la modification des statuts ». Or l'immense majorité des entreprises revêt la forme juridique de la société. En général, sauf dispositions contraires, les statuts ne peuvent être modifiés que par décision de l'assemblée générale des actionnaires, c'est-à-dire des représentants du capital. Aucun texte, aucune disposition du Code civil ne peuvent forcer les détenteurs du capital social à adopter *contre leur volonté* une modification de statuts présentés par le conseil d'administration ou les gérants. Or l'Association est assimilée juridiquement à une modification de statuts. Si, par extraordinaire, les ouvriers d'une même entreprise arrivaient à conclure un contrat avantageux, la direction, par le biais légal de l'assemblée générale de l'actionnaire *devant obligatoirement adopter,* peut refuser d'entériner le contrat. La responsabilité de ce refus incombera aux actionnaires et la direction pourra protester de sa bonne foi devant le personnel. On peut mesurer tout le danger d'une disposition en apparence anodine.

Jugeant cette possibilité insuffisante, le R.P.F. a voulu en ménager une autre. Le ministre du Travail peut signifier au chef d'entreprise que le contrat ne répond pas aux dispositions de la présente loi. Les deux parties contractantes peuvent demander au Conseil d'Etat l'annulation de la décision du ministre du Travail.

C'est ici que se place le machiavélisme du R.P.F. En droit commun, une telle décision suspend l'effet du contrat. En fait, le ministre du Travail peut s'opposer à l'application du contrat. Et comme le Conseil d'Etat met plusieurs années à statuer, le temps travaillera une fois encore pour le patron.

PARTICIPATION THEORIQUE AUX BENEFICES

L'article 5 précise que toute association au sens de la présente loi doit comporter :

« a) l'intéressement direct et contractuel à la productivité, à la production et aux économies de chacune des personnes qui participent au contrat. »

Or, plusieurs fois, des économistes ont démontré que l'appoint de salaire touché par l'ouvrier du fait de l'augmentation de la production n'était qu'un leurre. Quant à la productivité, le problème a été traité tant de fois qu'il ne nous paraît pas nécessaire de revenir sur cette question.

A la lecture de l'article 8 nous constatons, sans surprise d'ailleurs, que la participation aux bénéfices n'est même pas obligatoire : « ...La décision sur l'utilisation du bénéfice d'exploitation et notamment son affectation totale ou partielle à des investissements ou à la constitution de réserves appartiennent au chef d'entreprise ou à l'organe qualifié aux termes de la législation sur les sociétés. »

En clair, cela signifie que si les besoins de l'entreprise l'exigent (le seul juge étant le patron, son autorité ne pouvant être contestée, cf. préambule), les bénéfices seront incorporés au capital ou transformés en réserves ou encore en fonds d'investissements. En aucun cas, les travailleurs n'auront un mot à dire sur le mode de répartition des bénéfices, sur l'importance des provisions à constituer, etc. Ils ne pourront même pas exercer ces pouvoirs à titre consultatif comme c'est le cas actuellement avec les comités d'entreprise. Et pourtant, ces travailleurs seront des « associés » !

L'unique « pouvoir » accordé généreusement à ces « associés » d'un type nouveau est « la faculté de pouvoir émettre, au sein du conseil d'exploitation (organisme dont la création remplacerait les actuels comités d'entreprise. N.D.L.R.), des suggestions sur la situation de l'entreprise. »

FACULTATIVE !

De plus, l'application du présent projet serait facultative. La loi n'est en aucune manière une obligation, mais sa réalisation laissée au bon vouloir (!) du patronat. Déjà, lorsque la loi annonce une obligation, le patron fait tout ce qui est en son pouvoir pour s'y soustraire. Par exemple, il devrait y avoir en France près de 18.000 comités d'entreprise. Or, les services du ministère du Travail n'en décomptent que 13.000 environ ; près de 5.000 patrons sont passés outre. Quelle efficacité peut avoir une loi dont l'application n'est que facultative, surtout lorsque la classe ouvrière française a affaire à l'un des patronats les plus réactionnaires du monde. Même si ce projet de loi présentait un intérêt quelconque pour les ouvriers de ce pays, son efficacité serait réduite à zéro du fait de son caractère facultatif (1).

Il nous est donc possible de conclure que le R.P.F. a pris toutes ses précautions pour éviter de causer le moindre désagrément au patronat français. Celui-ci peut être tranquille, ses intérêts sont bien défendus : l' « action ouvrière R.P.F. » ne lui fera pas le moindre mal.

NON A L'ASSOCIATION

Il est donc possible de qualifier le projet R.P.F. d'escroquerie. Car, tout en promettant l'abolition du régime du salariat et la libération de la classe ouvrière, le R.P.F. travaille en fait pour le renforcement du régime actuel et la mise en tutelle de la classe laborieuse. Inspiré par les milieux de la haute finance, le R.P.F. essaie de réaliser une nouvelle version de la charte du travail.

Si quelques doutes pouvaient encore subsister dans certains milieux ouvriers, il faut espérer que l'étude du projet d'association capital-travail leur ouvrira les yeux et qu'ils apercevront le vrai visage du Rassemblement.

Nous pensons que le devoir de tous les syndicalistes est de s'opposer à toute mise en œuvre de l'association que certains organes comme « Travail et Liberté » essaient de mettre sur le même plan que la cogestion allemande. Il n'y a rien de commun entre les deux. Si nous devons lutter pour l'une, il faut, impitoyablement, démasquer l'autre.

Louis HOUDEVILLE.

---

(1) Il faut remarquer que l'association serait toutefois obligatoire dans les entreprises nationalisées, à l'**exception des banques**. Pourquoi ? Sans doute parce que le R.P.F. compte au sein de son comité directeur de nombreux banquiers (Banque de l'Union Parisienne, Crédit Lyonnais, etc...) et qu'il apparaît de plus en plus comme étant le parti des milieux financiers français.

Les faits qui parlent...

Les grands commis foutent le camp... chez ceux qu'ils contrôlaient !

M. Norguet, ingénieur général du Génie maritime, a quitté la direction des Industries mécaniques et électriques (DIME) du ministère du Commerce et de l'Industrie, pour la direction générale des Chantiers de la Loire et le conseil des Etablissements Delattre & Frouard.

M. Aveline, ingénieur en chef du Génie maritime, a quitté lui aussi la DIME, pour diriger la Société commerciale des fontes (émanation du Comptoir des produits sidérurgiques) et conseiller de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

M. Pierre Ledoux, inspecteur des Finances, a quitté le ministère pour devenir secrétaire général de la B.N.C.I., M. Albin Chalandon l'y accompagne.

M. Christian Cardin, inspecteur des Finances, inspecteur général de l'Economie nationale, conseiller commercial en Amérique du Sud, devient... à Buenos-Aires directeur du siège de la Santa-Fé (compagnie financière pour la République argentine et l'étranger).

***

Avant de repartir pour l'Indochine, M. de Lattre de Tassigny, haut commissaire de la République (*sic*) en ce pays, est passé par Rome afin d'y être reçu en audience privée par le pape.

On est donc désormais fixé : M de Lattre est en Indochine, non point seulement le représentant de l'Etat français, mais aussi, et sans doute beaucoup plus encore, le légat du pape.

***

Ecœurés par les fraudes électorales éhontées commises par l'Administration de l'Algérie dans les deux élections de 1948 (Voir *R.P.* de février et mars 49) et de juin 51, les deux grands partis algériens, le parti « pour le triomphe des libertés démocratiques » de Messali Hadj et le parti du « Manifeste » de Fehrat Abbas, ainsi que les ulémas (intellectuels musulmans) décidèrent de ne point participer aux élections cantonales du mois dernier.

Ainsi la comédie ne trompera plus personne. On saura que les « élus » de la population indigène d'Algérie ne sont que des mandataires du gouverneur général de l'Algérie, choisis et nommés par lui.

***

Le système du salaire minimum légal variant automatiquement chaque trimestre avec le coût de la vie fonctionne en Australie depuis 1946.

Les salaires ont ainsi à peu près doublé depuis cette date ; la dernière augmentation qui prend effet à partir du 1er novembre est la plus forte enregistrée jusqu'ici. Personne n'a jamais cependant constaté ou prétendu constater que ce système menait l'Australie à la ruine.

Notons d'ailleurs que, s'il a été institué par un gouvernement travailliste, il est maintenu par l'actuel gouvernement, qui est à fond anti-travailliste.

En Amérique, échelle mobile par conventions collectives ; en Australie, échelle mobile par décision législative. Mais les Français sont, paraît-il, trop couillons pour faire fonctionner ce qui fonctionne très bien en Amérique et en Australie.

***

A Saint-Paul, l'une des grandes villes de l'Ouest des Etats-Unis, au cours d'une cérémonie religieuse, deux femmes furent battues à coups de fouet pour « chasser le diable » de leurs corps. L'une d'elles en est morte, et l'autre ne vaut guère mieux.

Tempête en Egypte

Après l'Iran, l'Egypte ! Après l'Orient aryen des plateaux, l'Orient arabe de la plaine ! Tous veulent se libérer de l'occupation britannique : de l'occupation économique comme celle des gisements de pétrole, ou de l'occupation militaire comme celle du canal de Suez. Actes successifs d'un même drame.

Cependant ces actes ne se ressemblent pas en tout point. L'affaire égyptienne ne se présente point comme l'affaire persane. Examinons-la.

Les revendications égyptiennes portent sur deux lieux : Suez et le Soudan. Voyons-les successivement.

SUEZ : un canal ne se défend pas sur ses bords

Après son bombardement d'Alexandrie et l'entrée de ses troupes au Caire sans coup férir en 1882, l'Angleterre établit sur l'Egypte un protectorat de fait. Elle y avait le contrôle complet des finances, des affaires étrangères et du gouvernement en général, cependant que des « tribunaux mixtes » privaient la justice égyptienne de sa juridiction chaque fois qu'un étranger était partie à un procès, tout cela n'étant possible que grâce à la présence en Egypte de troupes britanniques, toujours prêtes à intervenir à la moindre velléité de révolte ou de résistance. Le khédive n'était qu'un pantin, et si, comme ce fut le cas en 1914, on n'était pas très sûr de lui, on le déposait purement et simplement, on l'envoyait pourrir quelque part dans l'océan Indien, et on le remplaçait par un autre.

Mais, en Egypte comme dans tous les autres pays colonisés, et, tout particulièrement dans les colonies musulmanes, les idéaux démocratiques au nom desquels les alliés de 1914 avaient déclaré faire la guerre, ainsi que l'arrivée sur la scène européenne de la libérale Amérique wilsonienne, avec ses proclamations redoublées en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, avaient éveillé de grands espoirs. Aussi, est-ce dès la fin de la première guerre mondiale, dans les années 1918 et suivantes, que naquirent, en tous pays de l'Afrique blanche, de l'Atlantique à la mer Rouge, des mouvements et des partis « nationaux ». Mouvements pour lesquels la régénération par Kemal pacha de la Turquie, le seul grand pays musulman demeuré indépendant, était, par ailleurs, à la fois un encouragement et un exemple.

En Egypte, où la domination européenne n'avait pas, comme dans l'Afrique du Nord française, le solide support d'une importante population de colons européens, le mouvement national, sous l'inspiration de son chef, Zagloul pacha, devint bientôt très dangereux. L'Angleterre eut beau exiler Zagloul et l'envoyer pourrir, lui aussi, dans l'océan Indien, ce tombeau de tous ceux qui se dressent contre le joug britannique, le mouvement pour l'indépendance devint si fort qu'il fallut composer avec lui.

A plusieurs reprises, des projets d'accords, en vertu desquels l'Angleterre desserrerait quelque peu son étreinte, furent soumis aux Egyptiens, mais chaque fois repoussés par eux comme insuffisants ; enfin, en 1936, l'Angleterre, l'Angleterre conservatrice, l'Angleterre de Chamberlain, consentit à céder : un traité fut conclu par lequel l'Egypte récupérait en fait, toute sa souveraineté. La lutte avait duré près de vingt ans (de 1918 à 1936) et elle avait succédé à une domination non contestée de près du double (1882-1918).

Cependant, ce traité de 1936 contenait une clause — seule concession qu'avait accepté de faire l'Egypte pour acheter sa liberté — par laquelle les troupes britanniques, qui devaient, bien entendu, être retirées de tous les autres points qu'elles occupaient en territoire égyptien, pourraient demeurer encore vingt années dans la zone du canal de Suez, afin d'en assurer sa protection. C'est cette clause que le gouvernement égyptien et le Parlement égyptien unanime, y compris l'opposition, viennent de dénoncer.

La raison profonde de cette décision ne réside évidemment pas dans le fait que l'Egypte ne veut pas que le canal de Suez soit défendu, ou même que des troupes britanniques participent à sa défense, mais uniquement dans l'effroyable souvenir que les Egyptiens ont gardé de la présence des troupes britanniques sur leur territoire pendant les cinquante années durant lesquelles ils ne pouvaient rien faire de leur propre chef sans que les soldats anglais ne sortent de leurs casernes pour « rétablir l'ordre » en réimposant la volonté britannique.

Au dernier Conseil de Sécurité de l'O.N.U. le délégué anglais disait à Mossadegh : « Ne parlons pas des anciens griefs que vous pouvez avoir contre l'Anglo-Iranian Co. Oublions le passé ! » Propos absurde, car c'était précisément le passé, le passé seul, le passé de l'Anglo-Iranian qui expliquait les mesures prises par le gouvernement persan à son égard. De même, c'est le passé seul, le passé d'un demi-siècle de servitude, qui explique la présente dénonciation du traité de 36 par les Egyptiens. La présence des troupes britanniques sur leur sol, même seulement aux abords du canal, et même si elles n'interviennent plus dans les affaires égyptiennes, leur est insupportable du seul fait qu'elle leur rappelle l'époque où elles tenaient toutes les positions-clefs de l'Egypte, forçant à l'obéissance ses 15 millions d'habitants.

Voilà donc ce qui justifie, quant au fond, la dénonciation avant terme, du traité de 1936.

Mais, en outre, cette dénonciation possède aussi une justification dans la forme, une justification « juridique » qu'on a beaucoup trop laissée dans l'ombre. Si, en effet, le traité de 36 autorise l'Angleterre à maintenir des troupes dans la zone de Suez jusqu'en 1956, il stipule aussi que ces troupes ne doivent pas avoir un effectif de plus de 10.000 hommes. Or, les troupes britanniques présentes dans la zone du canal à la veille de la dénonciation du traité sont généralement estimées, d'après des sources qui ne sont nullement hostiles aux Britanniques, à 60.000 hommes, estimation qui, à ma connaissance du moins, n'a jamais été démentie par le gouvernement de Londres.

Ainsi donc, ce n'est pas l'Egypte qui a violé le traité de 1936, en décidant de ne plus en reconnaître la validité, mais c'est bel et bien l'Angleterre,

puisque la première, elle l'a déchiré en introduisant sur le territoire égyptien six fois plus de soldats qu'elle n'en avait le droit.

Mais regardons encore les choses de plus près.

A quoi peuvent bien servir ces dix mille ou ces soixante mille soldats britanniques ? — A la défense du canal ? A la défense du canal en cas de guerre avec la Russie ? — Sans blague !

A qui fera-t-on croire que dans la guerre moderne, un canal intercontinental puisse se défendre efficacement par des troupes logées ou retranchées sur ses rives ? Un canal de la valeur et de l'importance du canal de Suez ne se défend que par des défenses à longue distance. Sa défense est conditionnée par la défense de l'ensemble de la région dont il fait partie. C'est en Arménie et en Azerbaïdjan que se trouve la première ligne de défense du canal de Suez, et ce sont les débouchés du Taurus et du Kourdistan qui en constituent la dernière. Une défense du canal de Suez sur les rives mêmes du canal est une rigolade. C'est la défense d'ensemble du Proche-Orient qu'il faut envisager, et cela d'un point de vue strictement militaire, c'est-à-dire en installant des troupes et des bases là où elles sont **militairement** utiles, et non là où leur utilité militaire est quasi-nulle, comme c'est le cas sur les rives du canal.

C'est d'ailleurs, sans doute, le sentiment de cette inutilité qui a contribué pour une large part à convaincre les Egyptiens que si les Anglais maintenaient et renforçaient leurs troupes du canal, ce n'était pas dans un but militaire, mais dans un but **politique**, qu'il s'agissait, pour eux, non de défendre le canal contre un agresseur éventuel, mais de continuer à faire peser leur menace sur le peuple égyptien lui-même. Craintes qui se trouvent remarquablement confirmées **a posteriori** par la manière dont se comportent présentement les troupes britanniques qui, du jour au lendemain, ont pris tout le contrôle politique, administratif et militaire de toute la région du canal, occupant les villes, fouillant les voyageurs, interdisant ou contrôlant rigoureusement toute circulation, instituant un blocus partiel (en pétrole) de la ville du Caire, et coupant enfin l'Egypte, par l'occupation des ponts du canal, de toutes communications avec ses territoires asiatiques. Or tout cela, les troupes britanniques de Suez auraient toujours pu le faire quand elles l'auraient voulu, sous un prétexte quelconque autre que la dénonciation du traité. L'événement a montré que la menace que représentait la présence des troupes britanniques pour l'indépendance égyptienne était bien réelle et non imaginaire, autrement réelle que leurs possibilités de défendre le canal contre une attaque extérieure.

La solution, la solution « raisonnable » du conflit, est donc bien simple. Il faut, d'une part, abandonner le stationnement des troupes étrangères aux abords du canal, en réduisant la défense de celui-ci, à une protection contre les bombardements aériens, par exemple, qui peut, sans doute, être assurée presqu'exclusivement par des troupes égyptiennes, et, d'autre part, organiser la défense du Proche-Orient. L'organiser, encore une fois, d'un point de vue strictement militaire, c'est-à-dire sans arrière-pensée politique, ce qui exclut naturellement les propositions du genre de celles qui ont été faites à l'Egypte le lendemain de la dénonciation du traité car, étant donné les conditions dans lesquelles elles étaient faites, elles ne pouvaient être considérées par les Egyptiens que comme un moyen de perpétuer l'occupation anglaise du canal sous, tout juste, une autre formule.

Une défense du Proche-Orient, qui soit véritable, et qui soit assurée en chaque Etat du Proche-Orient par des forces internationales et non par celles d'un seul pays, afin de réduire les chances d'utilisation de ces forces à des fins politiques, telle nous semble l'issue convenable à la question de Suez.

SOUDAN :

deux Soudan, celui du désert et celui de la savane

Pour le Soudan la question se pose différemment.

Et d'abord, qu'est-ce que le Soudan ?

On sait que le Nil est, après le Missouri-Mississipi, le plus long fleuve du monde : 6.500 kilomètres, soit à peu près la distance de Paris à Dakar, et qu'il s'allonge, presque en ligne droite, selon une direction, nord-sud.

On sait aussi que sur le Nil il y a des cataractes. La première qu'on rencontre en remontant le fleuve à partir de son embouchure, celle d'Assouan, peut être négligée du fait qu'un canal la contourne et permet, en conséquence, aux bateaux de remonter, sans rompre charge, jusqu'à la seconde cataracte.

En revanche, celle-ci, qui n'est que la partie inférieure d'une série de rapides qui se poursuit sur 125 kilomètres, interdit tout passage, d'autant plus que se succèdent encore, en son amont, quatre autres cataractes.

Il y a donc le Nil navigable, et le Nil non navigable. Or, conformément à la géographie, c'est là où le premier se termine et le second commence, c'est à la seconde cataracte, que l'Egypte se termine et que le Soudan commence.

A partir donc de la seconde cataracte, le Soudan, immense, s'allonge vers le sud sur quelque quinze degrés de latitude ; il ne se termine que peu avant les lacs d'où sort le Nil et qui sont situés, eux, dans les colonies belgo-anglaises du Congo et de l'Ouganda.

On se doute qu'un pays qui s'étend sous quinze degrés de latitude, (c'est-à-dire comme de Copenhague à Naples), ne jouit, ni d'un climat, ni de conditions de cultures et de vie uniformes, et qu'il est, en conséquence, habité par des peuples différents. Un simple examen de la carte permet de distinguer immédiatement, en gros, deux Soudan : celui du Nord et celui du Sud, le Soudan du désert et le Soudan de la savane.

Prenez par exemple, en effet, le carton de l'atlas Vidal-Lablache qui indique les « régions naturelles » de l'Afrique. Vous y voyez tout le nord de ce continent recouvert de jaune : c'est la région des « déserts et steppes » ; puis, au-dessous, toute une partie vert clair : c'est la région des « savanes, bois clairsemés, cultures ».

Regardez, ailleurs, dans la géographie universelle de chez Colin, la carte qui donne la répartition des « genres de vie au Soudan » (1). Vous y voyez, dans la partie nord, exactement le même pointillé qu'en Egypte, pointillé qui indique une population de nomades (sauf, bien entendu, l'étroite bande de cultivateurs de la vallée du Nil), et, dans la partie sud, des hachures de plus en plus serrées, indiquant des population de plus en plus sédentaires.

Or la ligne de séparation entre ces deux parties de l'Afrique, que ce soit sur l'une ou l'autre carte, passe en plein à travers le Soudan, coupant le Nil vers Khartoum, sa capitale, là où les cataractes se terminent, avec la sixième, et où le principal affluent du Nil, le Nil bleu, dévalant des massifs éthiopiens, vient rejoindre le Nil proprement dit. Un tiers à peu près de l'Etat du Soudan se trouve au nord de cette ligne, et deux tiers au sud.

A cette différence géographique correspond naturellement une différence ethnique. Les pasteurs nomades du Nord sont, comme en Egypte, des Arabes et des Berbères ; les cultivateurs, partiellement ou totalement sédentaires, du Sud, sont généralement, des nègres soudanais, ou des nègres Bantous, comme ceux des pays situés plus au Sud.

(1) Maurette. **Afrique équatoriale, orientale et australe.** Page 231.

Dès lors, puisque le Soudan est non une unité, mais une dualité, une dualité particulièrement accusée, et dont l'un des deux éléments forme, au contraire, une unité avec le pays « étranger » qui la borde au nord, et l'autre, une unité, ou quasi-unité, avec celui qui la borde au sud, pourquoi vouloir continuer à en faire une formation politique unique, au lieu de la diviser en deux formations correspondant chacune aux deux unités climatiques et ethniques dont le pays se compose ?

Ce qui donne à cette question tout son sens, c'est la division politique qui règne actuellement parmi les habitants du Soudan.

On sait que, depuis que la question du rattachement du Soudan à l'Egypte ou de son indépendance sous l'égide de l'Angleterre, a été posée, deux partis se sont constitués au Soudan. L'un soutient le rattachement à l'Egypte, l'autre, le parti Umma, le parti « du peuple », réclame l'indépendance.

En dehors du fait que le premier de ces partis est, naturellement, soutenu par l'Egypte, et le second par la Grande-Bretagne, on sait peu de chose sur ces deux partis, si ce n'est, cependant, cette chose très importante : que le parti pro-égyptien recrute ses adhérents surtout dans le Nord du Soudan, tandis que le parti Umma les recrute surtout dans le Sud.

Dès lors, tout s'éclaire : la division politique des Soudanais correspond à la division ethnico-géographique du pays. Le parti pro-égyptien est le parti du Soudan du Nord, le parti du Soudan du désert ; s'il se trouve porté à réclamer le rattachement à l'Egypte, c'est que le Soudan du Nord et ses habitants sont semblables, comme conditions de vie et comme race, à ceux de l'Egypte ; quant au parti de l'indépendance, c'est le parti du Soudan du Sud, du Soudan de la savane, qui ne veut point du rattachement à l'Egypte parce que rien, à aucun point de vue, ne rattache le Soudan du Sud à ce pays et à son peuple.

La véritable solution de la question soudanaise, solution qui n'est point seulement un compromis politique, une de ces cotes mal taillées où l'on partage la poire en deux, mais qui est une solution non seulement « raisonnable » mais rationnelle, c'est donc la brisure de cette formation politique artificielle qu'est l'actuel Soudan, dont l'unité politique ne résulte que des hasards de la conquête (2), et l'attribution à chacun des deux Soudan de ce que chacun d'eux désire et de ce pour quoi chacun des deux est fait : au Soudan du désert, sa réunion avec l'Egypte, au Soudan de la savane, son indépendance.

---

(2) Rappelons en deux mots comment se fit cette conquête. Jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle, le Soudan était à peu près demeuré à l'abri des dominations étrangères, mais, au début du XIX[e] siècle, lorsque l'Albanais Mohamed Ali devint le gouverneur, pratiquement indépendant, de l'Egypte (sous la suzeraineté nominale du sultan de Constantinople), il donna à l'économie et à la politique égyptiennes une impulsion considérable, et notamment il pénétra au Soudan et s'établit à Khartoum. Mais, comme les Anglais avaient, dès avant 1882, une grosse influence auprès de la Cour égyptienne, ils obtinrent bientôt de celle-ci que ce soient des nationaux anglais qui fussent nommés gouverneurs du Soudan, pour le compte de l'Egypte. Tout alla bien ainsi jusqu'en 1881, année où les Soudanais se révoltèrent contre l'Egypte et son gouverneur anglais : ce fut le grand soulèvement du mahdi, qui balaya en un rien de temps tout ce qu'il y avait de troupes égypto-britanniques au Soudan et rétablit l'indépendance du pays. Celle-ci devait durer quinze ans. Ce ne fut, en effet, qu'en 1896 que Kitchener, agissant, comme toujours, au nom du khédive d'Egypte, pénétra à nouveau au Soudan à la tête de troupes britanniques et, après deux ans de campagne, en acheva la conquête. C'est de ce moment (1898) que date le régime politique du Soudan qui vient d'être dénoncé par l'Egypte : régime de « condominium », en vertu duquel le Soudan était administré par un gouverneur nommé par l'Egypte sur présentation de l'Angleterre.

L' « EXPERIENCE » RENAULT COMMENCE

On a annoncé officiellement, l'occasion de l'ouverture du salon de l'automobile, que le contrôle établi par l'Etat sur le prix de vente des autos était supprimé. Ce qui, en langage clair, signifie que la « régie nationale » Renault va cesser d'être protégée contre la concurrence. Jusqu'à ce jour, en effet, par le contrôle des prix, l'Etat s'assurait que l'industrie privée, les Citroën, les Peugeot, les Simca, etc., ne vendaient qu'à des prix permettant à Renault de vendre lui-même à des prix lui laissant un bénéfice.

Si l'expérience annoncée se poursuit librement, si la « régie nationale » est obligée de vendre, au moins pendant quelques années, sur un marché librement ouvert à la concurrence, l'expérience sera du plus haut intérêt puisqu'elle fournira le seul exemple, à ma connaissance, d'une entreprise d'Etat luttant sur un pied d'égalité avec des entreprises privées.

Je dis : « le seul exemple, car toutes les autres industries où l'Etat français a procédé à des nationalisations sont soumises au régime du monopole. Ou bien, c'est un monopole d'Etat direct et total, comme dans les tabacs, les houillères, le gaz, l'électricité, etc., où il n'existe rien d'autre que des entreprises d'Etat ; ou bien, c'est un monopole de cartel, comme dans le cas des Assurances ou des Etablissements de Crédit, industries dans lesquelles subsistent à côté des entreprises d'Etat, des entreprises privées, mais qui font obligatoirement partie, à côté des entreprises d'Etat, de cartels, dans lesquels naturellement l'Etat prédomine, et qui fixent souverainement pour tous, des prix uniformes, ce qui pratiquement supprime toute concurrence.

Il est, cependant, malheureusement à craindre que si l'expérience ne se montre pas favorable à la « régie nationale », un cartel avoué ou occulte, ne soit établi également dans l'auto et que la concurrence soit de nouveau bannie de l'industrie automobile française, comme elle l'est de toutes les autres industries où l'Etat possède des entreprises.

R. LOUZON.

N.B. — Je me suis trop pressé, le mois dernier, d'annoncer que la femme hindoue allait « cesser d'être esclave ». Le vote de l'article premier de la loi visant à ce but, que je pensais être le prélude au vote de toute la loi, n'a été émis, paraît-il, que pour pouvoir enterrer la loi. Mystère parlementaire !

Et cet enterrement a amené la démission de l'auteur de la loi, l' « intouchable » Ambedkar.

Dommage ! Mais la transformation de l'Orient n'est certainement pas une petite affaire qui puisse se régler en cinq sec. L'important est que la question soit posée, et que l'on puisse lutter pour elle.

« Faire sentir à l'ouvrier que son cœur bat avec le cœur de l'humanité dans le monde tout entier ; qu'il participe à sa révolte contre l'injustice séculaire, à ses tentatives pour créer de nouvelles institutions sociales, — voilà quelle devrait être, à mon avis, la tâche principale d'un journal révolutionnaire. C'est l'espérance, et non le désespoir, qui fait le succès des révolutions. »

Pierre **KROPOTKINE.**

(« Autour d'une vie ».)

La renaissance du syndicalisme

Une étape de la bataille des salaires

GRÈVE DES EXAMENS ET TRADITIONS SYNDICALISTES

On ne jugera pas encore la grève des examens qui se termine. Mais on peut déjà constater son succès et son efficacité. L'Université fut unanime, de la base au sommet, avec plus d'acharnement encore ici que là. Les tendances se sont estompées. Les syndicats de fonctionnaires ont soutenu un mouvement dont les promoteurs, même autonomes, même non syndiqués, proclamaient qu'il était déterminé par la volonté de revaloriser la fonction publique, et non les seules fonctions universitaires. La presse bourgeoise, tenue de condamner la grève en son principe, accordait aux grévistes le bénéfice d'une information objective, même d'une sollicitude attendrissante. Ici, nous serions tentés d'approuver... par principe.

L' « action directe », sous ses multiples aspects, ne se confond pas avec la seule « révolte de la misère ». Au sein de la classe ouvrière, elle eut souvent pour objet la défense du métier, le respect de la dignité professionnelle, et pour exécutants des travailleurs relativement favorisés. Elle a toujours, à nos yeux, l'inappréciable mérite de passer par-dessus les intermédiaires politiques... ou autres, et de rendre chacun responsable directement du sort de tous...

Que le public souffre de la paralysie d'un service public, comme de toute grève massive dans une industrie importante, ce n'est pas une objection, ce serait plutôt une justification. C'est par là que le mouvement peut atteindre son but. Il serait puéril et hypocrite de le nier. C'est vrai, pour la grève des examens, comme pour la grève des transports parisiens. Espérons que le professeur qui, hier, laissait tomber le crayon du correcteur, ne s'indignera plus d'user ses semelles, lorsque les amis de la R.A.T.P. déserteront les dépôts et les stations !

SOUVENIRS DE VINGT ANS...

Nous voudrions simplement, à l'occasion de cette grève, évoquer quelques souvenirs et éclairer certaines positions syndicales.

Ce fut en 1931, il y a quelque vingt ans, que la Fédération confédérée de l'enseignement lança, pour la première fois, le mot d'ordre de grève des examens. L'application n'en fut certes pas unanime. Des syndicats nationaux refusèrent formellement de s'y soumettre. Au sein des autres, d'importantes minorités méprisèrent la discipline fédérale et syndicale. Au lendemain du mouvement, on s'agita dans une atmosphère de scission morale, où les condamnations, les invectives, les imprécations se heurtèrent... jusqu'à l'épuisement et la lassitude. Les chefs (à quelques rares exceptions près), des directeurs du ministère aux plus obscurs des inspecteurs primaires, se révélèrent comme les agents d'une autorité intransigeante, souvent agressive. L'opinion publique en général s'excita contre les grévistes. Et il y a loin des homélies de François Mauriac ou des objurgations amicales de Rémy Roure à la sénile férocité de certain « éditorialiste » du *Temps*... que notre spirituel Louis Roussel représentait avec un sabre de bois et un cerceau à musique !

La comparaison des deux mouvements prouverait sans doute le renforcement du syndicalisme universitaire, en même temps que l'ébranlement des positions traditionnelles (depuis 1936 et surtout depuis 1940, il n'est guère d'institutions qui soient demeurées stables). Mais il importe de confronter aussi les revendications essentielles. En 1931, il s'agissait de la réforme du système d'avancement, de l'accélération des promotions, *donc de l'amélioration du sort des jeunes*. On n'obtint pas satisfaction. Mais en 1932, une nouvelle loi diminua sensiblement la longueur des étapes. Et la bataille contre la déflation, puis contre les menaces fascistes, regroupa les syndicats et les syndiqués.

Cette fois, de quoi s'agit-il essentiellement ? L'acrobatie sur les indices a quelque peu obscurci la question. Les traitements publics sont-ils revalorisés, proportionnellement à la revalorisation des salaires privés ? Actuellement, le fonctionnaire de la deuxième catégorie reçoit à Paris une rémunération annuelle de 237.000 francs. Ce qui, approximativement, en prenant comme base les traitements de 1939, porte à 17 le coefficient de revalorisation. Le manœuvre parisien de la métallurgie gagnait 8 fr. 25 de l'heure en 1939. S'il touche aujourd'hui 110 francs, le coefficient s'établit à un peu plus de 13. Mais en 1939, sur la base de 40 heures (sans tenir compte des heures supplémentaires fort lourdes déjà à cette époque) le manœuvre parisien recevait en une année de 3 à 4.000 francs de plus que le fonctionnaire de dernière catégorie.

Valière (dans l'*Ecole Emancipée*) et Chéramy (dans l'*Unité*) constatant cette anomalie qui fausse toutes les comparaisons, incriminent les dirigeants des syndicats de fonctionnaires et services publics de l'époque qui n'ont pas voulu joindre leurs troupes aux masses ouvrières soulevées en 1936. Explication séduisante, romanesque, qui confirme l'idée préalable : la trahison permanente des leaders... On ose à peine opposer des souvenirs précis. En 1936, il s'agissait de liquider la politique de déflation engagée en France — avec un temps de retard — à la suite de la grande crise mondiale de 1929. Cette politique, sur le plan législatif, avait pour but d'aligner les traitements publics sur les salaires privés. Ce qui fut obtenu par les décrets-lois de 1934 et de 1935 amputant de 15 % les traitements (48 % d'amputation sur la rémunération globale d'un ménage d'instituteurs parisiens). Encore les agents des services publics n'avaient-ils pas connu les effets désespérants du chômage total ou partiel.

Le magnifique mouvement ouvrier de juin 1936 aboutit aux accords Matignon, qui, outre un relèvement normal des salaires, apportaient à la classe ouvrière des avantages dont les agents des services publics bénéficiaient depuis longtemps. Dans le même temps, le gouvernement annulait purement et simplement les décrets-lois de 1934 et de 1935. La parité était donc maintenue. Je me souviens, avec émotion, des propos échangés au bureau du Syndicat des instituteurs, où la sensibilité n'étouffait pas sous les « impératifs » des tendances organisées, lorsque l'on apprit que Blum se retirerait, si les services publics se joignaient au mouvement. Une détermination spontanée et unanime « *Servir d'abord la classe ouvrière !* ». Sans doute, la fuite du gouvernement de Rassemblement ne nous intéressait-elle que parce qu'elle posait l'alternative en termes dramatiques. Ou l'échec du mouvement ouvrier... ou la prise révolutionnaire du pouvoir ? Celle-ci était-elle possible « objectivement » et voulue « subjectivement » ? On peut en discuter. Mais il ne faut pas rabaisser le débat à une question de traitements, résolue automatiquement.

En réalité, il s'agit d'un effort mené pendant cinquante ans, pour élever les fonctionnaires de base au rang de salariés ordinaires. Effort interrompu pendant la période de déflation, lorsqu'il s'agissait de maintenir et non de conquérir. Effort repris en 1945, dont on crut avoir atteint le terme par le fameux *Statut de la fonction publique*, en 1946, qui fixait impérativement le traitement de base à 120 pour cent du minimum vital. Des résultats ont été obtenus. S'ils sont insuffisants et fragiles, c'est la faute, Valière et Chéramy, de ceux qui ont subordonné le syndicalisme à la politique « bipartite ». Pas la vôtre, certes. Mais pas la nôtre non plus !

RECLASSEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE

Mais ce désaccord ... « historique » avec les camarades de l'*Ecole Emancipée*, ne nous empêche pas de nous féliciter de leur résistance aux tendances « hiérarchiques » qui dominent dans toutes les organisations syndicales de fonctionnaires. Là encore, il convient d'abord d'éclairer un débat confus.

En fait, nous sommes au point de convergence de trois actions différentes par leurs motifs et leurs buts. D'abord l'action demi-séculaire pour le reclassement général de la fonction publique. Pas de doute à ce sujet. Le syndicalisme en général ne peut qu'y gagner. Il est de l'intérêt de la classe ouvrière que disparaisse la distinction fondamentale entre le service public et l'industrie privée. On pouvait, avant la guerre, laisser les ouvriers combattre, pour s'aligner ensuite, sans combat, sur les positions conquises. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Ce sont quelquefois les services publics qui déclenchent le mouvement général — et la grève de la R.A.T.P. de mars dernier a permis aux métallurgistes d'obtenir, sans grève, de nouveaux accords de salaires. D'autre part, il faut se féliciter d'un relèvement des traitements publics qui crée un pôle attractif pour des travailleurs qualifiés et diminue ainsi la fameuse « armée de réserve ». La même solidarité ne nous anime guère, lorsqu'il s'agit des « cadres supérieurs ». Le Français moyen cependant peut-il admettre que des intérêts privés soient mieux servis que l'intérêt public ? Vers 1930, on citait l'exemple d'un directeur du budget, qui avait démissionné pour entrer au service d'une grande banque et dont la rémunération avait quadruplé... au minimum !

Une deuxième action double et renforce la première... et se confond, en fin de compte, avec la bataille générale des salaires. Sur les bases établies en 1946, il s'agit de revaloriser les traitements, compte tenu de l'augmentation du prix de la vie. Rappelons que « l'échelle mobile » est née, en France, dans les syndicats des services publics, où l'on en discutait dès 1925. (On parlait aussi à cette époque, de « salaire-or »).

RECLASSEMENT DE L'UNIVERSITE

Mais à l'intérieur des administrations, s'est poursuivie l'opération de péréquation générale, engagée en 1919, qui, confondue avec la première, a abouti au reclassement général, dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs. Il s'agit essentiellement d'établir des parités entre les diverses administrations. On peut réserver son opinion sur certains aspects de ce monument historique. On ne conteste pas qu'il a porté l'Université à un niveau supérieur à celui que l'on pouvait espérer, lors des luttes syndicales d'antan. N'oublions pas qu'en 1912, au congrès de Chambéry, nos aînés revendiquaient pour une *valorisation* qui aurait doublé les traitements alors que la monnaie était stable, et que les prix variaient lentement. En 1906, les imprimeurs se battaient pour les 7 fr. 20 par jour, et le traitement de l'instituteur rural variait entre 50 et 80 francs par mois. En 1939, le spécialiste de la métallurgie parisienne gagnait dans son année de 20.000 à 23.000 francs. L'instituteur stagiaire débutait à 12.000 francs environ, en province, à 19.000 francs environ à Paris (toutes indemnités comprises). Cependant que les examens et concours imposaient une sélection de plus en plus rigoureuse. Il ne faut donc pas s'étonner que le coefficient de revalorisation dans l'Université soit nettement supérieur à celui des industries privées et de la plupart des autres administrations. Le directeur d'école parisienne, au sommet de l'échelle, recevait de l'Etat en 1939 : 31.750 fr. environ par an. Il reçoit aujourd'hui, après la dernière augmentation, 840.072 francs (soit 28 fois plus). Le stagiaire parisien recevait de l'Etat en 1939 : 14.647 fr. 20 et 369.828 francs aujourd'hui (soit 25 fois plus). Nous n'avons pas à dissimuler ces résultats qui n'ont pas été obtenus sans d'âpres luttes syndicales, dont la dernière fut la grève du dernier trimestre de 1947, décrite par Guilloré, dans la *R.P.* Nous n'avons pas caché non plus que l'autonomie pouvait faciliter cette action, que certains — et non des moindres — ont vu dans l'autonomie le moyen de se libérer d'une discipline interfédérale, jugée pesante. Nous ne méprisons pas le corporatisme, qui dans les circonstances présentes, a provoqué, à travers toutes les corporations de fonctionnaires, l'affirmation d'une solidarité spontanée. Mais nous ne le confondons pas avec le syndicalisme universitaire, qui a d'autres traditions et d'autres ambitions.

PERMANENCE DU SYNDICALISME

Que l'on ne s'abuse pas ! Par traditions, nous n'entendons pas une sorte de patrimoine sacré que l'on se transmet de génération en génération — mais les lignes de force d'un mouvement, les caractères permanents d'une institution.

Dans le syndicalisme primaire, ce qui a dominé toutes les luttes corporatives, pendant près d'un demi-siècle, c'est la *notion d'égalité*. Egalité entre les instituteurs et institutrices, entre les ruraux et les urbains, entre les adjoints, les maîtres de cours complémentaire et les directeurs. Egalité que l'on savait bien impossible à réaliser parfaitement, mais dont on entendait ménager l'essentiel. C'est chez nous que naquit l'idée du *traitement unique*. Et si l'on n'en parlait plus guère dans les dernières années d'avant guerre, du moins avait-on cherché à limiter le temps nécessaire pour atteindre le sommet. Sans doute, certains « réalistes » pous-

saient-ils à... « l'étirement des échelles », à la création de catégories, afin de s'aligner sur d'autres corps de fonctionnaires. Ils se heurtèrent toujours à la réaction spontanée de la grande majorité des instituteurs (1).

Jusqu'en 1939, il n'y eut qu'une échelle de traitements pour tout le corps enseignant primaire. Et les indemnités des gens des villes irritaient fort les ruraux. Encore la tendance au nivellement était-elle caractéristique. En 1914, l'instituteur parisien doublait son traitement par ses indemnités municipales. En 1938, le supplément dans le département de la Seine variait de moins de la moitié à moins du quart du traitement d'Etat. Jamais on n'aurait accepté une indemnité de résidence hiérarchisée.

Cette volonté égalitaire n'est pas vaincue. Mais la course au coefficient la neutralise souvent. Les catégories supérieures s'efforcent d'obtenir, par une autonomie relative, la confirmation de leurs privilèges. L'indemnité de résidence varie avec le traitement, c'est-à-dire qu'en s'alourdissant, elle perd sa raison d'être (dans son principe fort contestable, elle ne devait dépendre que de la *résidence*. Pourquoi ne pas hiérarchiser aussi les indemnités pour charges familiales.... comme les Cadres le proposent ?).

Il est facile d'ironiser sur la « démagogie simpliste qui inspire ce nivellement... » Seulement, il ne faut plus parler sérieusement d'esprit démocratique. Ici la vocation se confond avec la fidélité au terroir... ou au quartier des usines. Elle chancelle lorsque l'on pense à la promotion... ou à l'évasion par des voies ouvertes.

Il est sans doute raisonnable de protester contre une revalorisation qui ne respecte pas la hiérarchie. Serons-nous déraisonnables, en déplorant que le coefficent de revalorisation soit plus élevé, chez nous, au sommet qu'à la base ; en s'étonnant d'une opération qui aboutit à 10.600 francs d'augmentation mensuelle pour le directeur d'école contre 3.989 francs au stagiaire. Les projets syndicaux aggraveront-ils notre... surprise ?

S'agit-il seulement de hiérarchie ? On veut bien nous déclarer que nous n'y comprenons rien, qu'il n'est question que de l'application loyale du Statut de la fonction publique. Si l'on ne respecte pas la hiérarchie, on flanque par terre tout le système de reclassement.

Il est vrai que nous nous obstinons à ne pas comprendre. Malgré quelques signes de bonne volonté ! Nous admirons la grande opération qui a établi de l'ordre dans l'administration française, en fixant d'immuables parités et coefficients. Seulement nous préférons toujours — par vicieuse inclination — le mouvement même chaotique à l'état même harmonieux.

Le mouvement — démocratique autrefois, syndicaliste aujourd'hui — tend non au « nivellement par en bas », mais à l'*ascension constante du bas vers le haut*... Nous regrettons de l'écrire avec quelque impudeur. L'écrasement des hiérarchies est dans l'ordre naturel des choses, dans la logique interne de tout le progrès social. En rétablissant, « libérant », aggravant les hiérarchies, le stalinisme a confirmé son caractère de régime réactionnaire, dans le plein sens du mot.

Sans doute, l'égalité de tous les salaires reste-t-elle non une utopie, mais un idéal lointain. Sans doute, convient-il — dans le système actuel — de tenir compte de la qualification professionnelle, d'accorder une prime à l'apprentissage, selon la longueur de celui-ci — ce qui justifie dans l'Université, la différence de traitement entre l'agrégé et l'instituteur. Une prime qui s'ajoute et non un coefficient qui multiplie. Nous avons rejeté la notion fort dangereuse de minimum vital (une gamelle de flotte avec quelques rares haricots représentait notre minimum vital, dans les camps). Nous pouvons cependant tenter de fixer les besoins normaux d'un individu quelconque. Pour nous accorder avec nos camarades des cadres, il suffit qu'ils reconnaissent que les besoins normaux sont les mêmes pour tous les individus. Ce qui veut dire que *le coefficient ne devrait jouer que sur le supplément*.

Supposons en effet — calcul arbitraire — que nous fixions à 30.000 francs le salaire mensuel correspondant à ces besoins *normaux*. Supposons encore que l'échelle accorde à A un coefficient trois fois supérieur à celui de B. Si B perçoit 35.000 francs, A recevra 105.000 francs. En retranchant 30.000 francs, nous obtenons pour A un *supplément* de 75.000 francs, contre 5.000 francs à B. C'est-à-dier que les charges normales, vitales étant assurées, A pourra placer en banque ou en valeurs réelles, une somme 15 fois supérieure à celle que B portera sur son livret de caisse d'épargne.

Vieille histoire encore ! En 1925, lorsqu'il fut question de l'échelle mobile, nous nous prononcions contre l'application automatique de celle-ci et réclamions une indemnité mobile *unique*.

Une dernière observation sur le caractère de la lutte engagée. Nous rejetons la formule « reclassement de la fonction publique », qui tend à créer un ordre de fonctionnaires, distinct des classes sociales. Si la bourgeoisie était prévoyante, elle payerait largement les « grands commis » de l'Etat. Mais nous ne nous substituons pas à elle. On peut fort bien admettre que les cadres des administrations et services publics retrouvent dans la même confédération ceux des industries privées. Les autres, s'ils veulent prendre place dans une confédération ouvrière, doivent revendiquer le titre de salariés. Que le traitement public soit par nature distinct du salaire privé, nous n'en discutons pas ici. Car en cette affaire tout dépend de la volonté des hommes, des travailleurs. Veulent-ils être honorés des privilèges de la fonction publique ? Qu'ils cherchent dans les institutions de l'Etat des défenseurs et des protecteurs ! Sinon qu'ils acceptent pleinement la solidarité ouvrière, avec tout ce que cela implique comme moyens d'action, comme nécessaire discipline, comme obligations morales !

Roger **HAGNAUER**.

(1) Cette tendance a cependant été contrariée par l'institution de la « classe exceptionnelle ». Mais on s'est efforcé, contrairement à l'idée de ses promoteurs, d'en faire bénéficier la grande majorité du personnel. Ce qui avait l'avantage de revaloriser les pensions de retraites insuffisantes.

ERRATUM

Dans l'article « **Le syndicalisme universitaire et la défense de la liberté** », de Michel Collinet, une erreur s'est glissée dans le sixième alinéa de la première colonne qui renverse le sens d'une phrase. (Voir « R. P. » octobre 1951).

Au lieu de :

« Ainsi le syndicalisme français, mettant l'accent sur les besoins et la volonté de la classe ouvrière se **confiait par** son action à un mystérieux déterminisme.... »

Il faut lire : « **ne confiait pas** ».

L'ABONDANCE DE LA COPIE nous oblige à remettre au prochain numéro la publication d'une note importante de Jordi Arquer sur le rôle d'Alvarez del Vayo dans la guerre d'Espagne, et depuis.

La bataille ouvrière au jour le jour

Dans la presse parisienne

L'absence de bases objectives et contrôlables pour le calcul des indices du coût de la vie est à l'origine des conflits dans les imprimeries de presse de Paris.

L'application de l'échelle mobile des salaires ne donnait, au 1er octobre, qu'une augmentation dérisoire et hors de proportion avec les condition actuelles de vie.

Le mécontentement des ouvriers de presse ne pouvait que s'accentuer devant la mauvaise volonté évidente des patrons pour conclure, par des accords satisfaisants, les trop nombreuses entrevues stériles et les discussions entre délégations patronales et ouvrières.

Un conflit éclata d'abord au « Figaro » où l'équipe, unanime, demandait une revalorisation des salaires de 350 francs par service. Les délégués reçus par la direction se virent opposer les difficultés actuelles de la presse et les avantages « maison » consentis. Les délégués, s'appuyant sur une menace de grève, exigèrent une réponse dans les 24 heures.

Le lendemain, après une heure d'arrêt du travail, les délégués obtenaient satisfaction. La direction accordait l'augmentation demandée, mais mettait en cause le principe des primes accordées jusqu'ici.

Il est utile de noter l'esprit paternaliste qui anime cette entreprise, esprit qui n'est pas sans créer certaines difficultés entre ouvriers nouveaux et anciens, entre ceux-ci et ceux des autres entreprises de presse. Une répartition des bénéfices sous forme de primes : de vacances, au mois de juin, et de fin d'année, en décembre, doublait presque les paies de ces deux mois. Ces primes n'étaient attribuées qu'aux ouvriers ayant travaillé l'année complète. Les jours d'absence abaissaient proportionnellement ces primes, et en dessous d'un nombre donné de jours de travail plus rien n'était accordé. Les ouvriers de l'équipe de jour touchaient moins que ceux de l'équipe de nuit. Les nouveaux embauchés, les malades, etc. étaient donc défavorisés ; un délégué avait même été privé de ces avantages facultatifs.

Les délégués se rendant compte que la direction exerçait un véritable chantage à la « sagesse » avec ce mode de rémunération demandèrent aux équipes de composition leur accord pour réclamer une nouvelle augmentation en remplacement de ces primes devenues aléatoires.

Une minorité s'entêta à demander le maintien des répartitions de bénéfices. Pour ces camarades la direction n'avait aucune raison de réduire les avantages consentis, au contraire ceux-ci seraient, sans aucun doute, revalorisés. Ils oubliaient seulement qu'ils s'en remettaient au bon vouloir de la direction, à la charité patronale. Ils auraient pour les faire patienter pendant six mois, la « carotte de l'âne » devant le nez. L'espoir d'un avantage personnel leur faisait perdre de vue le vieux principe syndical : à travail égal, salaire égal.

Les délégués réussirent à convaincre la grosse majorité des camarades de la nécessité de cette revendication supplémentaire, 150 francs par service, pour obtenir un salaire fixe et égal pour tous. Après quelques entrevues, satisfaction était accordée. La combativité des ouvriers était récompensée, leur exemple incitait les équipes de « Sport complet » et de « l'Information » à revendiquer et à arrêter le travail à leur tour. Un mouvement général était à craindre pour les patrons et le Syndicat de la presse parisienne signa avec le Comité intersyndical du Livre l'accord suivant :

— A compter du 1er octobre 1951, les salaires sont majorés de 5,45 % ; une majoration de 4,55 % est en outre accordée comme premier palier de revalorisation des salaires.

— Les prochains paliers de revalorisation seront fixés ensuite en commission technique. Ils seront de 3 %.

— La retraite ouvrière jouera à partir du 1er janvier 1952.

— Les augmentations pour revalorisation présentes ou futures seront imputables sur les primes de toutes sortes là où elles existent.

— Le Comité intersyndical s'engage formellement à faire reprendre immédiatement le travail dans toutes les entreprises et s'engage à empêcher le retour d'actions isolées dans les ateliers, sous quelque forme que ce soit.

L'action des militants de la base n'a peut-être pas reçu la bénédiction des dirigeants syndicaux, elle est, comme toujours, malgré tout payante.

A. DELBES.

Dans l'hôtellerie cannoise

Voici le communiqué que l'on put lire, un jour du mois de septembre, dans la presse quotidienne de la Côte d'Azur à la rubrique de Cannes.

Employés F.O. des Hôtels, Cafés, Restaurants !

La saison d'été est terminée, beaucoup d'entre vous ont été licenciés, vous devez par conséquent savoir qu'il est possible de faire valoir vos droits, pendant six mois après la date de votre licenciement.

Ne pas oublier que l'on vous devait :

1. Indemnité de licenciement ou préavis.

2. Salaire conforme aux accords syndicaux.

3. Indemnité de nourriture ou nourriture.

4. Congé payé supplémentaire pour les mères de famille.

5. Les primes de saisons.

6. Les majorations de 25 % et de 50 % pour les heures au-dessus de 50 par semaine.

7. Les jours chômés récupérés ou payés double.

Notre service de contentieux social se chargera de toutes démarches utiles pour faire valoir vos droits, sans aucune obligation de votre part.

Permanence tous les soirs de 17 h. 30 à 19 h.

Suit l'adresse et le numéro de téléphone de l'Union locale F.O. de Cannes.

Puis, d'autres communiqués suivirent, tel celui-ci :

Employés F.O. des Cafés et Restaurants

Depuis le 10 septembre, le salaire minimum est augmenté.

Beaucoup d'employés ont été licenciés sans qu'on tienne compte du rajustement qui découle de cette augmentation. D'après la loi, vous avez la possibilité d'obtenir un rappel.

Faites vérifier vos bulletins de salaires par notre contentieux social qui se chargera de toutes démarches utiles sans obligations de votre part.

Permanence tous les soirs de 17 h. 30 à 19 h.

Les communiqués amènent un beau remue-ménage dans l'hôtellerie, principale industrie de Cannes.

Tous les travailleurs saisonniers de la femme de chambre au barman, se précipitèrent au siège de l'Union locale, pour signaler, la plupart, que leurs patrons ne leur avaient payé leurs heures supplémentaires ou les jours de congé pendant lesquels ils avaient travaillé, que comme des heures ou des jours ordinaires, sans majoration.

Des démarches énergiques furent alors entreprises, auprès des patrons fautifs, qui permirent aux salariés de l'hôtellerie cannoise de récupérer des sommes allant de quelques milliers de francs à 50.000 fr. par tête, et dont le total atteint déjà plusieurs centaines de milliers de francs. Et ça continue...

Nota. — **Nous voudrions bien alimenter au maximum cette rubrique de la « Bataille quotidienne », que nous inaugurons aujourd'hui. Trop souvent, et depuis trop longtemps, les regards sont uniquement fixés sur ce qui se passe « en haut », sur les conversations et les conventions entre états-majors. Or, c'est en bas, à la base, que les vraies batailles se livrent. C'est pourquoi il serait nécessaire que tous les militants, tous nos camarades, tous nos lecteurs, nous signalent chaque bataille, chaque initiative notable qui se produit dans leur coin, au fur et à mesure qu'elles ont lieu. Pouvons-nous compter sur eux ?**

LIVRES — REVUES

LA LIBERATION DE LA FRANCE. Comment la France fut occupée. — Comment la France fut libérée. 1940-1945. Par M. JOUBERT. — Editeur Payot - 201 pages. 540 fr.

On n'a pas oublié les manifestations indécentes dont l'hystérie vichyssoise a marqué les derniers jours de Pétain. Elles rejoignent les acquittements de tortionnaires et de bourreaux, les poursuites contre les résistants qui, à chaud, exécutèrent les traîtres, les invites équivoques à l'apaisement, le coup de la bonne foi trompée, la perspective d'un procès en révision qui, faisant litière d'accusations partisanes, placera la belle tête d'Epinal du maréchal dans le second volet du diptyque de la victoire. J'apprends que samedi 27 octobre on brûlera l'encens de la gratitude en l'honneur du grand chef ; c'est bien le moins que Mgr Feltin puisse faire.

Je ne dirai pas qu'à son tour M. Joubert veuille faire l'apologie des actes de Vichy. Mais nous lisons p. 25 à propos de l'exécution des otages à Bordeaux, Châteaubriant et Nantes :

Le gouvernement français élève des protestations contre ce procédé.

Pour pallier le manque de main-d'œuvre dans l'agriculture, Vichy invite, en juin 1942, les ouvriers à relever leurs camarades paysans prisonniers. Mais l'Allemand, ce fourbe, dénature ce qui eût été un bel acte de solidarité fraternelle : "

Lorsque le système est mis en application, les Autorités nazies ne veulent libérer qu'un prisonnier pour trois travailleurs qu'elles reçoivent (p. 28).

Puis c'est le S.T.O., ce sont les prisonniers devenus travailleurs civils, les départs pour l'Allemagne :

« **Le gouvernement nazi obtient que les jeunes Français soient mobilisés pour le S.T.O.** »

« Obtient » par complaisance ? Non ! Sous la contrainte, très certainement.

« **L'opinion publique se soulevait contre toutes ces exigences qui faisaient litière de la liberté individuelle et de la dignité nationale** » sur lesquelles Pétain veillait jalousement sans doute.

P. 45, sur les exactions allemandes de 1943 dans l'ex-zone dite libre :

« **Le gouvernement élève de vives protestations contre cette succession de coups de force qui brime son autorité. Des négociations s'engagent. Nos organismes intéressés défendent énergiquement et habilement les intérêts français.** »

En bref, Vichy berné fait barrage, Vichy proteste, Vichy résiste.

Et ceci, à propos des chantiers de jeunesse :

P. 56 : « **Le gouvernement forme le dessein de redonner foi (aux jeunes gens) dans les destinées de la Patrie, et leur inculquer le goût de l'effort en commun dans la discipline et le travail.** »

P. 60, le but de l'Association des « Compagnons de France » est de « **Poursuivre la formation morale, civique, professionnelle des jeunes chômeurs et réfugiés, âgés de 16 à 20 ans.** »

J'entends encore le « **Maréchal nous voilà** » que chantaient les gosses de l'école libre dans les rues du 2e Arrt, les couplets sur la facilité, le laisser-aller, la peur du risque et de l'effort, le débraillé, la passivité des années d'avant 1939. Et les prêches sur l'austérité et la pénitence ! Il était temps qu'un Maréchal vint et enseignât aux paroles la dignité dans le taudis.

C'est ainsi que M. Joubert présente le rôle joué par Vichy. Le ton ne cherche pas à heurter, il est apparemment neutre, objectif ; un Vichy qu'on ne soupçonnait pas chemine sans bruit dans l'ombre de la Résistance.

Encore une fois le propos de l'auteur n'est pas la réhabilitation de Vichy. Ce n'est que fortuitement, avec adresse il faut le dire, qu'il tente de la présenter en traitant de l'occupation de la France et de sa libération. Il ne retient des faits militaires que ceux qui intéressent directement notre pays : l'occupation, la Résistance intérieure et extérieure, le débarquement sur les côtes d'Afrique et de France.

La délivrance de notre pays s'est imposée aux Nations Unies comme une nécessité. La France occupe dans le monde une place privilégiée qu'elle doit à son rayonnement artistique et intellectuel ; c'est la terre d'accueil de toute penste généreuse, le foyer de la liberté, le refuge des valeurs spirituelles ; la France est riche de la diversité de ses ciels et de ses paysages, de l'heureux modelé de son relief. Sensibles à ces prestiges, pour hâter sa libération, les Alliés l'ont choisie comme terre d'invasion.

Des raisons stratégiques, que l'auteur indique du reste, et politiques ont dû certainement aussi guider leur choix.

Les pages les mieux venues traitent de la Résistance. Le recul dans le temps, nécessaire à l'histoire, manque ici. Que M. Joubert ne le regrette pas. Ce recul eût glacé la passion qui cerne les faits. De la Résistance, on doit parler avec ferveur. Et c'est avec ferveur qu'il retrace l'histoire des divers courants de la Résistance, avec émotion qu'il évoque nos morts. Rappelons les chiffres qu'il donne et qu'on ne redira jamais assez :

De 1940 à 1945 : résitants tués : 22.219 ; déportés politiques : 175.000 ; déportés raciaux : 237.000.

Deux noms, deux symboles : St-Exupéry, Jean Prévost. Peut-être eût-il mieux valu ne citer aucun nom et rouler dans le même linceul ceux qui moururent « **sans bouger, dans d'immenses efforts** ». Qu'on veuille excuser cette citation mais c'est avec force qu'elle s'imposa à moi quand on connut les horreurs des camps de déportés.

Le lecteur puisera d'utiles renseignements sur les faits militaires présentés souvent sous la forme d'éphémérides. La seconde partie du livre « **Comment la France fut libérée** » dit l'essentiel, et quand l'auteur juge à propos d'insister sur certains aspects de la lutte, c'est avec clarté qu'il le fait. Pas de détails qui, certes ont leur importance, mais ne pourraient qu'alourdir un texte qui se propose, et qui est, un excellent résumé des opérations qui se sont déroulées sur notre territoire.

Livre à lire. Mais pourquoi l'avoir gâté en tentant de concilier ce qui est inconciliable. On nous propose de faire route ensemble. Nous avons souvent parcouru le même chemin et chaque fois nous sommes tombés dans le fossé que, rivés aux étoiles, nos yeux n'avaient pas vu. Une ligne de démarcation séparera toujours le camp de la liberté de celui de la servitude. Et Pétain rejoindra les Thiers, les Galliffet, les Bugeaud « **au pilori éternel où l'histoire les a cloués** ». **L. LERAY.**

NOTES DE LECTURE

Bertram D. Wolfe a consacré plus de dix ans à enquêter sur les origines de la Révolution russe et il a donné le résultat de ses recherches sous forme d'une triple biographie parue en un seul volume aux Etats-Unis : « Trois qui firent une Révolution ».

L'édition française chez Calmann-Lévy dans la collection « Liberté de l'Esprit » que dirige Raymond Aron, est due à la traduction de R. Guyonnet. Elle est scindée en trois volumes : **La Jeunesse de Lénine** parue en mai (280 p. - 390 fr.). **Lénine et Trotsky** qui vient de sortir des presses, **Lénine, Trotsky et Staline** qui verra le jour dans quelque temps.

Bertram D. Wolfe ne s'attache pas, dans **La Jeunesse de Lénine**, à nous retracer par le menu les faits et gestes de son héros mais plutôt à l'étudier sociologiquement et psychologiquement et ses jugements, éloignés de l'adulation comme de la détraction, présentent un réel intérêt.

Après avoir montré dans le premier chapitre de son ouvrage l'importance trop souvent méconnue du passé russe dans l'Etat soviétique actuel, l'auteur étudie la formation spirituelle du jeune Lénine au sein d'une famille aux « **idées conservatrices mais non réactionnaires** ». Chemin faisant, il détruit bon nombre de légendes, qu'elles soient dues à l'hagiographie soviétique ou à la dénigration systématique de certains adversaires.

Retracer les étapes de la vie si remplie de Lénine entraînerait très loin. Qu'il suffise de dire que Wolfe suit Lénine dans toute sa carrière révolutionnaire de-

puis son expulsion de l'université de Kagan d'où il fut, selon le mot de Trotsky, « précipité dans l'université du marxisme » jusqu'à sa rencontre à Londres, en 1902, avec Pero qu'il fait entrer au Comité directeur de l'**Iskra** afin d'y avoir la majorité contre Plekhanov et les « anciens ».

Pero ou Léon Trotsky.

Le second acte du drame va commencer.

Notre ami Elie Reynier vient de faire paraitre son **Histoire de Privas (Epoque contemporaine 1789-1950)**. Maurice Dommanget a consacré à cet ouvrage que nous espérons bientôt analyser ici-même un article élogieux dans le numéro du 11 octobre de l'**Ecole Libératrice.**

Les Partis politiques que Maurice Duverger édite chez A. Colin nous paraît être, si l'on en juge par quelques extraits qu'en donne **Le Monde**, un ouvrage particulièrement attachant. Dans la conclusion notamment — nous espérons pouvoir bientôt analyser l'ouvrage — Duverger porte sur les partis des jugements de valeur dont voici un exemple. Leur structure intérieure, écrit-il, est « **essentiellement autocratique et oligarchique ; les chefs... tendent à former une classe dirigeante isolée des militants, une caste plus ou moins fermée sur elle-même.** » N'en est-il pas de même dans les syndicats ? Pour ma part j'ai depuis longtemps été frappé par ce fait que, dans les organisations ouvrières, partis et syndicats, des hommes, qui se font les champions de la démocratie, se satisfont très bien d'être élus aux postes de direction selon des méthodes qu'ils dénoncent avec véhémence dans la vie publique. Pourquoi s'étonner que, parvenus au pouvoir, ces hommes étendent à la nation entière les procédés qu'ils ont de tout temps pratiqués dans les organismes qu'ils dirigeaient ?

La démocratie n'est pas seulement une médication à usage externe...

La vérité sur le drame polonais de septembre 1939 de V. Grosz, ambassadeur de Pologne à Prague, éditions du Pavillon, est une étude qui vise, ainsi que le souligne P. Cot dans sa préface « à permettre de comprendre les causes de la plus grande tragédie de l'histoire nationale du peuple polonais ».

L'auteur voit ces causes dans « la mégalomanie de la politique de grandeur » des hommes d'état polonais d'avant guerre, dans leur mentalité de féodaux moyenâgeux et dans un antisoviétisme borné qui les poussa, pour mieux être étouffés, dans les bras de Hitler.

Je signale à ce propos qu'un plaidoyer posthume du colonel Beck vient de paraitre aux éditions de la Baconnière sous le titre : **Dernier Rapport. Politique polonaise 1926-1939.**

On s'est étonné que la **Bibliographie de la France** du 19 octobre annonce comme sortant des presses un ouvrage mis en vente depuis mai 1950. Nous profiterons néammoins de l'occasion pour en dire quelques mots aux lecteurs de la **R. P.**

Il s'agit de l'ouvrage d'Edouard Dolléans-Michel Crozier, **Chronologie et Bibliographie des mouvements ouvrier et socialiste de 1750 à 1918 (Agleterre, France, Allemagne, Etats-Unis).** Editions Ouvrières, Paris.

Son titre est suffisamment explicite pour se passer de commentaires. L'historien, l'étudiant, le curieux d'histoire sociale ne disposait jusqu'alors d'aucun ouvrage d'ensemble pour se documenter sur une question dont il désirait aborder l'étude. C'est assez dire quel vide comble l'étude de Dolléans-Crozier. Elle s'étendra prochainement à d'autres pays et pourra servir de base à la Biographie internationale des mouvements ouvrirs que l'Institut français d'Histoire sociale envisage d'entreprendre sous les auspices d'une Fédération internationale des instituts sociaux en voie de création.

Les éditions Sudel ont inauguré récemment une collection « Les Grands Educateurs Socialistes » qui se présente sous forme de petits fascicules d'une cinquantaine de pages dus à la plume de notre camarade Dommanget (chaque brochure 90 fr., franco 98 fr.). Ont déjà paru : **Albert Thierry, Proudhon, Marx et Engels, Paul Robin.**

Chacun connait la valeur des travaux de Dommanget et, en avril dernier, A.-V. Jacquet disait aux lecteurs de la **R. P.** le « beau et grand livre » qu'était son **Sylvain Maréchal.** Les brochures que nous venons de citer sont de la même veine. Petites par leur volume, elles n'en sont pas moins riches par leur contenu et la bibliographie sommaire qui les accompagne montre suffisamment le sérieux des recherches auxquelles s'est livré Dommanget.

Mon intention n'est pas de résumer chacune d'elles. Leur prix modique permet aux militants de les acquérir et je ne voudrais pas les déflorer par une trop rapide analyse. Je me borne à signaler que les vues pédagogiques jamais indifférentes de nos grands ancêtres intéresseront sans doute plus particulièrement les enseignants mais qu'elles peuvent être également méditées avec profit par ceux qui ne sont pas de la maison.

REVUES

Dans **Preuves**, première année, numéro 7, Maximilien Rubel consacre un article — à suivre — à la question de l'édition de l'œuvre de Marx-Engels par les soins de l'Institut soviétique que Riazanov dirigea jusqu'en 1931. Nous en reparlerons.

On peut ne pas être d'accord avec les articles ou certains articles publiés par les **Cahiers critiques du Communisme** — éditions « Monde Nouveau », 185, rue de la Pompe, Paris-16e — mais on conviendra que cette publication comble une lacune par les comptes rendus qu'elle donne chaque mois de toutes les éditions françaises et étrangères, favorables ou hostiles concernant le communisme, le marxisme, le soviétisme.

J. MAITRON.

LES LIVRES DU MOIS

— Colonel Beck : **Dernier Rapport. Politique polonaise 1926-1939.** Editions de la Baconnière. 990 fr.

— M. Duverger : **Les Partis politiques.** A. Colin. 476 p. 1.100 fr.

— G. Ferrero : **Les Deux Révolutions françaises. 1789-1796.** Editions de la Baconnière. 420 fr.

— Jonas Lied, ancien consul de Norvège en Sibérie : **Pionnier en Sibérie et dans la mer de Kara.** Payot. 750 fr.

— J. Noaro : **La Pologne.** Editions Sociales. 312 p. 300 fr.

— M. Prawdin : **Genghis-Khan.** Payot. 630 fr.

— S. Weill : **La Condition ouvrière.** Gallimard. 276 p. 500 fr.

— B. de Wolfe : **Lénine et Trotsky.** Calmann-Lévy. 388 p. 540 fr.

— A. Zévaès : **Jean Jaurès.** La Clé d'Or. 480 fr.

Deux avis

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE

Les camarades qui ont souscrit pour le livre de J. Maitron, sont avisés que l'ouvrage est en cours d'impression. Ils l'auront certainement en mains avant la fin de l'année 1951. Et ils ne seront pas déçus !

L'HISTOIRE DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Notre camarade Arquer serait reconnaissant à tous les camarades possédant des documents (journaux, tracts, brochures, etc...) concernant la Révolution espagnole et la guerre, de les lui communiquer.

Il serait heureux d'en prendre connaissance pour un travail en cours. Ecrire à la « R. P. » qui transmettra.

LES AMIS DE LA R.P. LISENT TOUTE LA REVUE. ILS LISENT MEME LA BANDE D'EXPEDITION ET RENOUVELLENT LEUR ABONNEMENT DES L'ECHEANCE.

FAITS et DOCUMENTS

ADRESSE DE LA CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES A LA CLASSE OUVRIERE DE TCHECOSLOVAQUIE, A L'OCCASION DES ELECTIONS SYNDICALES

Camarades !

La Confédération internationale des syndicats libres à Bruxelles, qui groupe les organisations syndicales de 59 pays, suit au jour le jour le sort et les luttes de la classe ouvrière dans les pays soumis à la dictature stalinienne. Les ouvriers organisés dans des syndicats libres ne reconnaissent pas pour vos représentants les dirigeants des syndicats étatisés, qui prétendent parler en votre nom quoique, non seulement ils ne défendent pas vos droits et vos intérêts, mais même les méconnaissent d'une façon systématique. En revanche, nous nous solidarisons avec vous dans le combat quotidien et multiforme que vous menez contre l'oppression et l'exploitation croissantes ; nous le considérons comme notre propre combat, nous croyons que notre devoir élémentaire est de vous aider de toutes nos forces et nous puisons dans cette conviction l'encouragement et la force dans les luttes que nous menons dans nos propres pays pour l'émancipation de la classe ouvrière.

C'est pourquoi nous avons été vivement satisfaits d'apprendre qu'à l'occasion des élections syndicales qui ont lieu en Tchécoslovaquie depuis le début d'octobre, on a renoncé, pour l'élection des responsables de secteurs et des conseils d'ateliers, à l'ancienne méthode du plébiscite et de l'acclamation, qui avait obligé l'ouvrier à se prononcer publiquement, sous les yeux d'une police toute-puissante, pour ou contre les candidats officiels. Pour la première fois depuis l'instauration du régime stalinien, vous avez la possibilité d'élire au moins les deux organismes inférieurs de l'organisation syndicale par vote secret, de rayer des candidats officiels et de les remplacer par ceux que vous choisirez vous-mêmes. Par rapport à ce qui est normal dans des syndicats véritables, libres, où tous les organismes sont élus librement, ce n'est, bien entendu, pas grand-chose. Mais par rapport à l'état de choses tel qu'il existait jusqu'ici — et qu'il existe dans tous les pays dominés par le Kremlin — c'est là un énorme pas en avant.

I.

Si les dirigeants communistes se sont résolus à cela, ce n'est certes pas volontairement, ni par amour de la démocratie syndicale. Pourquoi auraient-ils tout d'abord privé la classe ouvrière du droit — acquis déjà au début des années 20 — d'élire librement ses organismes représentatifs dans les usines, ainsi que du droit de déterminer librement la composition et l'activité de tous les organismes syndicaux, droits qui avaient existé dès la naissance des syndicats au XIXe siècle ? D'ailleurs, si les manitous communistes se déclarent aujourd'hui les champions de la démocratie dans les syndicats, pourquoi limitent-ils donc les élections libres aux seuls responsables de secteurs et conseils d'ateliers ? Pourquoi ne permettent-ils pas que les conseils d'usines et tous les organismes plus élevés soient, eux aussi, élus de la même façon ? Toutes les déclarations sur la démocratie au sein des syndicats, que les staliniens font tout d'un coup à l'heure actuelle, ne constituent qu'une lamentable tentative de donner à la nécessité le semblant d'une vertu.

Leur décision de permettre une élection libre des responsables de secteurs et des conseils d'ateliers est une concession que la classe ouvrière a arrachée par sa résistance de tous les jours. Ce n'est pas en vain que la lettre bien connue du présidium du Conseil central des syndicats déclare que ceux-ci ont échoué dans toutes les tâches que le régime leur a confiées. Et, en effet, en regardant en arrière, nous constatons que toutes les nombreuses mesures antiouvrières, qui ont été prises pendant les derniers mois, ont manqué leurs objectifs :

— le travail de nuit reste toujours encore exceptionnel, malgré l'insistance du régime ;

— l'émulation des ouvriers au travail, ainsi que les différents engagements qui leur sont imposés, restent dans une grande mesure une clause de style, en dépit de la pression à laquelle le travailleur était exposé notamment au cours de la soi-disant émulation en l'honneur du 1er mai ;

— tous les privilèges et décorations que l'on accorde à ces infâmes briseurs de grèves que sont les « travailleurs de choc » n'ont pas réussi à décomposer les rangs ouvriers, fermement unis dans la résistance contre l'introduction des méthodes stakhanovistes ;

— l'établissement des « totaux obligatoires de salaires » n'a en rien fait fléchir la pression exercée sur les directeurs et les contremaitres par les revendications ouvrières concernant les salaires ;

— au cours de la révision des normes, dans nombre d'usines, on n'a pas réussi à atteindre le pourcentage prescrit ; et en règle générale, le résultat de la révision n'est dans une grande mesure qu'une illusion puisqu'on a serré des normes pour les travaux exceptionnels alors que celles relatives à des travaux courants ont été adoucies ;

— finalement, les différentes mesures concernant le ravitaillement, tels l'augmentation des prix, le retrait des tickets supplémentaires pour des travailleurs de force, les rations diminuées de vivres et de charbon, l'introduction du rationnement des pommes de terre, n'ont contribué qu'à renforcer l'indignation et la combativité des ouvriers ;

— ces temps derniers notamment, toute une série de grèves ont été victorieuses, si bien que les ouvriers ont non seulement obtenu la satisfaction de leurs revendications partielles, mais encore fait cette expérience importante que tout le terrorisme de l'appareil du parti et de la police en apparence toute-puissante perd de son efficacité dès qu'il se heurte à une résistance ouvrière résolue.

Là où la terreur échoue, il ne reste qu'à recourir aux concessions. La décision d'admettre les élections libres des responsables de secteurs et des conseils d'atelier est une suite logique du fait qu'en défendans ses intérêts vitaux la classe ouvrière s'est affirmée plus forte que la police. La concession doit permettre que cette expérience entre dans la conscience des salariés et se transforme en point de départ des combats nouveaux.

II.

Par les élections libres des organismes inférieurs des syndicats, le régime se propose d'éliminer bien des points de friction inutiles qui se produisent dans les ateliers partout là où le responsable syndical provoque la colère des ouvriers en les traitant d'une manière ouvertement hostile et en négligeant avec arrogance leurs petits soucis quotidiens. Le régime espère qu'étant donné le dégoût général pour les syndicats étatisés et les refus fréquents d'accepter les fonctions, ainsi que la peur des persécutions et de la terreur policière, le travailleur n'osera pas utiliser les élections libres pour confier à des ouvriers conscients et solidaires les fonctions et qu'il se bornera par conséquent à éliminer ceux d'entre les candidats officiels qu'il déteste le plus.

La tâche des nouveaux organismes consisterait alors à détourner l'attention de la classe laborieuse de ses grands intérêts vitaux — tels la durée et l'intensité du travail, la protection contre les accidents, le niveau de salaire, la question du logement, le standing de vie, la liberté de prendre et de quitter un emploi, la négociation collective des conditions de travail et des salaires, le droit de grève, la liberté d'organisation syndicale et les libertés civiques fondamentales — pour faire passer au premier plan les griefs peu importants, concernant par exemple la qualité des boissons servies à la cantine, l'aménagement des vestiaires, l'éclairage, la ventilation et le nettoyage de l'atelier, les installations hygiéniques, etc. ; c'est que l'on pourrait donner dans une grande mesure, une suite favorable à ces petits griefs sans pour autant porter atteinte à la tendance générale du régime à renforcer systématiquement l'exploitation de la main-d'œuvre : l'ouvrier obtiendrait les miettes pour mieux se faire prendre des miches entières.

Il ne parait cependant pas que les gros bonnets de Prague soient très sûrs d'obtenir les résultats escomptés de cette façon. La presse communiste et syndicale

officielle, si zélée normalement en vue d'exploiter pour sa propagande la moindre concession accordée aux travailleurs par le gouvernement, fait preuve tout d'un coup d'une discrétion étonnante quand il s'agit d'un événement aussi important que l'autorisation des élections libres aux fonctions de responsables de secteurs et aux conseils d'ateliers. Tout se passe comme si les pontifes du régime craignaient que cette concession ne retienne trop l'attention des travailleurs, que ceux-ci ne se mettent à examiner la façon la plus efficace de l'exploiter ; et qu'ils n'aboutissent à quelques conclusions dangereuses.

Ces appréhensions sont parfaitement justifiées. Si l'on examine à fond toutes les expériences faites jusqu'ici, il se trouve qu'au cas où les ouvriers se décideraient à élire leurs véritables hommes de confiance, et notamment au cas où ils s'y décideraient partout, le danger n'est pas trop grand, de voir ces responsables en proie à la persécution policière. Ce danger existe, bien entendu. Mais même pour la police de M. Kopriva, ce serait une lourde besogne que de vouloir procéder à une arrestation en masse des responsables nouvellement élus ; ceux-ci, en effet, se chiffreront par quelques centaines de mille. Arrêter une telle multitude plus ou moins simultanément, c'est là une tâche pratiquement irréalisable en dépit de tout le perfectionnement que la police subit du point de vue de la technique et de l'organisation dans un Etat totalitaire. Il suffit de rappeler que la plus grande campagne d'arrestations en masse, opérée jusqu'ici en Tchécoslovaquie, à savoir la soi-disant action contre les ennemis de classe de l'automne 1949, n'a frappé que quelques dizaines de milliers d'hommes. C'est là incontestablement un chiffre fort impressionnant. Mais toute arrestation en masse des responsables de secteurs et des conseils d'ateliers devrait frapper des centaines de milliers de personnes. Encore, il ressort des documents authentiques, dont nous disposons, que la vague d'arrestations de l'automne 1949 a dû être préparée du point de vue de l'organisation pendant neuf mois entiers. Et cette comparaison fait abstraction de cette différence essentielle que les victimes des arrestations de l'automne 1949 se recrutaient pour la plupart parmi les couches moyennes qui, par leur position sociale même, sont très mal disposées à répondre à la terreur sommaire par une résistance collective ; or dans toute action contre les responsables syndicaux, la police serait bien obligée de mesurer ses forces avec la classe ouvrière. Et puis, si le régime a pris la décision de faire aux ouvriers une concession d'une telle importance et d'une portée telle que les élections libres des deux catégories de responsables, c'est qu'il s'efforce de les apaiser, même si le prix en devait être très élevé ; c'est donc qu'il a peur. Comment pourrait-il alors avoir tout d'un coup le courage de les provoquer par l'arrestation des hommes auxquels ils ont nettement manifesté leur confiance ? Compte tenu des expériences on peut donc affirmer sans trop hésiter que les forces de la police ne semblent pas suffisantes pour entreprendre une arrestation en masse des militants, pourvu que des militants authentiques soient élus dans la majorité des cas.

III.

Du reste, tous les risques que peut comporter le choix des hommes de confiance authentiques sont compensés par des possibilités énormes qui s'ouvrent de cette façon devant la classe ouvrière pour l'avenir. Si au moins les deux degrés inférieurs de l'organisation syndicale cessaient de fonctionner en tant qu'organismes des syndicats étatisés et se mettaient au travail en tant qu'organismes de la classe ouvrière, si a ulieu de détruire et de négliger les droits des ouvriers ils se mettaient à les défendre, les conseils d'usines, tout en étant élus cette fois-ci encore de la manière ancienne, non démocratique, échapperaient tôt ou tard, eux aussi, au contrôle de la direction des syndicats étatisés. Aujourd'hui déjà, dans toute une série d'usines où la résistance du personnel a dépassé un certain degré, les conseils d'usines n'ont pas su résister à la pression d'en bas et se sont soit carrément rangés du côté du personnel, soit préoccupés d'éviter soigneusement toute mesure qui risque de les entrainer dans un conflit avec celui-ci. Combien plus grande serait cette pression d'en bas sur les conseils d'usines et combien moins tenace se révélerait la résistance de ceux-ci contre cette pression, si elle trouvait son expression organisée et ses porte-parole dans les responsables de secteurs et les conseils d'ateliers ! Mieux encore, partout où les salariés profiteront du vote secret pour élire aux deux fonctions leurs véritables hommes de confiance, la résistance de chaque membre du conseil d'usine, contre les revendications présentées par ces derniers, sera à l'avance sapée du fait qu'il ne se sentira pas élu comme eux, mais au fond nommé d'en haut.

Selon les premières nouvelles incomplètes qui nous parviennent sur les élections en cours, il semble que les ouvriers ont effectivement pris conscience de l'importance de cette occasion et qu'ils se sont décidés à remplacer les candidats officiels, les travailleurs de choc, les mouchards et les ambitieux, par des syndicalistes authentiques. Dans ce cas, il faut faire remarquer qu'il ne suffit pas de voter pour ceux-ci, car les résultats risquent d'être faussés par les scrutateurs. Si les travailleurs veulent donc imposer leurs hommes de confiance, ils doivent réclamer que le dépouillement du scrutin soit mené à bien sous leur surveillance. Au cas où la classe ouvrière aurait réussi de cette façon à introduire aux deux fonctions les syndicalistes choisis par elle, elle ne manquerait certainement pas de renforcer l'autorité de ses élus, dans le second stade des élections, par un boycottage systématique des élections non démocratiques aux conseils d'usines.

L'importance des élections actuelles ne se limite cependant pas à ce qu'elles fournissent à la classe salariée une occasion de raffermir sa résistance de tous les jours. La portée de l'événement est en fait considérablement plus grande encore. Si les ouvriers décident d'exploiter à fond le vote secret, une condition essentielle sera créée pour le passage de toute leur résistance à un stade nouveau, plus élevé. Jusqu'ici, l'ouvrier tchécoslovaque en avait été réduit à se faire guider dans son autodéfense contre l'exploitation croissante presque uniquement par ses propres réactions spontanées, tout combat organisé étant pratiquement exclu. Dans ces circonstances, la lutte ne peut dépasser les limites de la résitance passive, donc d'une résistance qui ne se propose au fond de défendre que ce qu'on est en mesure de défendre. Si toutefois la classe ouvrière doit passer tôt ou tard de la résistance passive à une contre-attaque, si elle doit se mettre à reconquérir graduellement tous les droits qui lui ont été pris, et peut-être plus tard ceux dont elle ne jouissait même pas par le passé, pour finir par mettre les staliniens à la porte et prendre la direction de ses affaires dans ses propres mains, elle doit mener la lutte, dans une certaine mesure au moins, d'une manière organisée. Elle doit par conséquent reconquérir d'abord les instruments de cette lutte, que le régime lui a arrachés. Les élections libres des responsables de secteurs et des conseils d'ateliers lui en fournissent pour la première fois l'occasion.

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS NE SERA L'ŒUVRE QUE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES.

Texte intégral, reproduit d'après Masses-Information *(Tchécoslovaquie), octobre* 1951.

Les syndicats américains et l'aide à l'Europe

Du discours de Victor Reuther, délégué du C.I.O. en Europe, au déjeuner de la presse anglo-américaine :

« Ce serait simplifier abusivement de dire que notre seul but est de combattre le communisme. Nous ne pensons pas qu'une solution de force suffise à régler ce problème...

...Les syndicats américains jugent nécessaire de soutenir l'effort des syndicats libres qui posent le problème de la démocratie en termes de pain, de beurre, de salaires, de maisons. Dans un pays où les syndicats libres sont forts, le communisme en tant que pouvoir politique et cinquième colonne virtuelle est une force négligeable, et le militant stalinien n'est plus qu'un personnage ridicule condamné à parler tout seul. »

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes ». 232, rue de Charenton, Paris-12e

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 26 SEPTEMBRE. — En **Iran**, le gouvernement menace de faire sauter les installations pétrolières, en cas de débarquement anglais.

Le comité d'action universitaire décide de prolonger sine die **la grève des examens.**

JEUDI 27 SEPTEMBRE. — Le parlement de **Bonn** adopte les conditions de l'unité allemande.

Le général Ridgway propose la reprise des pourparlers de trêve en Corée.

VENDREDI 28 SEPTEMBRE. — Soulèvement militaire, maîtrisé, en **Argentine.**

LUNDI 1er OCTOBRE. — Ouverture à Scarborough du congrès **Labour Party.**

MARDI 2 OCTOBRE. — Victoire de la gauche aux élections du Comité Exécutif du **Labour Party.**

MERCREDI 3 OCTOBRE. — Evacuation des Anglais d'Abadan en **Iran.**

Offensive du Vietminh dans le Nord du **Tonkin.**

Arrêt limité du travail dans les **usines à gaz** de Paris.

VENDREDI 5 OCTOBRE. — Grève du « règlement » des **taxis parisiens.**

SAMEDI 6 OCTOBRE. — Staline confirme la nouvelle expérience atomique en **U.R.S.S.** et se prononce pour l'unification de **l'Allemagne.**

DIMANCHE 7 OCTOBRE. — Elections **cantonales** en France.

Elections municipales en **Norvège**; recul communiste.

Elections à **Brême**. Avance socialiste, grave défaite des démocrates-chrétiens.

MARDI 9 OCTOBRE. — Tous les partis **égyptiens** d'accord pour dénoncer le traité avec l'Angleterre.

MERCREDI 10 OCTOBRE. — Le bureau de la **C.G.T.** préconise la création de syndicats uniques.

JEUDI 11 OCTOBRE. — Note de l'U.R.S.S. exigeant le retrait de **l'Italie** du pacte atlantique pour la révision du traité avec l'Italie.

En **Allemagne orientale**, la Chambre du Peuple proteste contre l'entrée de l'Allemagne occidentale dans le système du pacte atlantique, et accepte le contrôle international aux élections dans toute l'Allemagne.

VENDREDI 12 OCTOBRE. — **L'Irak** demande la révision de son traité avec l'Angleterre.

Grève de 48 heures dans les **mines de fer de Lorraine** sur ordre de la C.G.T.

SAMEDI 13 OCTOBRE. — Les partis nationalistes **marocains** demandent l'abrogation du traité de protectorat.

DIMANCHE 14 OCTOBRE. — Scrutin de ballottage des élections **cantonales.**

LUNDI 15 OCTOBRE. — **L'Egypte** rejette la proposition occidentale.

Note de l'**U.R.S.S.** à la Norvège, pour l'inviter à ne pas participer au pacte atlantique.

Assassinat du premier ministre du **Pakistan.**

MARDI 16 OCTOBRE. — Violents incidents **anglo-égyptiens** à Alexandrie et à Ismaïla.

Grève du « zèle » dans **les services financiers.**

MERCREDI 17 OCTOBRE. — Etat d'urgence proclamé sur tout le **territoire égyptien.**

JEUDI 18 OCTOBRE. — Par suite de l'abstention de la Yougoslavie le Conseil de Sécurité doit ajourner sa décision sur le **conflit anglo-iranien.**

On publie un échange de notes entre l'**U.R.S.S** et les **U.S.A.** sur le règlement en **Corée.**

Eisenhower déclare que les U.S.A. doivent aider **le monde musulman.**

VENDREDI 19 OCTOBRE. — Les **Sino-Coréens** acceptent les propositions alliées sur la création d'une zone neutre.

Le gouvernement refuse de donner satisfaction **aux fonctionnaires.**

DIMANCHE 21 OCTOBRE. — Accord à Pan-mun-Jom **(Corée)** pour la reprise des pourparlers d'armistice.

ENTRE NOUS

EXCUSEZ LE RETARD !

Le « cuisinier » ayant du subitement s'absenter de Paris, un certain retard dans la sortie de ce numéro sera difficilement évité. Ne tirez pas sur les gâte-sauces de fortune ; ils font ce qu'ils peuvent.

ET LA DIFFUSION ?

Les comptes ne figureront pas dans ce numéro retardé. Mais qu'on se rassure ; ce sera pour le mois prochain. Qu'y lira-t-on ? Rien de bien réconfortant !

Les nouveaux abonnements, d'abord, sont en nombre insuffisant. Notre publicité est mal faite. Comme elle ne peut l'être par les moyens commerciaux, il faut donc que les amis de la « R.P. » s'y emploient. Pourquoi, après avoir lu son numéro, ne pas le prêter à un copain ? On peut aussi, et toujours, nous envoyer des adresses de « possibles » à qui sera fait un service d'essai.

Mais sans aucun doute, le bon, le sûr moyen, c'est de recueillir soi-même des abonnements nouveaux. Chacun de nous peut le faire. Si on ne le fait pas, si on voit une raison de ne pas le faire, c'est qu'on n'est pas satisfait de la « R. P. ». Alors il faut s'en expliquer. Ensemble, on discutera cette « raison ». Mais ne rien faire, attendre, « laisser couler » ! Autant s'abonner tout de suite au « Ris d'heure digeste ».

ET L'EQUILIBRE DE NOS FINANCES !

Pour ça, les amis, vous en entendrez encore parler ; et vous ne serez pas étonnés !

Le stock de beau papier que nous utilisons sera épuisé fin décembre. En 1952 nous aurons pour un prix supérieur du papier de qualité très inférieure.

A dater du 15 octobre, les tarifs d'impression ont augmenté de 12 %.

Nous ne pourrons sans doute pas échapper à une hausse de nos tarifs d'abonnements. Mais avant d'en décider, chacun de nous peut faire quelque chose.

Les retardataires d'abord. Regardez bien la bande d'envoi et si elle porte la mention « abonnement terminé », réglez vos dettes immédiatement. Dans le courant du mois (après le 15 novembre), une carte-remboursement sera présentée par le facteur aux négligents. Ceux-ci ne se rendent pas toujours compte du travail matériel qu'ils donnent ainsi à l'administration d ela revue. En économisant des frais supplémentaires, ils nous épargneraient beaucoup de travail.

Pour ceux qui sont en règle, inutile de dire qu'ils peuvent toujours penser à la souscription. Chacun selon ses moyens et aussi en fonction des hausses de prix, de l'augmentation des dépenses de la revue. Si des versements substantiels étaient rapidement effectués, une opération « papier » pourrait être envisagée. On assurerait ainsi à **tous** les camarades une économie substantielle.

En fin de compte, de l'empressement des retardataires à se mettre en règle, de l'ampleur des souscriptions-papier ou souscriptions générales, dépendra notre appréciation de la « conjoncture ». Ce qui contribuera à l'établissement du nouveau prix. Rien, là-dedans, que de très orthodoxe. Autant dire, — parce que c'est vrai — : ce que vous nous donnerez maintenant, vous ne le donnerez plus après. Alors, pourquoi attendre ?

Car, veut-on, oui ou non, que la « R. P. » vive ? Il n'y a que pour ceux qui pensent oui que le problème se pose. Mais pas en termes abstraits ! Des abonnés, pour avoir des ressources, parce que la « R. P. » n'a jamais eu et n'aura jamais que les ressources de ses abonnés. Ça n'est sans doute ni « dialectique », ni « malin » ; mais comme c'est simple !

REMARQUES

Marceau PIVERT (Paris). — Mon réabonnement et toute ma sympathie pour l'effort persévérant que développe la « R. P. » : encore plus d'internationalisme !

CHAUVIN (Nord). — Bravo pour l'objectivité. Gardez l'esprit critique. J'aimerais que les exposés des thèses P.C. et U.R.S.S. soient plus fréquentes ainsi que celles C.G.T. plus abondantes.